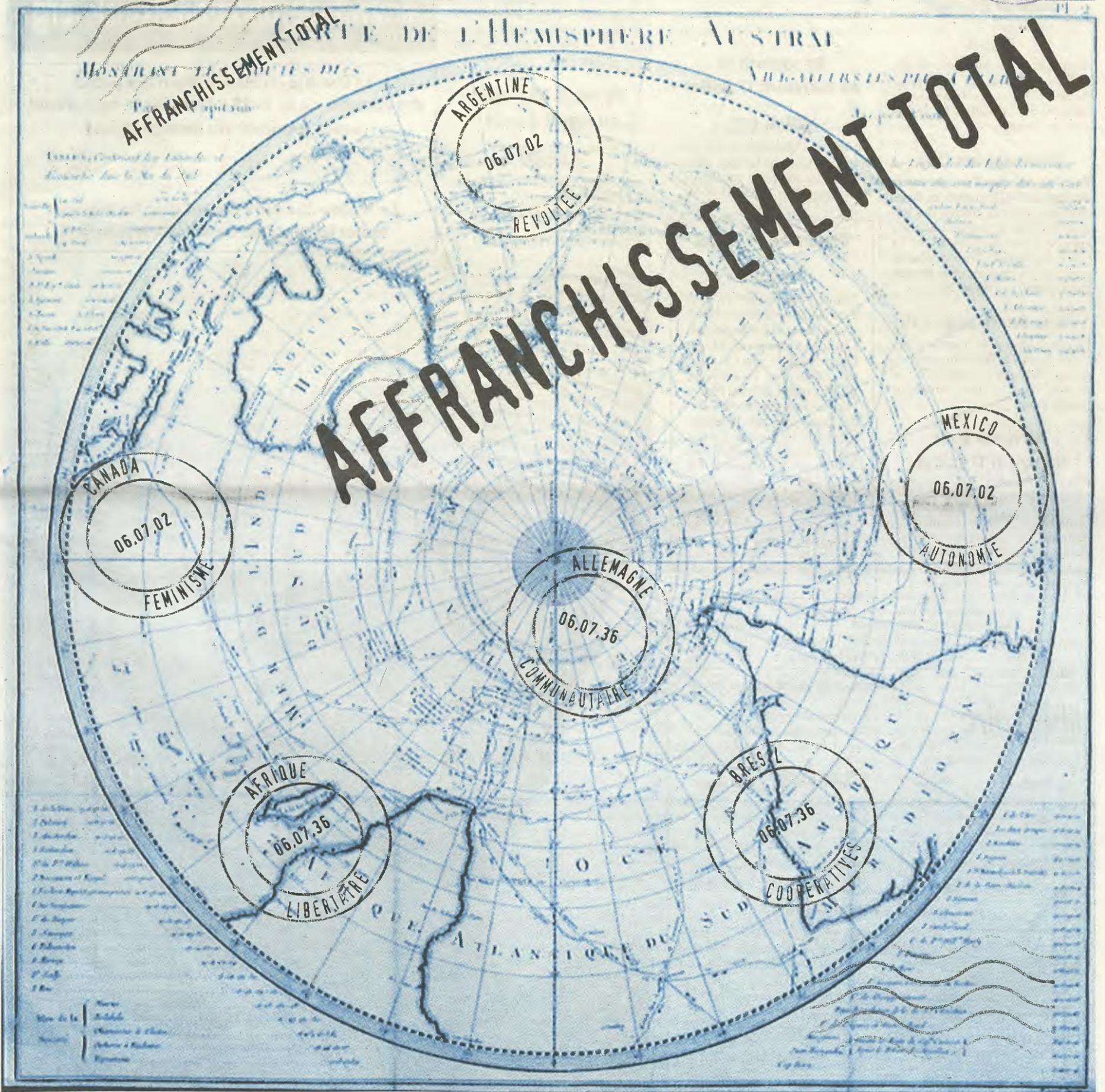


le monde libertaire

Hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente à l'Internationale des fédérations anarchistes

Hors série n° 21
Juillet - août 2002

4 €
ISSN 0026-9433



LIBERTÉ DROITS HUMAINS ÉMANCIPATION RÉVOLTE FÉMINISME AUTOGESTION ÉGALITÉ SYNDICALISME ENTRAIDE
FÉDÉRALISME ANTIPARLEMENTARISME SOLIDARITÉ ANTIMILITARISME RÉVOLUTION SOCIALE ACTION DIRECTE

M 06726 - 21 H - F: 4,00 € - RD



Plein vent: l'anarchie hors frontières

Agenda

Du jeudi 20 juin au dimanche 15 septembre

La Spouze (23)

Troisièmes jardins-jeudis de la Spouze dans la maison des Gavarni organisés par l'association Centre de créations culturelles. Renseignements: 05 55 62 20 61.

Samedi 6 juillet

Dijon

Journée et soirée hip-hop avec des ateliers d'impros, graffs, break-dance et des concerts à l'espace autogéré des Tanneries, 17, boulevard de Chicago.

Naussargues (15)

Pour le maintien et l'aménagement des lignes SNCF, contre les licenciements, pour la défense des services publics, le comité pluraliste appelle à une manifestation. La CNT des départements concernés participera à cette journée. Renseignements: 05 65 60 37 26.

Villars-Santenoge (52)

Journée « Mots pour maux » à l'initiative du café le Petit Mousse et du groupe libertaire dijonnais. Performance, discussions, musique. Entrée libre.

Du lundi 8 au mercredi 17 juillet

Duras (47)

Semaine de l'École émancipée: réunions, débats publics, ateliers... Renseignements au 05 53 68 81 77.

Du mardi 9 au samedi 20 juillet

Bure (55)

Manifestations et 3^e camp contre l'enfouissement des déchets nucléaires à Bure ou ailleurs. Renseignements: Coordination nationale des collectifs contre l'enfouissement des déchets radioactifs:

03 29 45 45 55 ou 03 25 04 91 41

Mercredi 10 juillet

Toulon

Le groupe Nada de la FA organise une vidéo-débat avec le film *Danger travail* de Pierre Carles (auteur notamment de *Pas vu, pas pris*) à 18 h au café-lecture, 2 rue Baudin.

Du samedi 13 au mercredi 17 juillet

Millau (12)

La nuit de l'objection et des résistances au Cun du Larzac: débats, spectacles, ateliers, musiques... Renseignements: 01 43 41 86 50.

Dimanche 14 juillet

Paris 18^e

Neuvième gala Salut Léo avec, dans des œuvres de Léo Ferré: Louis Arti, Alain Aurenche, Christian Camerlynck, Hmou Cheheb, Christiane Courvoisier, Frédérique, Paco Ibañez, Allain Leprest, Michel Murty, Hiroko Tomobé, Stella Vander (sous réserve). Présentation: Marie-Thérèse Orain; piano: Christophe Brillaud. À 20 h 30, au Trianon, 80, boulevard Rochechouart. Location (20 euros): Fnac ou Association Thank you Ferré, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél: 01 53 36 76 15.

Dimanche 21 juillet

Paris 11^e

Fête de solidarité avec la commune autonome zapatiste Roberto-Barrios: film, débat avec le Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas et le Comité de solidarité avec les Indiens des Amériques, concert avec Antidoping et Kochise. À 16 heures, au CICP, 21 ter, rue Voltaire (M^o Nation ou Rue-des-Boulets).

Riez-Roumoules (04)

À l'initiative du Collectif des associations, manifestation contre la ligne THT 400 000 volts dans le parc naturel régional du Verdon. À 10 h, rendez-vous à Riez; départ à 11 h pour Roumoules; à midi, meeting, et pique-nique; concert toute la soirée.

Du jeudi 25 juillet au mardi 6 août

Ariège

Camping OCL: « Un moment pour faire le point! un lieu en montagne ariégeoise. » Renseignements à OCL, c/o Clé des champs, BP 20912, 44009 Nantes.

46^e Congrès international de l'ICEM pédagogie Freinet

du 19 au 23 août à Bordeaux

Sur le thème: des pratiques éducatives pour une école populaire aujourd'hui

www.freinet.org/icem/

Le site Internet de la FA

www.federation-anarchiste.org

La librairie du Monde libertaire prend des vacances du 14 au 28 juillet; dès le mois d'août, venez retrouver vos livres préférés!

Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris; ouvert du lundi au vendredi de 14 heures à 19 h 30, le samedi de 10 heures à 19 h 30.

Le Monde libertaire revient dans les kiosques toutes les semaines à partir de septembre.

Photos et illustrations: droits réservés

Directeur de publication: Jacques Toublet
Commission paritaire n° 0906 1 80740 - Imprimerie: IPS (Bernay)
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205 - IPS
Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

le monde
libertaire

Rédaction - Administration:
145, rue Amelot, 75011 Paris
Tél.: 01 48 05 34 08 - Fax: 01 49 29 98 59

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé France	Étranger
3 mois 13 n ^{os}	<input type="checkbox"/> 20 €	<input type="checkbox"/> 32 €	<input type="checkbox"/> 27 €
6 mois 25 n ^{os}	<input type="checkbox"/> 38 €	<input type="checkbox"/> 61 €	<input type="checkbox"/> 46 €
1 an 45 n ^{os}	<input type="checkbox"/> 61 €	<input type="checkbox"/> 99 €	<input type="checkbox"/> 77 €

Abonnement de soutien: 76 €

Abonnement étranger: les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe bancaire exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP).

Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(En lettres capitales)

Nom Prénom.....
Adresse

Code postal
Ville.....
Pays

Chèque postal Chèque bancaire
 Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage



**En même temps que nos chagrins
Vous pouvez préparer vos larmes
Un jour nous ferons notre pain
Dans vos pétrins avec nos armes
Y'en a marre**

Léo Ferré, Y'en a marre

Syndicalisme

No Future... ou Autre futur ?

Plus de trente ans après la « Grande Peur » des tenants des pouvoirs économiques et politiques devant des millions de grévistes vaquant à leurs « occupations », l'espoir a largement changé de camp. Le Capital l'a-t-il définitivement emporté sur le Travail? Le « syndicalisme d'accompagnement » est-il la seule survie pour les confédérations dites représentatives?

APRÈS LE PRINTEMPS, le temps des (queues de) cerises. Même si la CGT et surtout la CFDT avaient recueilli une partie des révoltés de mai 1968, c'était pour mieux les encadrer, les digérer et, si nécessaire, exclure les moutons noirs. C'était le temps où on causait d'autogestion alors que, parallèlement, l'état du centralisme – « démocratique » ou non – se resserrait.

Le CNPE, bon prince, jetait quelques grains à moudre, aidant les appareils syndicaux à rouler dans la farine les acteurs des mouvements sociaux du moment. Puis, la fin des Trente Glorieuses se profilant, le capitalisme perfectionnait ses outils au niveau mondial, s'appuyant sur de grandes sociétés internationales pour segmenter la production et investir là où la main-d'œuvre est moins chère et plus docile. Les capacités de nuisance des travailleurs par la grève étant ainsi diminuées, place aux restructurations à grande échelle, aux attaques en règle contre les « acquis » sociaux, aux vagues de licenciements, privatisations, précarisations, annualisation du temps de travail, etc. Vive la Refondation sociale! triomphe le Medef. Face à ces offensives patronales tous azimuts, les grandes confédérations – par impuissance ou manque de volonté – furent incapables d'organiser une riposte d'envergure. Intégrant, voire anticipant, dans leur stratégie la baisse de capacité de résistance des salariés, tenant compte de la diminution de leurs adhérents, elles tentent avant tout de préserver leur appareil. Les recettes sont connues: aides étatiques, européennes par la participation à la Confédération européenne des syndicats (CFDT, FO et CGT), voire quelques cas de « dons » des branches patronales!

L'insécurité sociale

Dans cet environnement particulièrement dégradé, des collectifs syndicaux et des militants continuent à lutter mais souvent le dos au mur (Michelin, Renault-Vilvorde, Moulinex, LU, etc.). Malgré le bref hiver chaud de 1995, la majorité des salariés, et a fortiori des chômeurs, vit une situation d'isolement et d'individualisation. Les valeurs d'identité collective et de solidarité du mouvement ouvrier ne sont plus transmises. Dans le privé, mais aussi dans le secteur public, les statuts sont multiples (CDI, CDD, emploi-jeune,

etc.), de nombreuses activités sont externalisées (cantine, entretien, nettoyage, informatique, etc.) rattachant les salariés à d'autres conventions collectives, donc des syndicats professionnels différents. Le « métier » ancré sur des compétences acquises dans un collectif de travail est remis en cause par des changements fréquents d'activité, parfois interrompus par des séjours à l'ANPE sous la férule d'un PARE. Tout cela contribue à développer un sentiment croissant d'insécurité.

Malgré le courage de certains militants sur le terrain, les syndicats sont peu présents et affaiblis par la concurrence jusqu'à six à sept organisations dans une même entreprise! Les confédérations « représentatives » ont un fonctionnement bureaucratique, des structures professionnelles inadaptées pour organiser la classe ouvrière d'aujourd'hui, et ne proposent aucun projet de contestation globale de la société capitaliste.

Renouveau de l'anarchosyndicalisme

Cependant, dans quelques secteurs (restauration rapide, nettoyage, commerce, etc.), des actions sont menées, des collectifs se structurent malgré la répression, des échanges interprofessionnels sont ébauchés. Plus généralement, le développement des syndicats Sud et de la CNT, la combativité des sections CGT notamment, sont-ils les prémices d'une reconstruction du syndicalisme? En tout cas, l'acharnement patronal contre leur enracinement dans les entreprises montre combien le Medef le perçoit comme un vrai danger. Dans les luttes, quand se pratiquent la démocratie directe en assemblée générale et le contrôle des mandats, un sens collectif renaît, une dignité se retrouve. Les tendances doivent pouvoir se prolonger dans une organisation fédérative dont le rôle est de coordonner les structures de base et non de les diriger. Il est, en particulier, nécessaire de remettre radicalement en cause la fonction de permanent syndical. D'autre part, cette organisation doit permettre de réunifier une classe ouvrière de plus en plus éclatée et segmentée. En ce sens, le syndicat professionnel d'industrie, base traditionnelle de regroupement, semble aujourd'hui bien moins adapté que des structures horizontales, interprofessionnelles (voir *le Monde libertaire*, n° 1286). Leur faiblesse a nui au mouvement sociaux d'ampleur, en limitant les perspectives et en laissant la place aux organisations politiques de tout poil qui tentent de servir de « relais » intéressé.

Ces pratiques et ces réflexions traversent la CNT, certains syndicats Sud et des collectifs de base d'autres syndicats. Auront-elles le temps d'aboutir alors que le capitalisme accentue sa pression? Les forces d'un syndicalisme, qui en fait retrouve les principes d'organisation libertaires, seront-elles suffisantes à l'occasion d'une prochaine révolte sociale? Un autre futur est-il encore possible?

Élan noir

s o m m a i r e



Le Medef lorgne sur les **retraites** Page 4

Quand l'État n'existait pas en **Afrique** Page 7

Chroniques d'**Argentine** Page 13



Le coopérativisme
autogestionnaire dans
les **favelas** Page 18

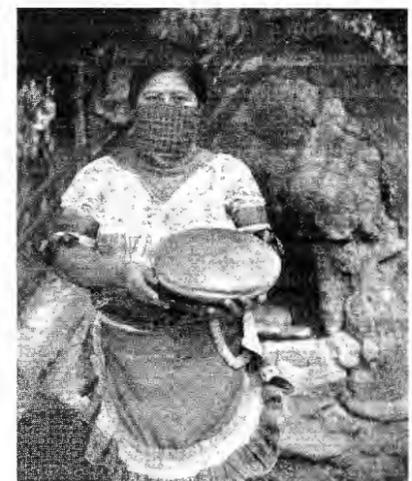


Communautés : expériences en **Allemagne** Page 20

Magonistes et zapatistes
continuent la révolution au
Mexique Page 23



Gros plan sur
Jean Vigo
Page 32



Le **patriarcat** : une logique
capitaliste Page 27

Incinérateurs : luttes locales,
combat global Page 31

Un printemps mouvementé,
vu par **Roger Dadoun** Page 34

L'épargne salariale ou Préfon = fonds de pension pour les marchés financiers

DEPUIS que les socialistes ont transformé « les fonds de pension » en « épargne salariale », les rapports sur leur généralisation se sont multipliés. Leur fonction est visiblement de préparer l'opinion à de nouvelles prises de décision gouvernementales. Devant le refus de larges secteurs de l'opinion de la mise en place des fonds de pension, un vocabulaire nouveau et des arguments différents ont fait leur apparition.

Ainsi, on ne parle plus de fonds de pension, mais de « fonds d'épargne salariale » ou d'épargne sur le modèle de la « Préfon » ; on n'évoque plus la question des retraites, mais la « nécessité de donner des droits nouveaux aux salariés dans leur entreprise » ou de « reprendre le contrôle des grands groupes français » partiellement détenus par les fonds d'investissement anglo-saxons. Pourtant, ces deux objectifs sont en partie contradictoires. Vouloir reprendre le contrôle des entreprises françaises supposerait que les fonds en question soient composés d'actions des entreprises concernées. Permettre aux salariés de peser sur l'avenir de leur entreprise nécessiterait que le fonds d'épargne correspondant comprenne uniquement des actions de cette entreprise. Ces objectifs sont parfaitement illusoire : la nationalité du capital n'a qu'une importance secondaire dans une économie mondialisée où les gouvernements ont renoncé à toute politique volontariste en matière économique et sociale.

Accorder quelques pour cent du capital détenu par les salariés vise, au mieux, à les faire instrumentaliser par les directions d'entreprise. Cela ne constituerait en rien un point d'appui pour peser sur leur avenir. Le caractère extrêmement limité des propositions concrètes avancées sur ce sujet dans les différents rapports montre d'ailleurs que ce thème relève essentiellement de l'agitation idéologique.

De plus, un développement de l'épargne salariale ou sur le modèle de la « Préfon » ne pourrait qu'aggraver les inégalités entre salariés.



Il laisserait de côté les chômeurs et travailleurs précaires et bénéficierait avant tout aux hauts salaires. Loin de permettre des solidarités nouvelles, il favoriserait l'éclatement du salariat. Derrière la généralisation de l'épargne salariale, ce sont, en fait, les fonds de pension qui se profilent, comme en témoigne la proposition de créer un « plan d'épargne entreprise de long terme » (12-15 ans au lieu de 5 actuellement). Un tel produit, utilisé par la génération des baby-boomers, serait de toute évidence destiné à l'épargne retraite.

Or, capitalisation et répartition ne peuvent être complémentaires sur le moyen et long terme. Un bon rendement de la capitalisation suppose des taux d'intérêt élevés pour les obligations – ce qui est contraire à la croissance et donc, dans une large mesure, à l'emploi –, et la compression maximale de la masse salariale dans le cas d'actions. Dans les deux cas, ce sont bien les recettes de la répartition qui seraient touchées au cœur, au-delà même d'éventuels octrois d'exonérations sociales qu'elles siphonneraient directement.

Il faut d'emblée distinguer l'épargne dite « des ménages » de l'épargne dite « salariale ». La première renvoie à des choix individuels se situant en dehors de l'entreprise : livret A, assurance-vie, Sicav... La seconde englobe une gamme de dispositifs variés qui se situent tous dans le cadre de l'entreprise. L'intéressement constitue le dispositif le plus ancien : il remonte à 1959 et, facultatif, il est mis en place par un accord d'entreprise. Il s'agit d'une forme de prime calculée en fonction d'indicateurs consignés dans l'accord,

par exemple l'évolution du chiffre d'affaires ou le progrès de la productivité.

Contrairement à la participation, cette prime peut être versée immédiatement au salarié si celui-ci le souhaite ; elle est soumise à la CSG, mais exonérée de cotisations. Instituée par une ordonnance de 1967, la participation est, quant à elle, obligatoire dans toutes les entreprises de plus de cinquante salariés. Calculée en fonction des bénéfices de l'entreprise, elle est proportionnelle au salaire. Cette prime est obligatoirement bloquée pour une période de 3 à 5 ans au minimum. Elle peut être investie en actions de l'entreprise, sur un compte courant bloqué figurant au passif de son bilan, en Sicav ou en un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) investi ou non en actions de l'entreprise du salarié. À partir de ce socle de départ, le terme d'épargne salariale s'est progressivement étendu. D'abord à l'actionnariat des salariés. Les textes relatifs à la participation prévoyaient la possibilité que celle-ci soit payée en actions de l'entreprise, notamment, on l'a vu, à travers les FCPE. Mais ce sont surtout les privatisations qui ont conduit à un essor de l'actionnariat salarié. L'ensemble de ces dispositifs a généré un flux de 45,4 milliards de francs (près de 7 milliards d'euros) en 1997. Il a entraîné 20 milliards de francs (3 milliards d'euros) d'exonérations de charges sociales et 5 milliards de francs (760 millions d'euros) d'exonérations fiscales. Autant de manque à gagner pour la Sécurité sociale et le budget de l'État.

Un autre argument consiste à dire que l'épargne salariale apporterait aux entreprises une épargne qui leur fait défaut. C'est tout à fait discutable. Premièrement, il n'est pas certain que l'épargne salariale ou le modèle « Préfon » apporte de l'épargne supplémentaire. Il est peu probable (et pas forcément souhaitable) que les salariés freinent leur consommation pour épargner plus. Il y aura

Les fonds de pension américains ont leurs petites gourmandises : les actions françaises dont l'achat est subventionné par les contribuables de l'Hexagone.

donc probablement des arbitrages internes à leur épargne au détriment des Sicav et de l'assurance-vie, ce qui n'est sans doute pas neutre économiquement (par exemple sur le niveau des taux d'intérêt), et, surtout, au détriment de l'épargne populaire (notamment le livret A et l'épargne logement), ce qui risque de déstabiliser des circuits de financement dédiés à l'intérêt général.

Deuxièmement, l'économie française ne manque pas d'épargne. Le taux d'épargne des ménages se situe dans la moyenne européenne, les entreprises s'auto-financent très largement, et la balance courante est nettement excédentaire. Cela veut dire que la France, à l'instar de l'Union européenne, est devenue exportatrice de capitaux depuis le début des années 90. Ainsi, 175 milliards de francs (près de 27 milliards d'euros) ont été investis à l'étranger en 1998. Plutôt que d'un manque d'épargne, la France souffre d'une sous-consommation des ménages, liée à un taux de partage de la valeur ajoutée défavorable aux salariés. La bonne conjoncture actuelle le montre : la reprise résulte évidemment d'un redémarrage de la consommation, et non d'un supplément d'épargne.

Vouloir à tout prix augmenter le taux d'épargne, ce serait casser la consommation qui est le moteur de la croissance. Une autre chose est de dire que la part des investisseurs institutionnels étrangers (fonds de placement et fonds de pension) dans la capitalisation boursière des très grandes entreprises est beaucoup plus importante en France qu'ailleurs. Cette faible capitalisation résulte de trois caractéristiques de l'économie française : au départ, un financement externe important, mais avant tout bancaire ; puis un désendettement qui a conduit, dans une période de faible accumulation, à un renforcement des fonds propres ; enfin, la place importante du secteur public.



Un peu d'oseille pour vos vieux jours

La remise en cause simultanée de ces caractéristiques, en particulier par les privatisations massives, a fragilisé la structure du capital français à l'égard d'un capital financier totalement dérégulé. De plus, la France est devenue un véritable paradis fiscal pour les investisseurs étrangers, qui bénéficient du remboursement de l'avoir fiscal. Le coût de cette prodigalité est de 23,5 milliards de francs (3,6 milliards d'euros) en huit ans. D'où la gourmandise des fonds de pension américains pour les actions françaises, puisque leurs achats sont subventionnés par les contribuables de l'Hexagone et qu'aux États Unis le mécanisme de l'avoir fiscal n'existe pas.

Cela dit, il n'est pas sans intérêt de noter que, selon une étude du Centre de recherche sur l'épargne (CREP), la part des investisseurs étrangers descend à 13,4 % du capital des sociétés françaises si l'on prend en compte les actions des sociétés non cotées en Bourse, soit un taux de pénétration par l'étranger peu différent de celui constaté dans les principaux pays européens.

Et puis, il fallait y penser avant de privatiser à tour de bras ! Mais on ne peut sérieusement dire aujourd'hui que le recours à des fonds d'épargne salariale est susceptible de modifier quantitativement la situation. Selon leur promoteur le plus militant, l'ex-député Jean-Pierre Thomas, ces fonds auraient seulement collecté 30 à 40 milliards de francs (4,5 à 6 milliards d'euros) en année pleine. L'Association française de banque (AFB), quant à elle, estime ce montant entre 19 et 23 milliards (2,9 à 3,5 milliards d'euros) en régime de croisière. Ces évaluations sont à rapprocher des 2000 milliards de francs (300 milliards d'euros) d'actions françaises détenues par des investisseurs non résidents.

En outre, cette démarche postule que les fonds d'épargne salariale se tourneraient principalement vers le financement de leur propre entreprise ou d'autres entreprises françaises. Mais pourquoi des « fonds de pension à la française » se comporteraient-ils de manière différente des fonds de pension anglo-saxons, et n'iraient-ils pas chercher une rentabilité plus élevée à l'autre bout du monde ? Quand on met le doigt dans l'engrenage financier, il est difficile de faire les choses à moitié. Serait-il possible d'imposer des quotas de placements franco-français ? Non, parce que ce serait « illégal » au regard des règles de la libre concurrence : on se heurterait à la

Commission européenne. Il est clair que cela ne fait pas partie des intentions des promoteurs de l'épargne salariale... Le contrôle par des capitaux nationaux n'a d'ailleurs d'intérêt que s'il induit des possibilités d'intervention publique, par exemple en matière de politique industrielle ou d'orientations sociales. Quel sens peut-il avoir dans un capitalisme mondialisé qui tend à unifier le comportement des détenteurs de capitaux ? Quel sens peut-il avoir quand le gouvernement français refuse « l'intervention de l'État dans l'économie » ?

Du point de vue des salariés, la nationalité du capital n'a plus beaucoup d'importance aujourd'hui. Des fonds de pension français, enserrés dans ce système, ne pourraient avoir d'autre comportement que la recherche de taux de profit toujours plus élevés avec les conséquences que l'on sait en matière de gestion de la main-d'œuvre.

De plus ce projet fait « obligation » aux entreprises de négocier annuellement des questions relatives à l'épargne salariale. Ainsi les employeurs pourront plus facilement refuser une augmentation de salaires en arguant de la rémunération de l'épargne des salariés ; ils seront d'autant plus amenés à le faire que des exonérations fiscales et sociales seront liées au système. Ce sont donc bien les recettes des budgets publics et sociaux qui seront progressivement atteintes, ce qui aura pour effet d'accroître les risques de déficits et permettra de nourrir le discours sur la réduction des dépenses de l'État et de la Sécurité sociale. C'est aussi une nouvelle porte ouverte aux marchés financiers pour venir réduire progressivement l'assise des retraites par répartition.

Le développement de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié est souvent présenté comme une possibilité de mieux associer les travailleurs à la vie de leur entreprise. L'expérience montre pourtant que, lors des opérations de fusions-acquisitions aux lourdes conséquences sociales, leur avis n'est à aucun moment pris en compte. Mais des salariés-actionnaires pourraient, nous dit-on, peser sur la stratégie de l'entreprise et lui imposer des critères de gestion autres que la maximisation de la rentabilité financière.

Cette vision idyllique se heurte d'emblée aux objectifs contradictoires de l'épargne salariale : si l'intention est de contrôler le capital de sa propre entreprise, il faudra surtout acheter des actions de cette dernière. Dans ce cas, l'épargne des salariés sera soumise à un risque très important, puisqu'elle dépendra presque exclusivement de la situation financière de leur entreprise, sans possibilité de diversification ; s'il faut rentabiliser l'épargne des salariés, il faudra aller chercher le profit là où il est, y compris à l'étranger, ce qui ne sera favorable ni à sa propre

Nous avons la solution au problème des retraites

NAPALM



Aucun ancien n'échappera à notre attention.

Et ce n'est pas prêt de finir.

PROGRAMME
NAPALM

N
A
P
A
L
M
otre
dministration
eut
néantir
a
tualité



Humour inspiré de Rojo y Negro de mai 2002

La nationalité du capital n'a qu'une importance secondaire dans une économie mondialisée.

entreprise, ni même nécessairement à l'investissement en actions nationales; enfin, s'il s'agit de lutter contre les investissements étrangers, rien ne dit que cela se réalisera au profit de sa propre entreprise, ni au mieux des intérêts des épargnants.

Le Medef se fait le promoteur le plus actif de l'épargne salariale. On comprend mal pourquoi le patronat s'évertuerait ainsi à remettre une partie de son pouvoir aux travailleurs! Au moment du bras de fer entre la BNP et la Société générale, on a vu que les salariés actionnaires n'ont pas pu faire valoir un point de vue autonome, et ont servi de masse de manœuvre.

Cela n'a rien d'étonnant: la distribution d'actions a notamment pour objectif de faire obstacle à la constitution d'un acteur collectif en atomisant les salariés au prorata de leur portefeuille, et en segmentant un peu plus le salariat. À un pôle, les précaires – salariés des PME de la sous-traitance, intérimaires, femmes à temps partiel – et, de manière générale, les bas salaires ne recevront que des miettes symboliques. À l'autre pôle, les salariés les plus qualifiés et les cadres seront transformés en porteurs des intérêts généraux de l'entreprise et en quasi-associés (jusqu'à la prochaine récession en tout cas). Des salariés qui renonceraient durablement à la progression des salaires ne sauraient espérer retrouver, en tant qu'actionnaires, ce pouvoir perdu.

Si l'on veut vraiment étendre leurs droits, il existe d'autres moyens que l'actionariat: renforcement des pouvoirs économiques des comités d'entreprise, présence d'administrateurs salariés élus par l'ensemble du personnel, droit de contrôle sur les emplois créés dans le cadre de la réduction du temps de travail et, plus généralement, exercice d'un droit d'opposition des salariés aux mesures engageant leur avenir.

En réalité, une des raisons sous-tendant la promotion d'une épargne salariale investie sur les marchés financiers est la volonté de changer la nature des relations sociales dans l'entreprise. C'est ce que disait sans ambages Jean Chérioux dans son rapport au Sénat: « Le salarié n'est plus seulement employé de l'entreprise, il est aussi associé. » Une enquête citée par le rapport en question indique que, pour 68 % des patrons, l'actionariat salarié stabilise le personnel. Il permet une meilleure compréhension des entreprises et du marché (83 %), fait que « tous tirent dans le même sens » (86 %) et motive les salariés (89 %).

L'association aux résultats de l'entreprise se substitue à l'augmentation du salaire. Voilà pourquoi elle intéresse le patronat. Au lieu de faire progresser les salaires réels au même rythme que celui de la productivité, le nouveau modèle repose sur deux propositions: le blocage des rémunérations et une contrepartie sous forme d'association aux résultats financiers. La différence entre les deux formules est triple:

1. La participation financière coûte moins cher au patronat

qu'une redistribution des gains de productivité aux salariés, ne serait-ce qu'en raison de ses avantages sociaux et fiscaux.

2. La redistribution est inégalitaire et discrétionnaire; elle est fonction du revenu: les cadres en profitent plus que les travailleurs du rang, et les cadres dirigeants plus que tous les autres (notamment en ce qui concerne les stock-options).

3. Le risque financier est reporté sur les salariés. Alors que la rémunération sous forme de

revenus des deux systèmes, en effet, ne s'additionnent pas. Les actifs des fonds de pension sont composés d'obligations et d'actions. Or un bon rendement des obligations suppose des taux d'intérêt réels élevés, ce qui est contraire à la croissance, et donc à l'emploi.

Le bon rendement des actions suppose de comprimer la masse salariale au maximum. Dans les deux cas, ce sont les ressources du système par répartition qui seront fragilisées. De plus, les fonds de pension n'of-

botte des spéculateurs. Dangereuse pour les retraités: que survienne un krach, et ils sont ruinés! Dangereuse pour les salariés: ils sont condamnés à se serrer la ceinture pour payer les retraites de leurs parents, en espérant demain pouvoir exploiter leurs propres enfants! Car, de toute façon, les retraites sont prélevées sur le produit national de la même année. La retraite par capitalisation organise ce prélèvement comme un conflit entre les jeunes et les vieux, orchestré par les spéculateurs.

Mais attention, la France est déjà le deuxième pays au monde (après les États-Unis, avant la Grande-Bretagne) pour la capitalisation. Cela s'appelle l'assurance-vie ou la Préfon, à qui l'on a attribué d'énormes avan-

salariale chargée de veiller aux intérêts des salariés. Dans tous les cas, il s'agit bien de cotiser pour soi-même et non plus pour les retraites d'aujourd'hui. Avant tout, les syndicats veulent d'abord négocier sur la répartition pour ensuite s'il y a lieu avoir recours à l'épargne individuelle.

Le problème majeur est en effet de fixer le niveau au-delà duquel interviendront les fonds de pension. Si le taux est fort, entre 70 % à 75 %, la plupart des syndicats, CGT et FO compris, n'y verront pas d'inconvénients. Si, en revanche, il s'agit de compenser l'effritement des retraites par la capitalisation, ils montreront les dents. Seule, la « gauche de la gauche » reste comme nous opposée à la capitalisation. Pour SUD, l'Union syndicale G10 « solidaires » et les anarchosyndicalistes, cette solution est viciée. L'argent est investi en obligations, ce qui nécessite des taux d'intérêt élevés, qui sont mauvais pour l'économie. Actuellement, ils sont les seuls à refuser qu'une partie de la rémunération des salariés soit accaparée directement par les marchés boursiers et pour le renforcement de ces derniers. Ils refusent que cela se fasse en pénalisant le budget de l'État et les recettes de la Sécurité sociale. Ils souhaitent que les forces syndicales et sociales s'unissent pour imposer une réforme fiscale frappant les profits financiers, pour un budget 2003 finançant les besoins publics et collectifs, pour une Sécurité sociale disposant des recettes nécessaires aux besoins des assurances maladie, chômage et retraite.

En tant qu'anarchistes et libertaires, nous devons mettre au cœur de nos actions le combat syndical et social afin que les peuples retrouvent la possibilité de maîtriser leur destin face à l'omnipotence des marchés financiers. Nous ne pouvons que nous opposer à une éventuelle mise en place de fonds de pension, quelles que soient leurs dénominations et la prétendue liberté qu'ils apportent.

Nous appelons les travailleurs à se mobiliser contre toute mesure qui, quel que soit son habillage, amplifierait la financiarisation de l'économie, aggraverait les inégalités sociales et jouerait contre l'emploi, tout en fragilisant notre système de retraite. En réalité, le développement de l'épargne salariale remplit deux fonctions. D'une part, il s'agit de transformer en profondeur les relations sociales dans l'entreprise; d'autre part, d'introduire, mais sans le dire, des fonds de pension. C'est l'un des objectifs de la « refondation sociale » du Medef et du nouveau gouvernement. Contre l'arnaque des fonds de pension, mobilisons-nous dans nos entreprises, et préparons la grève générale.

Michel Sahuc

*FA Montpellier
collectif anarchosyndicaliste
la Sociale*

**D'après des sources
syndicales et le dossier
« Épargne salariale »
du conseil scientifique d'Attac**

S'il faut rentabiliser l'épargne des salariés, il faudra aller chercher le profit là où il est, y compris à l'étranger.



saire est pérenne, celle des actions dépend de l'évolution du cours. Or rien n'autorise à croire que la hausse observée pendant la dernière décennie – le CAC 40 a été multiplié par 2,4 depuis 1990 – se poursuivra indéfiniment.

À long terme, c'est même le contraire qui devrait se produire, par l'effet mécanique de l'arrivée à la retraite des générations nombreuses de l'après-guerre. La seconde raison de promouvoir le développement de l'épargne salariale tient à la volonté d'introduire des fonds de pension sans oser l'assumer politiquement. C'est le sens de la proposition, que faisaient Jean-Pierre Balligand et Jean-Baptiste de Foucauld dans leur rapport, de mettre en place un plan d'épargne d'entreprise de long terme (PEELT) d'une durée de quinze ans, au lieu de cinq actuellement.

Selon ce rapport, les placements devraient être diversifiés et le fonds devrait détenir au moins 50 % d'actions. Ce « produit », utilisé par les papy-boomers, serait de toute évidence destiné à l'épargne-retraite. Un tel développement du système de retraite par capitalisation aurait des conséquences néfastes sur le système par répartition. Il est totalement illusoire de croire que l'on pourra maintenir leur coexistence sur le moyen et le long terme. Les

frent aucune garantie de revenu pour l'avenir, comme l'a clairement explicité l'OCDE elle-même: « À mesure que les membres des générations du baby-boom partiront à la retraite dans 10 à 20 ans, ils auront probablement un comportement de vendeurs nets, au moins pour une partie des titres accumulés durant leur vie de travail. La génération suivante est de moindre taille, il existe donc une possibilité de baisse du prix des titres... Il existe donc une possibilité que, au moment de la retraite, la génération du baby-boom découvre que le revenu tiré des fonds de pension est inférieur à ce qui avait été prévu par simple extrapolation des tendances actuelles. » (OCDE 1998).

C'est ce que démontre aussi Patrick Artus, économiste à la Caisse des dépôts et consignations: « Le rendement de la capitalisation devient normalement faible lorsque le vieillissement survient. »

Le rapport Charpin a eu le grand mérite de montrer le spectre des fonds de pension, cette forme de retraite où chacun croit « cotiser pour soi », et en fait prête son épargne à des spécialistes de la spéculation pour faire « fructifier son magot ». Or cette technique est dangereuse. Dangereuse pour l'économie: elle place les entreprises à la

tages fiscaux. Sagement, la gauche plurielle avait commencé à rogner ces avantages en faisant cotiser les contrats d'assurance-vie à la Sécurité sociale, sauf dans le cas où ils seraient investis dans les entreprises françaises (« contrats DSK »).

C'était déjà astucieux, mais la droite et le Medef peuvent faire mieux en organisant de vrais fonds d'épargne salariale, cogérés par les syndicats, car il est légitime que les salariés les plus préoccupés se constituent pour leur avenir une épargne en plus de leur retraite. Déjà, la droite (RPR, DL, UDF) propose la création d'un fonds de pension dans le secteur privé, sur le modèle de la Préfon.

Cet organisme géré dans le secteur public par la CFDT, la CFTC, la CGC et FO permet aux fonctionnaires qui le souhaitent de cotiser une assurance-vie pour leur propre compte en bénéficiant d'un avantage fiscal.

Le PS avec pudeur parle de fonds d'épargne salariaux collectifs sous le contrôle des syndicats. C'est le Plan partenarial d'épargne salariale volontaire (PPESV). Et certaines centrales syndicales sont déjà entrées avec le loup dans la bergerie.

La CFDT, la CFTC, la CGC et même la CGT ont lancé en avril 2002 l'intersyndicale d'épargne



L'anarchie : un mode de vie traditionnelle ?

Les sociétés traditionnelles africaines comportent, de façon plus ou moins prononcée, des aspects anarchistes. Et si certains de ces « éléments d'anarchie » ont connu une vaste extension à des stades de développement passés, d'autres persistent encore de nos jours.

Des sociétés sans État

Les idéaux qui sous-tendent l'anarchisme ne seraient donc pas si récents sur le continent africain ? Notre ambition ici est de démêler de quelle manière et dans quelle mesure plusieurs aspects de l'organisation anarchiste de la société sont propres à l'Afrique.



Le communalisme africain

LES SOCIÉTÉS africaines traditionnelles sont pour la plupart fondées sur le communalisme. Ce terme est utilisé ici dans deux sens distincts. D'abord, il désigne un mode de production ou une formation sociale qui apparaît généralement, même si cela n'a rien d'inévitable, après les sociétés de chasseurs-cueilleurs, et précède le féodalisme. Si l'on accepte le principe d'évolution culturelle, on constate que la plupart des sociétés européennes et asiatiques sont passées par ces stades de développement. Le communalisme correspond également à un mode de vie clairement africain dans ses structures collectivistes où les différentes communautés jouissent d'une indépendance presque totale les unes par rapport aux autres. Elles gèrent leurs propres affaires et sont, en pratique, autonomes et auto-administrées ; chaque individu prend part, directement ou indirectement, à la conduite des affaires de la communauté à tous les niveaux.

Contrairement à l'Europe et l'Asie, la plus grande partie de l'Afrique ne s'est jamais développée au-delà du stade du communalisme. Malgré l'apparition locale du féodalisme et, plus tard, l'imposition du capitalisme, des formes communalistes perdurent jusqu'à nos jours – et se développent parfois – dans la majorité des sociétés africaines qui siègent en dehors des grandes villes et des bidonvilles. Essentiellement, une grande partie de l'Afrique est communale à la fois d'un point de vue culturel, dans ses rapports sociaux et de production, et dans ses structures.

Parmi les traits les plus importants du communalisme africain, on remarque l'absence de classes (de stratification sociale), de relations sociales d'exploitation ou fondées sur les conflits, un accès égal pour tous à la terre et aux autres moyens de production, l'égalité dans la distribution du produit social, et enfin le fait que des liens familiaux et de parenté très forts forment, ou formaient, la base de la vie sociale. Dans ce cadre, chaque groupe familial peut satisfaire ses besoins de base ; grâce à son appartenance à une famille ou une communauté, chacun est assuré de disposer de suffisamment de terre pour voir ses besoins satisfaits.

Comme le note Horton, les sociétés traditionnelles africaines reposent principalement sur une économie de subsistance, « souvent les petits villages pratiquaient l'agriculture, la chasse, la pêche, etc., et se considéraient de façon indépendante, sans tenir grand compte du reste du continent ».

De nombreuses communautés produisent certaines denrées en surplus qu'ils troquent contre les articles qui leur manquent. Selon Walter Rodney, « de cette manière, l'industrie du sel était stimulée dans une localité, tandis que celle du fer était encouragée dans une autre. Le long des côtes, au bord des lacs et des rivières, le poisson séché devenait profitable, alors qu'ignames et millet étaient cultivés en abondance ailleurs pour devenir une base d'échange [...] » Ainsi, dans nombre de régions d'Afrique, une symbiose se produit entre des groupes subsistant de différentes façons. Ils échangent des denrées et coexistent pour leur mutuel bénéfice.

La structure de l'organisation politique sous le communalisme est horizontale, caractérisée par une grande dispersion des fonctions et du pouvoir. Le leadership politique, et non l'autorité, prévaut, et n'est pas fondé sur la coercition ou la centralisation ; il naît d'un consensus ou d'un besoin ressenti en commun. Développé sur la base des liens familiaux et de parenté tissés autour des aînés ; le leadership est conféré uniquement par l'âge, facteur d'une grande importance, comme nous le verrons, dans le communalisme. En Afrique, l'âge avancé est (et demeure) souvent mis en rapport avec la sagesse et l'intelligence. Les aînés président les réunions et règlent les disputes, mais pas en qualité de supérieurs ; leur position ne leur permet pas la large autorité sociopolitique associée au système étatique moderne ou au féodalisme.

Il règne un sens prononcé de l'égalité entre tous les membres de la communauté, le leadership se concentrant sur les intérêts du groupe plutôt que sur l'exercice de l'autorité sur ses membres. Invariablement, les aînés partagent le travail avec le reste de la communauté et reçoivent plus ou moins la même part que tous les autres du produit social, souvent sous forme de tribut et de mécanismes de redistribution.

Équivalence et opposition caractérisent les relations entre les différents segments de la communauté, ce qui a entravé l'apparition de la spécialisation, et la division du travail entre individus. En général, les aînés président à l'administration de la justice, le règlement des disputes et l'organisation des activités communales, fonctions qu'ils doivent partager avec des représentants sélectionnés de leur communauté, selon la nature du problème ou le sujet de dispute.

De telles assemblées et réunions ne sont codifiées par aucune loi écrite connue, lesquelles lois n'existent pas, d'ailleurs ! Les assemblées sont régies par la tradition, le respect mutuel et la conception locale de la loi et de la justice naturelle. Des sanctions sociales existent cependant pour des cas variés de transgression – vol, sorcellerie, adultère, homicide, viol, etc. Quand un homme se rend coupable d'un crime sa famille, sa parentelle et sa famille étendue souffrent souvent avec lui, et parfois à sa place : de tels crimes devant couvrir de honte non seulement l'individu, mais plus encore ses proches et parents !

Dans les sociétés traditionnelles, les Africains prennent les décisions importantes par consensus et non par vote. Ce que dit Nnamdi Azikiwe de la jurisprudence dans le Nigeria communal est vrai aussi du reste de l'Afrique : « Elle repose sur la conciliation, et insiste sur la nécessité d'un règlement amiable des disputes, par des concessions mutuelles [...] Dans son fon-



Baoulé : représentation d'ancêtre

Les deux articles « Des sociétés sans État » et « Un continent sous dépendance » sont traduits et adaptés du livre de Sam Mbah et I.E. Igariwey : *African anarchism : the history of a movement* (See Sharp Press, Tucson, Arizona, 1997). Les deux auteurs sont des militants de l'Awareness League, section nigériane de l'Association internationale des travailleurs.

La stratification de la société forme le socle de l'apparition des classes sociales et le développement de relations antagonistes, culminant avec la formation d'États impériaux.

tionnement, la justice nigériane évite les détails techniques pour mettre l'accent sur la réparation, l'impartialité, le bon sens et le fair play [...] le système légal du Nigeria cherche à empêcher la perpétuation de l'injustice et à faire régner l'équité, étant entendu que personne ne devrait être enrichi injustement ou se voir dénié le bénéfice des principes élémentaires de la justice naturelle. »

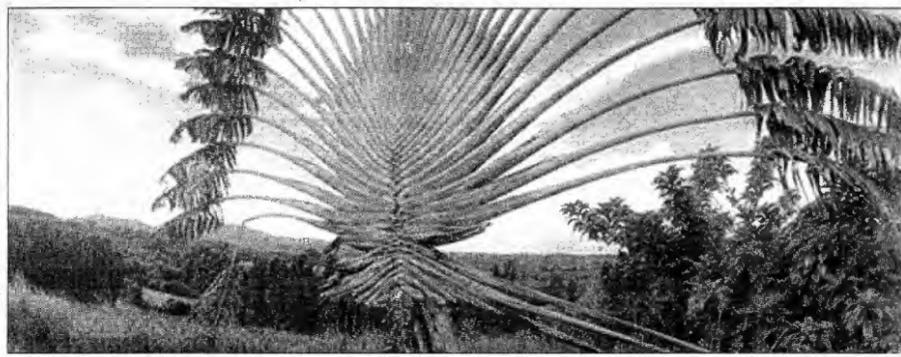
De plus, la religion est une force de cohésion dans la société traditionnelle afri-

caine. Les individus se voient comme vivant dans un monde régi par un ordre invisible d'êtres personnels dont ils doivent tenir compte à chaque moment : « Dans un tel monde, la vie d'un groupe social, comme d'autres choses, est pensée comme sous-tendue par des forces spirituelles. » La religion est, en ce sens, une interprétation théorique du monde, et une tentative d'appliquer cette interprétation à la prédiction et au contrôle de événements du monde. Ainsi, il y avait une dialectique constante entre les idées religieuses et les principes de l'organisation sociale, les unes et les autres exerçant une influence et un appui mutuels.

[...] La classe d'âge est l'une des institutions assurant la cohésion des communautés. D'après Azikiwe, « ordinairement, les hommes adultes étaient divisés en aînés et jeunes adultes – plus rarement entre aînés, hommes d'âge moyen et jeunes adultes. Le système des classes d'âge est habituellement nourri par un système de groupes d'âge dont les membres passent d'une classe dans la suivante ». L'apparition des classes d'âge répond au besoin d'assurer une plus grande solidarité communale, les classes traversant les familles et les lignages. Les classes d'âge consistent en des cohortes d'hommes amenées à accomplir ensemble certaines fonctions et devoirs, au nombre desquels le travail de la ferme, pour leurs membres et ceux de la société réclamant leurs services, la construction des routes, l'assainissement, les enterrements et les récoltes. Un équivalent féminin des groupes d'âge existe, même si, comme nous le verrons, son importance relative varie d'une société à une autre.

Les sociétés secrètes, ainsi nommées car le public était tenu dans l'ignorance de leurs délibérations, affirmant entretenir des liens avec l'esprit protecteur de la société, accomplissent les cérémonies et les offices religieux. Elles remplissent aussi des fonctions judiciaires, tranchant les disputes les plus envenimées du village, et, plus important, mettent en œuvre les résolutions et les décisions de la communauté. L'admission dans une société secrète est possible pour les hommes jeunes sans tenir compte de leur lignage.

Robert Horton démêle la mystique de secret qui entoure les délibérations et les activités des sociétés secrètes, et qui offre un contraste saisissant avec le « libre accès pour tous » du système des classes d'âge : « Ce secret contre de deux manières l'influence des rivalités entre lignages. D'une part, il protège ceux qui participent aux délibérations des pressions de leur lignage respectif. Cela rend plus facile pour eux d'évaluer chaque situation en évitant de prendre des positions inspirées par l'intérêt d'une fraction. D'autre part, le secret permet à la société de rendre publiques des décisions présentées comme collectives et unanimes. » Les membres des sociétés secrètes portaient des masques quand ils exécutaient les décisions de la communauté, lesquelles comprenaient parfois des



sanctions contre les coupables. Horton explique plus loin : « Le sens de ceci (le port de masque) devient manifeste si l'on considère qu'il s'agit d'un dispositif visant à faire accepter les sanctions sévères prises par la société contre les criminels [...] Quand les exécutants sont masqués, il devient possible pour le public d'accepter leur action, quelle qu'en soit la sévérité, comme une manifestation impersonnelle de la volonté collective. S'ils étaient sans masque, identifiables, leur action pourrait être soupçonnée de servir des intérêts privés et causer de dangereux ressentiments. »

L'action collective est le principe social fondamental, et il y avait souvent responsabilité collective et châtiment collectif des délinquants.

En l'absence d'une organisation militaire formelle, d'une armée ou d'une force de police, les classes d'âge et les sociétés secrètes remplissent des fonctions policières et quasi-militaires. Chaque membre adulte de la communauté prend une part active à l'accomplissement de ces fonctions pour le bien de la communauté. Ainsi attend-on de chaque homme adulte qu'il participe à la recherche de bœufs, moutons, chèvres, vaches égarés ou volés.

L'accroissement de la production repose dans les sociétés communales africaines sur l'introduction d'outils en fer, en particulier la hache et la houe. D'après Rodney « ce fut sur l'usage des outils en fer que l'on élaborait de nouvelles techniques dans l'agriculture comme dans d'autres domaines d'activité économique ».

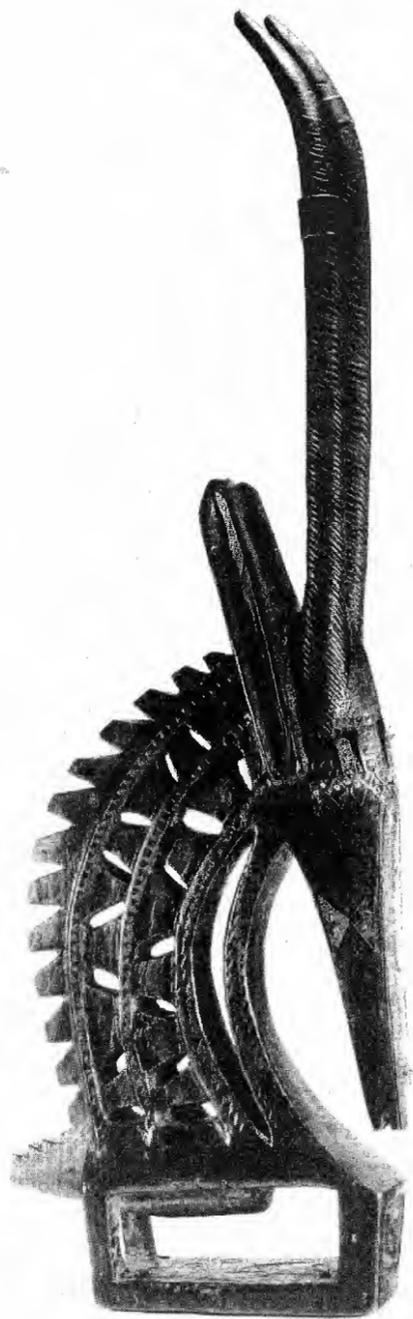
Le système des classes d'âge lui-même fut un outil pour l'accroissement de la production ; les membres des différentes classes formant des équipes de travail au service de la communauté tout entière.

L'accroissement productif s'accompagne de plusieurs changements sociopolitiques dans l'économie communale. L'apparition de forgerons qualifiés crée une spécialisation et une division du travail croissantes, tandis que le développement de la production offre des opportunités pour le commerce, le profit et l'accumulation d'une richesse disproportionnée entre les mains de quelques-uns. Avec l'expansion des activités commerciales, le troc commence alors à céder la place à l'utilisation d'objets métalliques comme équivalant standard d'autres marchandises. L'effondre-

ment progressif de certaines formes du communalisme et l'apparition, à un niveau très modeste, d'une stratification sociale est une conséquence immédiate de ces changements. Vers la fin du XIV^e siècle, plusieurs sociétés africaines vivent une transition du communalisme vers un système de classes. La stratification de la société forme le socle de l'apparition des classes sociales et le développement de relations antagonistes, culminant avec la formation d'États impériaux, sous la forme de gouvernement centralisé pour certaines parties de l'Afrique.

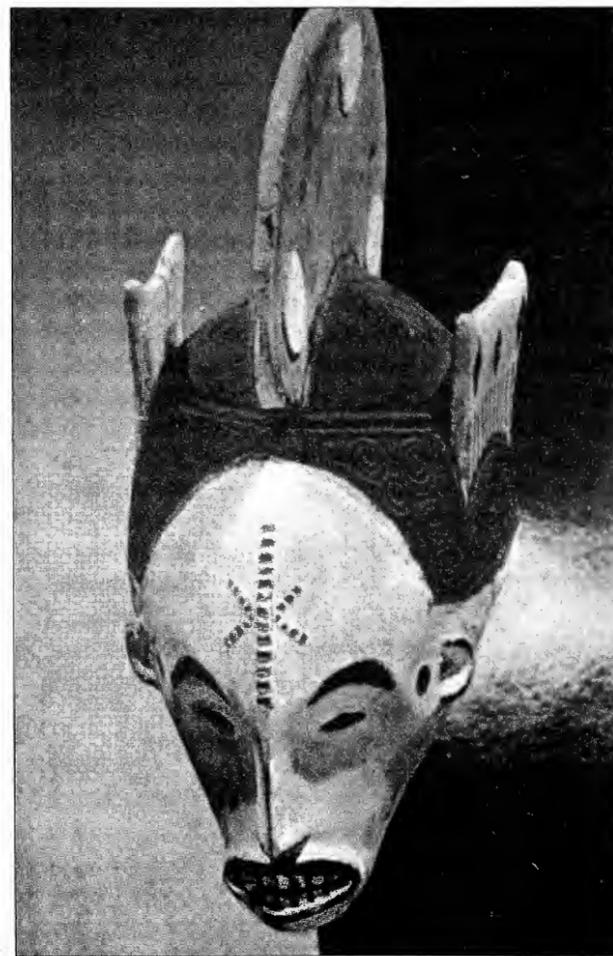
Même s'il existe dans certaines parties de l'Afrique, et en particulier là où l'égalité communale a subi la plus grande érosion, la société africaine ne connaîtra pas d'époque où l'esclavage est érigé en mode de production. Quant au féodalisme, comme Rodney le démontre, « on ne peut douter que les sociétés qui, en Afrique, atteignirent finalement le féodalisme furent extrêmement peu nombreuses ». Certaines formes de communalisme continuèrent donc à exercer une forte influence dans la plupart des sociétés africaines, comme elles le font de nos jours sous les États capitalistes modernes. Cela confirme l'ancienneté et la solidité des racines du mode de vie communal en Afrique.

« On peut considérer les sociétés sans État comme parmi les plus anciennes formes d'organisation sociopolitique en Afrique. »



Bambara : antilope

Les classes d'âge consistent en des cohortes d'hommes amenées à accomplir ensemble certaines fonctions et devoirs, au nombre desquels le travail de la ferme, pour leurs membres et ceux de la société réclamant leurs services.



Ibo : masque



Comme nous l'avons vu, les manifestations d'« éléments d'anarchie » dans le communalisme africain étaient, et sont encore jusqu'à un certain point, nombreuses et étendues. À leur nombre, on note l'absence de structures hiérarchiques, d'appareils gouvernementaux, et le travail en commun. Les sociétés communales étaient, et sont, dans une large mesure autogérées, égalitaires et républicaines dans leur nature.

D'après Samir Amin, un « mode de production du village » comparable à ce que Marx appelle communisme primitif apparaît antérieurement à l'émergence des États impériaux. Ce mode de production du village se caractérise d'après lui par une zone géographique limitée, et se développe sans corps central expropriateur, c'est-à-dire sans État. Le processus de production n'est donc régi par aucune autorité extérieure. De même, la propriété des moyens de production est collective, ainsi que le produit social qui est consommé par tous. Le faible excédent de production social, est dépensé dans des cadeaux réciproques contribuant à la cohésion sociale. En tant que principale unité productive de la société, chaque famille contrôle l'utilisation de ses propres surplus. L'effondrement du communalisme dans sa forme pure, non diluée, et la transition vers un semi-féodalisme dans certaines régions de l'Afrique n'altérera pas fondamentalement ces faits.



Yoruba : bâton de danse

Les sociétés sans État en Afrique

Certains historiens et érudits distinguent deux catégories dans l'Afrique pré-coloniale : les communautés qui établirent des États impériaux et celles qui ne le firent pas. L'anthropologue Paul Bohannan désigne les sociétés sans État d'Afrique comme de « tribus sans gouvernants », une forme d'« anarchie ordonnée ». Ailleurs, Rodney les décrit comme des : « peuples qui n'avaient pas de machine gouvernementale de coercition et aucune conception d'entités politiques plus larges que la famille ou le village. Après tout, s'il n'y a pas de division de classes dans une société, il s'ensuit qu'il n'y a pas non plus d'État, car l'État apparaît comme instrument d'une classe particulière pour contrôler le reste de la société pour ses propres intérêts [...] On peut considérer les sociétés sans État comme parmi les plus anciennes formes d'organisation sociopolitique en Afrique, alors que les grands États sont une évolution en dehors du communalisme – parfois jusqu'au féodalisme ».

Le terme de « société sans État » fut utilisé de façon péjorative par certains érudits européens pour souligner une arriération née de l'incapacité des sociétés africaines à établir leurs propres États. La formation d'États en Afrique doit être attribuée, si l'on en croit la « théorie Hamitique » à l'influence étrangère, car on n'imagine pas que les Africains, livrés à eux-mêmes, aient jamais été capables de produire quoi que ce soit de plus qu'un niveau « bas » d'organisation politique. On trouve parmi les sociétés sans État qui ont existé sur le continent celles des Ibos, des Biroms, des Angas, des Idomas, des Ekois, des Nembes, des peuples du delta du Niger, des Tivs (Nigeria), des Shonas (Zimbabwe), des Lodogéas, des Lowihis, des Bobos, des Dogons, des Konkombas, des Birifors (Burkina Faso, Niger), des Bates, des Kissis, des Dans, des Logolis, des peuples Gagu et Kru, des Manos, des Bassa Grebos et des Kwankos (Côte d'Ivoire, Guinée, Togo), des Tallensis, des Mamprusis, des Kusaasis (Ghana), des Nuers (sud du Soudan), etc. – comptant aujourd'hui près de deux cents millions d'individus en tout.

Pour une compréhension claire des sociétés sans État, nous étudierons trois d'entre elles : les Ibos, puis le peuple du delta du Niger (de nos jours le Nigeria), et les Tallensis (Ghana). Les sociétés sans État sont généralement agricoles, sédentaires, et présentent un caractère homogène.

Les Ibos

La tradition orale veut que les ancêtres des Ibos (connus également sous la dénomination Igbo) soient originaires du centre-est du Nigeria. Les premières implantations ibos sont à Awka et Orlu, puis s'étendent vers le sud, poussant les Ibibios vers les franges côtières du delta du Niger. En général, les Ibos adoptent une forme d'organisa-

tion sociale et politique segmentée. Loin des institutions politiques vastes et centralisées, la société iboe élabore de petites unités, souvent désignées sous le nom de « villages », unités politiques sans rois ou chefs pour les diriger ou administrer leurs affaires. « Chez les Ibos, chacun est originaire [...] du district particulier où il est né, mais loin de celui-ci tous sont des Ibos. » Un dicton populaire ibo dit : « Igbo enwegh Eze » (les Ibos n'ont pas de rois).

La plus petite unité du système politique segmenté est la famille étendue, avec un lignage commun ; plusieurs familles étendues formant une circonscription ; et de nombreuses circonscriptions constituant un village. Les affaires d'une communauté villageoise sont contrôlées par quatre institutions principales : l'assemblée générale de tous les membres, le conseil des aînés, les classes d'âge et les sociétés secrètes, agissant comme instruments de contrôle social. Le Umu-ada, corps parallèle de femmes nées ou mariées dans le village, joue un rôle clef dans les prises de décision et dans leur mise en œuvre, ainsi que dans le maintien des valeurs sociales. Impossible, par exemple, de prendre une décision à propos d'une question affectant directement les femmes ou les enfants sans le consentement du Umu-ada.

Les membres du conseil des aînés sont en général les chefs des familles étendues et font parfois fonction de prêtres. Jusqu'à nos jours, les assemblées générales de tous les membres sont un des traits caractéristiques de la société iboe. L'objet de la réunion est souvent clairement établi. Sur la place du village, les aînés détaillent le problème, et chacun est supposé exposer son opinion aussi franchement que possible, jusqu'à ce qu'un consensus fasse jour. Ni les aînés, ni les sociétés secrètes, ni les classes d'âge ne pourraient entraîner le village dans une guerre ou un conflit armé sans une décision préalable de l'assemblée générale. Une vraie démocratie est rendue possible par la faible taille des institutions sociales ibos. D'après l'historien Isichei, « une des choses qui frappèrent les premiers visiteurs occidentaux au pays des Ibos fut de voir jusqu'à quel point la démocratie était réellement pratiquée. L'un d'eux, visitant un village ibo du Niger affirma se sentir dans un pays libre au milieu d'un peuple libre ». Un Français déclara que la véritable liberté existe au pays des Ibos, même si son nom n'est inscrit sur aucun monument. Grâce au travail communal fourni par les systèmes des classes d'âge et les familles étendues, les Ibos produisaient suffisamment de nourriture pour subvenir à leurs besoins. L'organisation sociale iboe, comme celle des peuples du delta du Niger, des Tivs et des Tallensis, manifeste une nette préférence pour le leadership, dans un sens opposé à l'autorité. Avec pourtant quelques rares exceptions au pays des Ibos, comme les communautés Onitsha et Nri qui avaient leurs propres chefs.



Baoulé

Les peuples du delta de Niger

Parmi les peuples du delta du Niger, on rencontre Ibibios, Ijaws, Urhobos, etc. La traite des esclaves est répandue dans cette région au XVII^e et au XVIII^e siècle. Ces peuples sont principalement commerçants et agriculteurs. L'organisation politique et sociale dans cette région repose sur de très petites unités, appelée « système des maisons », complété par les familles étendues, les classes d'âge et les sociétés secrètes. Ces dernières jouent un rôle particulièrement important parmi les Ibibios, où le contrôle des institutions politiques est entre les mains des membres des sociétés secrètes plutôt que dans celles des lignages, comme chez les Ibos. Une « maison » compte un fermier ou un commerçant, ses esclaves, ses propres descendants et ceux de ses esclaves. Un certain nombre de « maisons » forment une ville-État. Les conflits entre maisons sont arbitrés par une assemblée composée des chefs de maison et présidée par un chef élu.

Les Ijaws se divisent entre quatre principaux clans ou villes-État : Nembe, Kalabari, Brass, et Warri. L'assemblée de la ville est responsable de la police communale. La société secrète « Sakapu » exerce des fonctions à la fois administratives et judiciaires. Le mode d'organisation des Urhobos est similaire à tous les égards à celui des Ijaws. Cependant, un groupe dans le



Essentiellement, une grande partie de l'Afrique est communale à la fois d'un point de vue culturel, dans ses rapports sociaux et de production, et dans ses structures.

delta du Niger possédait un système de gouvernement centralisé organisé autour de la parenté, pareil à celui des Binis et des Yorubas.

Dans certaines régions, le système des maisons évolue avec le temps. Avec l'implémentation croissante dans la traite des esclaves en pleine expansion, et plus tard la traite régulière, le système des maisons, d'abord organisé sur la base des lignages, est remplacé par le « système des maisons canoës ». Désormais, des individus de différents lignages se groupent et forment une corporation pour les besoins du commerce.

Les Tallensi

Les Tallensi occupent les territoires septentrionaux de l'ancienne Côte d'Or (le Ghana). Ce sont de nos jours des paysans cultivant principalement des céréales. Le trait essentiel de leur agriculture traditionnelle est une production diversifiée, impliquant des implantations sédentaires stables, ce qui influença profondément une organisation sociale fondée sur un système de clans.

Un groupe de maisonnées formaient un « suman », un ensemble résidentiel constituait un clan, ou un groupe de clans, dont les membres étaient liés par une parenté consanguine. Les droits et devoirs, les privilèges et les obligations étaient le fait d'unités collectives, et chaque membre patenté pouvait agir au nom de cette collectivité ou

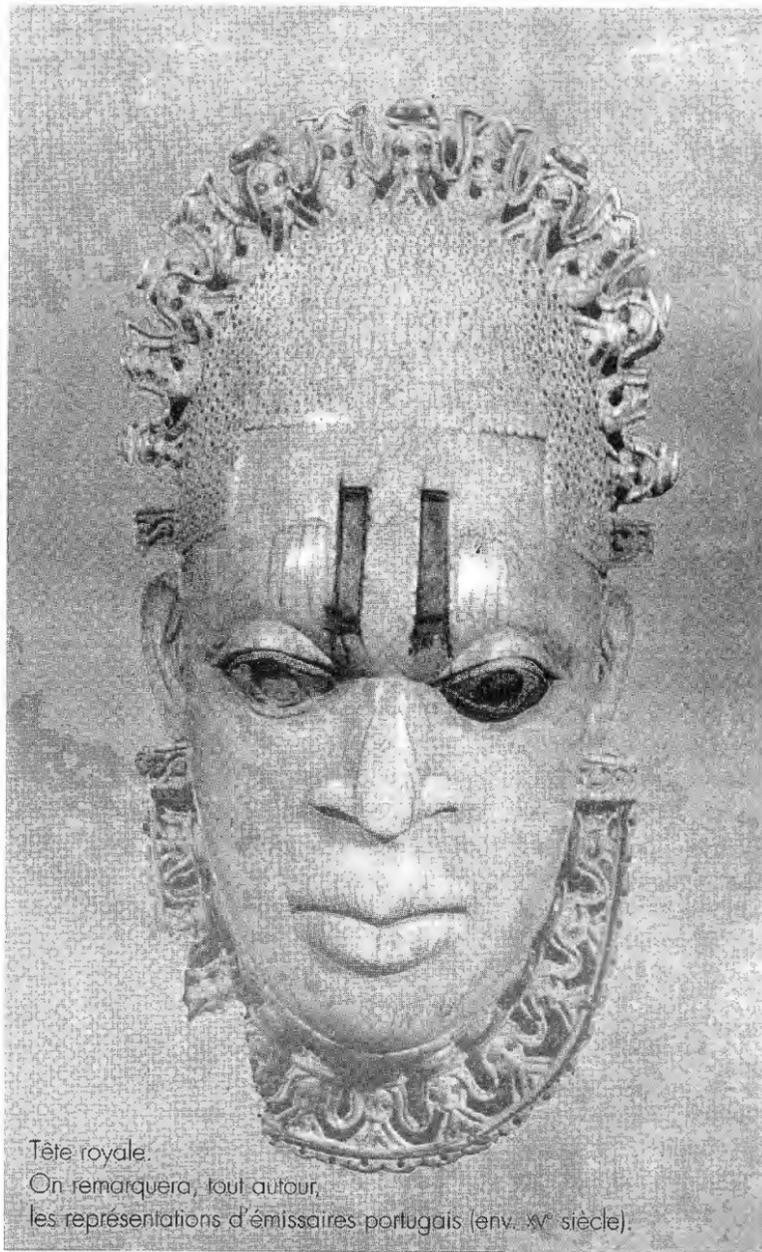
du clan. Chaque lignage avait à sa tête un vieil homme, qui était avec les aînés des autres clans dépositaires des responsabilités sociales et rituelles. Le système des classes d'âge et celui des assemblées de masses pour prendre les décisions importantes prévalaient tous deux chez les Tallensi. L'autorité politique trouvait sa source non dans les individus mais dans les groupes.

Les différents clans dépendaient pour la plus grande part du travail communal. Les grands lignages pouvaient accumuler une richesse reposant sur leur taille ; pourtant, il n'y avait aucun privilège social attaché à la richesse. Les Tallensi formaient ainsi une société homogène, sédentaire et égalitaire, socialement et politiquement.

Ce qui apparaît immédiatement dans notre étude des sociétés sans État est l'absence de centralisation et de concentration de l'autorité. Il est le plus souvent très difficile de désigner un individu comme le chef ou le dirigeant de telle ou telle communauté. L'exercice du commandement, dans le sens d'autorité permanente, était de même inconnu. L'autorité qui pouvait s'exercer ne concernait que des aspects très limités de la vie des individus. En même temps, on trouve difficilement trace de classes [au sens économique, ndt] dans ces sociétés traditionnelles. Il est en fait douteux que l'on puisse trouver un équivalent du mot « classe » dans aucune langue africaine indigène – et le langage reflète les pensées et les valeurs de celui qui le parle.

L'accroissement de la productivité et la spécialisation dans l'usage des outils, avec le développement des activités commerciales entre les différentes communautés d'une part et avec les étrangers d'autre part, résulta en un développement régulier de la propriété privée, des différenciations internes et de la stratification sociale, et d'un semi-féodalisme. La guerre, la conquête et l'emprunt volontaire furent d'autres facteurs à l'œuvre durant la période de transition coloniale. Les schémas anciens d'autorité étaient généralement codifiés dans les formes ritualisées du leadership. Même là où les systèmes de contrôle social avaient une plus grande étendue, les chefs rituels continuaient souvent à exercer une influence modératrice sur les chefs séculiers. Kanem-bornu, Songhai, Mali, Oyo, Sokoto, Benin, Zulu, Ngwato, Memba, Bayankole, Kede, Somuke, Hausa-Fulani, etc. furent des États impériaux.

Sam Mbah et I.E. Igariwey



Tête royale.
On remarquera, tout autour,
les représentations d'émissaires portugais (env. 16^e siècle).

Perspective africaine

DÉJÀ peu abondante dans le reste du monde, la littérature anarchiste est particulièrement rare en Afrique. Ce fait explique en partie pourquoi les idées libertaires ne s'y répandent pas aussi vite qu'elles devraient, en dépit de la crise du socialisme d'État.

Le développement anarchiste a aussi été ralenti depuis des décennies par d'autres facteurs, parmi lesquels la faiblesse théorique de l'anarchisme. Aussi correctes, d'un point de vue historique, que ses positions soient, la plupart des ouvriers, paysans et autres anarchistes potentiels resteront indifférents à la philosophie si elle n'a pas de fondements théoriques rigoureux.

Il est vrai que les anarchistes furent parmi les premiers à mettre en avant des critiques pertinentes du capitalisme et du socialisme marxiste, anticipant les résultats ultimes des projets étatistes. Et les anarchistes développèrent aussi des formes supérieures d'organisation fondées sur démocratie spontanée des masses. Il demeure pourtant que, dans leur critique du marxisme, les anarchistes ne parvinrent pas à en expliquer suffisamment le côté autoritaire, et pourquoi ce côté autoritaire en est un défaut inévitable.

C'est sur cet arrière-plan que nous, membres de la Awareness League, avons décidé d'élucider les relations entre l'Afrique et l'anarchisme. Nous avons été poussé en cela par une double responsabilité historique : enrichir l'anarchisme et ses principes d'une perspective africaine, et tailler une place pour l'Afrique dans le cadre du mouvement anarchiste mondial. On ne peut douter – étant donné l'effon-

drement de la gauche autoritaire – que les temps soient mûrs pour ce projet. Mais dans un monde baigné d'influences capitalistes, et à un moindre degré marxistes – depuis les modes de socialisation des enfants jusqu'à la mainmise des mass-media sur l'opinion publique – le projet anarchiste a devant lui un dur chemin. Ce livre est notre contribution à l'accomplissement de cette tâche impressionnante.

Ce travail met en lumière les opportunités qui existent pour l'anarchisme, en analysant les défis concrets que recèle l'avenir. [...]

Il n'aurait pas été possible sans les encouragements, la solidarité, l'aide matérielle et morale de l'Association internationale des travailleurs (AIT) et de ses affiliés en Europe et aux États-Unis, nous devons mentionner en particulier Jose Jimenez dit « Pepe », secrétaire général de l'AIT, Mitch Miller de la Workers Solidarity Alliance (section américaine de l'AIT), Bob McGlynn de Neither East Nor West (États-Unis), Monika Grosché de la FAU (section allemande de l'AIT), Lourdes Redondo Romajo (Asociacion Internacional de los Trabajadores – Espagne), les membres du Workers Solidarity Movement (Irlande), le section française de l'AIT, et d'autres trop nombreux pour mentionner leur nom. Nous sommes de même reconnaissants à tous les membres de la Awareness League au Nigeria, qui ont contribué directement ou indirectement à faire de ce travail une réalité. Enfin, Lynea Search mérite des remerciements pour son excellent travail d'édition.

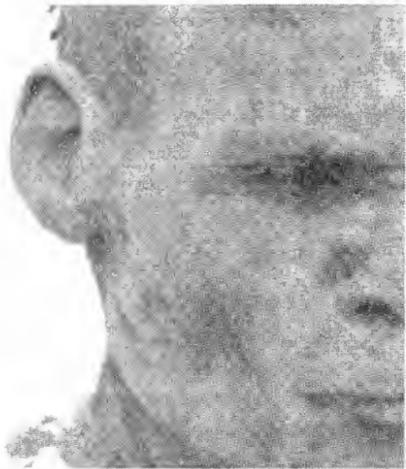
Sam Mbah & I.E. Igariwey

Préface à l'édition See Sharp Press, 1997



Baoulé : masque

Un continent sous dépendance



L'incorporation de l'Afrique dans l'économie capitaliste mondiale fut précédée par la pénétration systématique d'influences capitalistes sur le continent, antérieurement au colonialisme. Mais le colonialisme accéléra et renforça ce processus d'incorporation.

LES INFLUENCES capitalistes se firent d'abord sentir en Afrique durant cette période de recherche d'expansion économique qui accompagna et suivit la révolution industrielle en Europe. L'un des premiers éléments de ces influences, et aussi l'un des plus importants, fut le trafic des esclaves. La pénétration capitaliste s'accrut par la suite à travers les activités mercantiles et les opérations de commerce extérieur dans les régions côtières de l'Afrique, jusqu'à la fin du XIX^e siècle.

Il faut souligner que ce processus de pénétration et l'incorporation subséquente des différentes sociétés africaines dans l'économie capitaliste mondiale ne furent ni égaux ni simultanés dans les différentes régions du continent. Dans les sociétés musulmanes, l'islam fut un élément important du processus d'incorporation en même temps qu'une source de résistance. S'il inspira la résistance, il procura d'autre part une base de collaboration de classes entre l'aristocratie musulmane et l'administration coloniale.

Partout en Afrique, le nouvel évangile de la liberté du commerce fournit le socle idéologique à l'expansion des activités des Anglais, des Allemands et des Français dans les régions côtières. Après la Conférence de Berlin, en 1884-1885, les principales puissances européennes se ruèrent pour se partager l'Afrique, marquant le début de la véritable domination coloniale et le triomphe des intérêts impérialistes sur ceux des sociétés traditionnelles. Des gouvernements coloniaux furent imposés, comme une expression de cette domination dont la raison d'être était économique, en particulier la quête de nouveaux marchés et de matières premières.

Il y eut deux étapes dans le processus d'incorporation, où l'État joua le rôle de véhicule de la pénétration capitaliste, et finalement de son hégémonie sur la production et la distribution dans les colonies. La première fut la conquête brutale, la suivante la domination économique et l'as-

servissement des peuples indigènes. Le travail forcé fut l'un des principaux mécanismes utilisés par les puissances coloniales pour éliminer l'organisation économique traditionnelle.

Au-delà des actions purement militaires, la conquête impliqua l'expulsion des indigènes de leurs terres, monopolisées au profit des colons, cette saisie étant défendue par la suppression de toute forme de dissidence par l'appareil coercitif de l'État colonial.

La période de conquête fut suivie de l'introduction de nouveaux procédés de production. L'objectif fondamental de cette restructuration était d'incorporer les économies locales dans l'économie mondiale. Les armes de pointe dans ce combat furent la monétarisation (l'introduction de monnaie), le commerce, le travail salarié, l'impôt, et l'investissement, couplés avec le développement d'institutions sociales et d'infrastructures appropriées. Cela fut toujours accompagné d'incitations visant à dissuader la population d'investir dans des secteurs liés à la consommation locale, et poussant à la production de marchandises agricoles d'exportation, et des biens et services correspondants.

C'est d'abord à cette fin qu'un système monétaire fut introduit. Par système monétaire, nous entendons non seulement l'usage de monnaie (c'est-à-dire des objets ou signes n'ayant pas leur valeur en eux-mêmes) comme moyen d'échange mais

aussi son élévation au rang de valeur culturelle dans l'économie et la société toute entière [le passage du cycle M - A - M au cycle A - M - A, explicité dans *le Capital*, Tome 1, chap IV, ndt]. L'argent est après tout la base nécessaire de l'économie de marché, base sans laquelle les échanges et la croissance économiques sont impossibles. Le processus de monétarisation alla donc de pair avec l'extension des relations de production capitalistes.

Une économie capitaliste a besoin d'institutions politiques et sociales qui reproduisent et régulent les rapports de classes. Le système d'éducation colonial servait un tel dessein. La main dans la main avec l'Église, autre agent de socialisation, il fournit une justification idéologique



« Le travail forcé fut l'un des principaux mécanismes utilisés par les puissances coloniales pour éliminer l'organisation économique traditionnelle. »



Baoulé : représentation d'ancêtre



« Partout en Afrique, le nouvel évangile de la liberté du commerce fournit le socle idéologique à l'expansion des activités mercantiles. »

au mode de production capitaliste émergent en Afrique. Il n'existait pas de différence marquée entre les rapports de l'Église et de l'État, d'une part, et ceux de l'Église et de l'École, de l'autre. L'ensemble formait un système intégré de soutien idéologique du capitalisme et du colonialisme. L'éducation coloniale fut l'assise de l'alliance de classes entre les colonialistes et les bureaucrates locaux. Politiquement, le parlementarisme fut le résultat inévitable d'une telle éducation.

Dans l'ensemble, le processus d'intégration de l'Afrique dans le réseau capitaliste mondial commença durant les stades tardifs du communalisme, dura à travers le féodalisme, et continue de nos jours sous la forme du néocolonialisme.

L'impact de l'incorporation

Le résultat final de l'incorporation de l'Afrique dans l'économie capitaliste mondiale fut la destruction du mode de production communal traditionnel précapitaliste. En se développant, le mode capitaliste affronta le mode non capitaliste, transformant de nombreuses communautés, faisant de leurs terres, de leurs ressources, de leurs produits des marchandises. D'innombrables jeunes furent arrachés à leur foyer pour travailler dans les entreprises capitalistes, le reste de la population étant appelé à ne produire que des récoltes qui avaient une valeur d'échange – une agriculture marchande.

Mais la destruction du système économique traditionnel ne généra pas une économie capitaliste complète, mais plutôt distordue, déséquilibrée. Car l'incorporation de l'Afrique dans le système global était périphérique, sans complémentarité entre les différents secteurs économiques. Ceux-ci n'étaient absolument pas articulés entre eux, il n'existait pas localement de liens vitaux à l'intérieur du processus de production. Sous le colonialisme, les affaires se faisaient en direction de marchés extérieurs, qui avaient généralement peu de connexions entre eux ; et les entreprises visant à satisfaire les besoins locaux étaient le plus souvent découragées, afin d'assurer des débouchés pour les marchandises produites dans les métropoles impérialistes. L'Afrique souffre encore des effets de ce schéma de développement inégal.

La pénétration capitaliste et l'intégration subséquente des sociétés africaines dans le système global générèrent une culture de dépendance – une dépendance de la périphérie, l'Afrique, par rapport au centre, les pays capitalistes avancés. Les profits et la plus-value sont transférés en permanence de cette périphérie vers ce centre. À l'inverse, les crises économiques et sociales de la chaîne capitaliste globale sont transmises promptement à son maillon le plus faible – la périphérie extrêmement sensible. Comme le note Léonard Goncharov à propos du « développement » de l'Afrique par l'Occident, « le capital ne s'est pas exporté des pays avancés vers les pays en développement pour leur apporter une quelconque aide, mais avec le dessein exprès d'en retirer le plus de profit possible ».

Enfin, la participation de l'Afrique à l'économie capitaliste globale a conduit à la création d'une classe locale privilégiée qui s'approprie certains excédents du produit social, car le capitalisme ne peut fonctionner sans qu'existe une classe locale d'exploiteurs et de parasites. Cependant, étant donné la faible part prise par les privilégiés locaux dans l'établissement des bases de

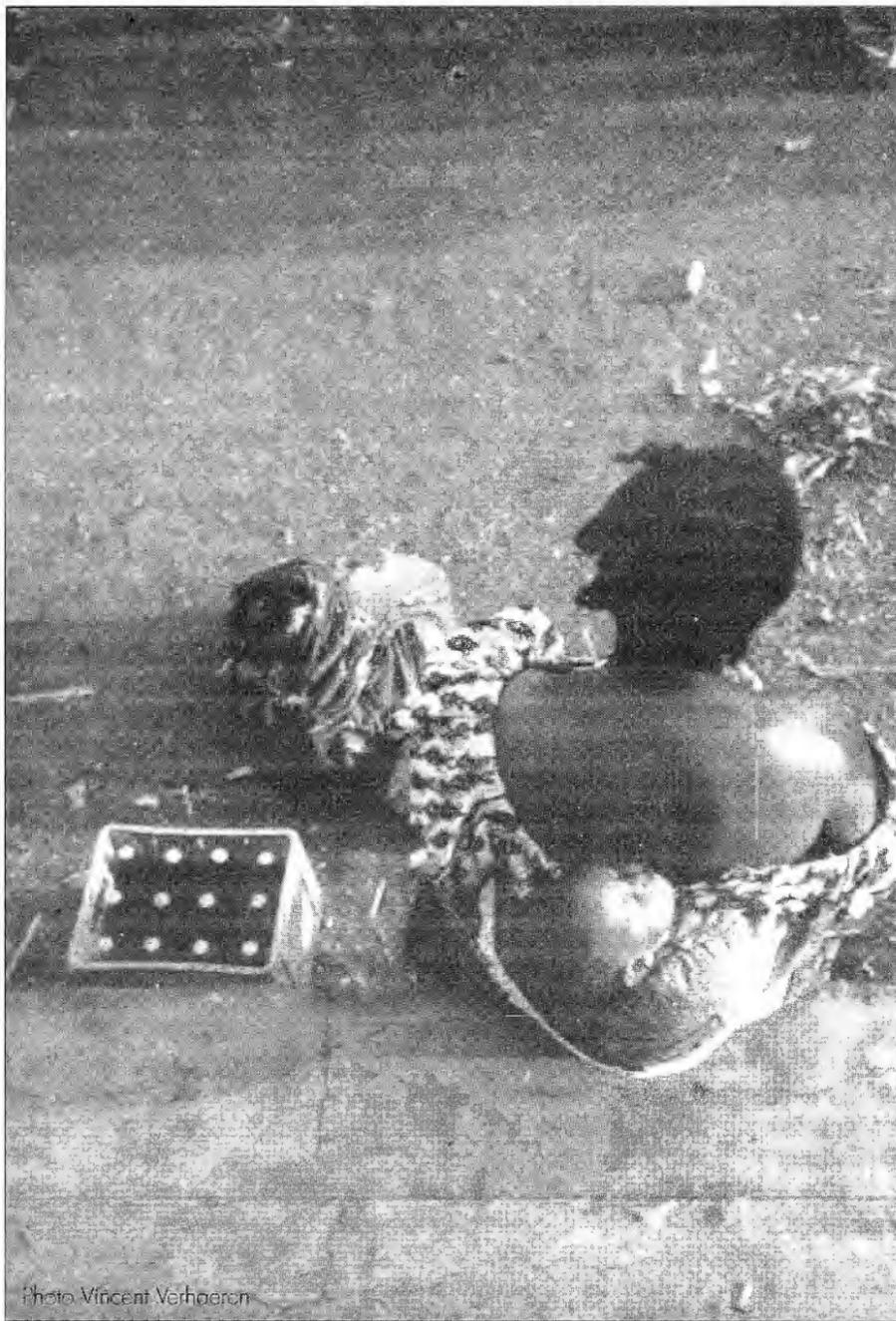
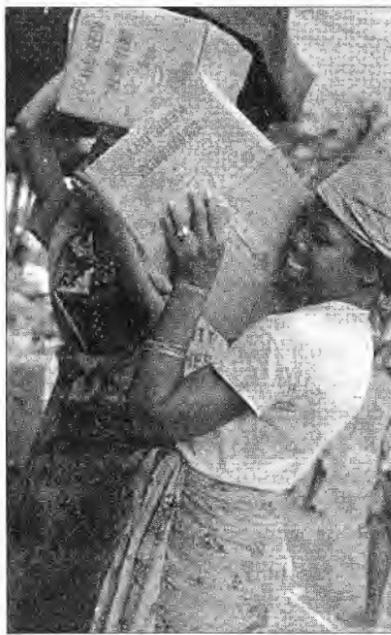


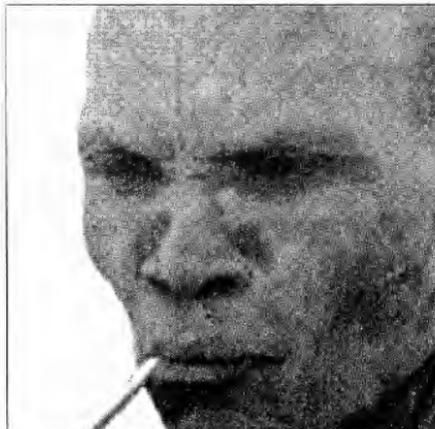
Photo Vincent Verhaeren



« La participation de l'Afrique à l'économie capitaliste globale a conduit à la création d'une classe locale privilégiée qui s'approprie certains excédents du produit social, car le capitalisme ne peut fonctionner sans qu'existe une classe locale d'exploiteurs et de parasites. »

l'État post-colonial, leurs intérêts sont subordonnés à ceux des capitalistes étrangers, et en premier lieu des multinationales. Il en résulte une alliance entre les deux, la classe privilégiée locale jouant le rôle d'agent du capital international. Ses membres s'enrichissent des commissions qu'ils reçoivent en tant qu'intermédiaires. La domination de cette classe sociale, doublée de l'absence d'un rôle autonome de l'Afrique dans l'économie mondiale, a transformé les États d'Afrique en fiefs.

Sam Mbah et I.E. Igariwey



Palestine

Témoignage

14^e mission civile en Palestine

« **C**E QUI FRAPPE à Jenine, c'est cette odeur de chair putréfiée qui remonte de sous les ruines et qui, mêlée à l'écrasant soleil de pierre, pétrifiée, transforme en gravats, incruste dans le décor. Cette odeur lourde et chaude, vous la sentez des narines jusqu'au ventre. Ce sont les morts de Jenine qui entrent dans votre ventre. Ce qui frappe à Jenine, c'est un silence assourdissant, c'est le silence hébété des gens accroupis entre la pierre et la ferraille, et qui observent sans bouger les fossoyeurs piocher le béton quelques mètres plus bas. Car les fossoyeurs à Jenine ne creusent pas pour enterrer les morts, ils creusent pour les déterrer de leurs sépultures de décombres. Quand les gens accroupis se bouchent enfin le nez, c'est le signe. C'est le signe que la pierre et la ferraille ont bien voulu délivrer une de leurs victimes. On entend alors une légère agitation gagner le cercle des gens accroupis. On entendrait presque une rumeur de satisfaction. Plus souvent, c'est un bout de mort qu'on exhume, mais ça ne fait rien, c'est important de trouver un mort, car les morts sont rares à Jenine. Heureux sont ceux qui ont enterré les leurs. Car pour trois cents ou quatre cents, ou cinq cents ou peut-être plus, cinq cents de ces familles, il faudra se passer d'enterrement. Un camion frigorifique s'est chargé deux fois par jour de débarrasser les cadavres. Malgré l'étau qui peu à peu enserre le crâne jusqu'à la nausée, errant dans les décombres, on finit par se sentir bercer par une douce terreur, on se sent flotter de pierre en pierre, de regard blanc en sourire tordu, de visage baissé en effluves âpres et, très vite, tout semble familier.

Alors monte en toi que tu connais déjà Jenine. Puis tu te rappelles que tu as déjà vu Jenine. Tu as déjà vu Jenine à Jérusalem, quand cinquante soldats en armes, en jeep et en camion de déménagement, ont arraché en vingt minutes deux familles de leurs maisons. Tu as déjà vu Jenine dans les yeux de cette Palestinienne hagarde qui, par-dessus l'épaule d'un cordon de soldats, fixe dans un dernier regard sa maison déjà souvenir. Tu as déjà vu Jenine sur le dos courbé de ce vieillard qui, aujourd'hui encore, sera refoulé au check-point de Ramallah. Tu as déjà vu Jenine à chaque check-point. Tu as déjà vu Jenine dans le vieux Naplouse éventré, dans Gaza, mouir à ciel ouvert. Tu as déjà vu Jenine dans les rues mortes de Bethléem sous couvre-feu. Tu as déjà vu Jenine dans le geste et dans le ton du soldat. Deir Yacine, Sabra, Chatilah, Jenine... À Jenine rien de nouveau, on continue de finir 1948 [Création de l'État d'Israël. Début de la Nakba : transfert ou fuite obligée des populations palestiniennes]. »

Jérôme

Chroniques rebelles,
Radio libertaire,
samedi de 13 h 30 à 15 h 30

22 juin 2002



Argentine, chronique d'une lutte

Sans leaders politiques pour diriger la rébellion, et contre un régime qui l'opprime, le vole et l'exploite, la révolte populaire qui éclate en décembre en Argentine, offre l'exemple inestimable du soulèvement spontané d'un peuple. La presse internationale s'interroge : « Qu'arrive-t-il à l'Argentine ? » Réponse : le capitalisme.

COMME nombre de pays sud-américains, l'histoire de l'Argentine est celle d'un peuple marqué par le colonialisme centenaire, une culture et une économie imposées, la spoliation des ressources, et des guerres continues pour la conquête du pouvoir. Longtemps, son territoire fut une zone de grandes migrations, les plus importantes se situant dans le dernier quart du XIX^e siècle, constituées majoritairement de popula-

forte corruption. En 1955, après un coup de force militaire, le régime tombe, pour ne relever la tête qu'en 1965. Pour en finir avec les guérillas révolutionnaires qui se sont constituées les années précédentes, un coup d'État militaire exerce, en 1976, une grande répression contre le peuple argentin. Une répression sans distinctions qui laissera, entre 1976 et 1983, entre 20 000 et 30 000 personnes disparues. Apparaît alors le mouvement des Mères

C'est dans ce contexte que se déroulent quelques-unes des premières protestations et manifestations populaires. En 1996, on assiste au premier « piquete » : action qui consiste à bloquer des routes pour attirer l'attention sur la gravité de la situation de milliers de chômeurs. Lors de plusieurs de ces piquetes, quelques travailleurs et travailleuses moururent, nous faisant alors entrevoir combien la lutte sera longue et dure.

et cacerola, la lutte est la même. » Le 13 décembre 2001 une grève générale paralyse le pays. On comprend que la rage populaire ne saurait être contenue longtemps encore, quand le chômage atteint deux millions et demi de personnes (soit presque 20 % de la population active) et que l'on compte quelque quinze millions de pauvres pour une population totale de trente-sept millions.

lablement volé aux travailleurs grâce aux salaires trop bas et la corruption politique – coûteront la vie à vingt-cinq personnes en l'espace de trois jours, sans compter les milliers de détenus. C'est alors que l'état de siège est déclaré.

Ces deux semaines, faibles en mobilisations, suffisent à démontrer de quel côté sont les médias officiels. Dans la presse et à la télévision, on ne verra que des images de manifestants s'affrontant avec les forces de l'ordre public, cassant des vitrines, entrant dans les boutiques se procurer des aliments, et s'affrontant verbalement et physiquement aux propriétaires.

La révolte éclate

En ignorant encore qu'il s'agit du début d'un soulèvement populaire, des douzaines de chômeurs se rassemblent devant des supermarchés et quelques magasins pour demander de la nourriture et des produits de première nécessité. Cette action inspire ceux qui, comme eux, vivent dans la précarité absolue : en peu de jours, ils sont des centaines à sortir dans la rue, se concentrant dans les zones commerciales, et réclamant des produits alimentaires. Le 17 décembre, le Mouvement de travailleurs au chômage Teresa-Rodriguez (piquetera assassinée à Cutral Co) parvient à rassembler plus de mille personnes devant les supermarchés et magasins de la zone commerciale de Buenos Aires. Après quelques affrontements avec la police et même des propriétaires, les manifestants remplissent à nouveau des sacs de nourriture. Et ce n'est qu'un exemple parmi d'autres. Néanmoins, la répression ne se fait pas attendre. Le lendemain, police et propriétaires défendent les établissements armés à la main, et les utilisent à plus d'une occasion. Le peuple, las de se résigner, passe à l'acte, et les mises à sac des boutiques et des magasins commencent. Ces actes de justice populaire – où l'on récupère ce qui a été préa-

Auto-organisation

Mais ce n'est qu'une des facettes des événements. En réalité, la révolte donne lieu à des formes d'organisations nouvelles et diversifiées, qui, dans une large mesure, font avancer les événements. Il se crée des assemblées de quartier où les voisins, après les pillages, se répartissent la nourriture selon les nécessités de chaque famille. Une de ces assemblées, celle du quartier de Floresta exactement, organisée depuis l'assassinat de trois jeunes, tués des mains d'un policier alors qu'ils traitaient d'irrationnelle la répression au cours d'un des saccages de magasin, obtient la destruction d'une partie du commissariat du quartier. Dans les quartiers, les marchés de troc sont un lieu de circulation de produits alimentaires que l'on s'échange entre voisins. On a même aboli, dans certains de ces marchés, l'usage de l'argent comme outil d'échange, remplacé par des bons de valeur qui s'adaptent aux situations familiales, au degré des besoins économiques, etc.



Le rôle des jeunes sera significatif : plus d'une fois, ils affronteront les forces de l'État, se défendant avec les seules armes qui sont à leur portée : des pierres et des bâtons.

tions hispaniques ou italiennes.

En 1910, l'Argentine étrenne une démocratie formelle, et se maintient comme pays neutre lors de la Première Guerre mondiale. Incontestablement, un des moments historiques le plus connu de la République argentine est celui des années 40-50 renouvelé au milieu des années 60 : le péronisme. Il doit son nom au colonel Juan Domingo Perón, et consistera en un régime démagogique et populiste sous une apparence ouvriériste. Sans nul doute, il ne changera en rien les relations sociales de classe et donnera lieu, par ailleurs, à une

de Mai, du nom de la place où se concentrent des centaines de mères de disparus, dont nombre d'entre elles continuent encore à se rassembler chaque semaine.

Le contexte

Au cours des dix dernières années, le chômage atteint des chiffres chaque fois plus élevés, avec, parallèlement, l'appauvrissement de larges couches de la société. On verra apparaître alors les « villas miseria », des constructions sans fondations ni toilettes, où s'installent les plus défavorisés.

Parmi ces mouvements piqueteros, ceux du village La Matanza occupèrent des terres de grands propriétaires pour y construire des maisons pour les sans-emplois et où fonctionne, de manière exemplaire, un marché d'échanges de produits. À La Quiaca, par exemple, les habitants en vinrent à se crucifier de manière symbolique plusieurs jours durant pour se faire connaître auprès des gouvernants.

Ces actions et les mobilisations continues ont capté l'attention d'une bonne partie des Argentins, et de fait, un des slogans repris au cours des cacerolazos sera : « Piquete





« Dans les quartiers, les marchés de troc sont un lieu de circulation de produits alimentaires que l'on s'échange entre voisins. On va même parfois, jusqu'à abolir l'usage de l'argent comme outils d'échange, remplacé par des bons de valeur qui s'adaptent aux situations familiales, au degré des besoins économiques, etc. »



« Il se crée des assemblées de quartier où les voisins, après les pillages, se répartissent la nourriture selon les nécessités de chaque familles. »

Le rôle joué par les plus jeunes est significatif, et il est exact que la majorité des morts – travailleurs, chômeurs ou étudiants – se compte parmi les « pibes » (les gosses). Un enseignant confie: « Et dire que je pensais que les jeunes étaient en train de faire des sottises, mais à l'heure de la lutte, ils étaient au front. » Certains d'entre eux étaient des « motoqueros » (livreurs motorisés au salaire de misère) qui s'organisèrent en service de défense et d'information dans quelques manifestations. Avec leurs motos, ils se rendaient dans les quartiers, allant d'un point à un autre, contrôler la police et informer les manifestants pour éviter le maximum de victimes. Plus d'une fois, eux-mêmes affrontèrent les forces de l'État, poitrine découverte, se défendant avec les seules armes qui étaient à leur portée: des pierres et des bâtons.

Émotions et enseignements, on en trouve aussi dans ces images où une femme, entrée dans un supermarché saccagé pour en extraire deux paquets de pâtes, est interrogée par un journaliste, sous les yeux d'un policier: « Qu'avez-vous pris? – C'est l'heure de manger, et je n'ai

rien à donner à mes enfants. » Et après, ils nous diront que s'il n'y avait pas l'autorité d'un gouvernement, nous nous mangerions les uns les autres! Cette femme aurait pu prendre n'importe quoi d'autre, rien ni personne ne l'en aurait empêché. Néanmoins, elle ne prendra que ce dont elle a besoin à ce moment précis, consciente que des milliers de personnes sont dans la même situation. Pendant ce temps, divers gouvernements sont tombés. Jusqu'à quatre en quelques jours, formés au cœur du pouvoir et pour le seul Pouvoir.

De la rébellion à l'insurrection

Un des moments clés du processus argentin a lieu la nuit du 29 décembre. 30 000 personnes environ occupent spontanément la place de Mai. Après des heures de protestations, une multitude se dirige vers la Casa Rosada (palais présidentiel), puis vers le siège du Congrès hurlant des slogans comme: « Qu'ils s'en aillent tous! », ou « Qu'il n'en reste pas un! » Plus tard, ils donneront l'assaut au Congrès, y mettant le feu, en lançant des chaises et des panneaux dans la rue, démontrant ainsi que le peuple refuse ces institutions qui ne sauvent rien et bénéficient toujours aux mêmes. Cette journée est extrêmement

importante car le fait que l'Argentine ait vu se former une dualité de pouvoir est devenu palpable: d'un côté le pouvoir officiel, celui de l'État, et de l'autre celui des masses, spontané et sans dirigeants.

À partir de là, les assemblées de quartier et de travailleurs prennent, de façon exclusive et unique, un contrôle total dans le déroulement des événements, à travers la répartition de la nourriture et dans la prise des décisions. Ces assemblées n'ont pas cessé de se multiplier depuis le début des événements. Tout cela se déroulant sans l'intervention de partis politiques ou d'organisations syndicales « classiques »: la majorité d'entre elles a perdu la crédibilité qu'il leur restait quand ils appelleront au calme et à la séparation des « groupes radicaux ». Il y aura même une proposition pour se désaffilier massivement des syndicats officiels.

Il est particulièrement important que ces assemblées aient appuyé, jusqu'à y prendre part, les mobilisations et grèves de travailleurs qui ont lieu, comme à l'usine de Zanon (céramique) ou dans les hôpitaux publics. C'est une grande avancée dans la conception de la lutte. Il ne s'agit plus uniquement de conditions de vie et de denrées alimentaires, mais bien plutôt d'exiger pour le peuple de meilleures conditions de travail, de protester contre les fermetures d'usines, contre les licenciements... C'est ainsi que l'on acquiert une dynamique de lutte au sein du monde du travail qui ne s'est guère manifesté, jusqu'à présent. Cela peut donner lieu à une prise de conscience de classe par les travailleurs, quelque



chose de fondamental si nous voulons parler de transformations sociales importantes.

Une révolution sociale ?

Pourtant, je ne crois pas me tromper en affirmant que les travailleurs argentins sont, aujourd'hui, très loin de faire une révolution sociale. Et ce malgré le travail magnifique qu'ils ont mené à bien.

Trois éléments sont requis pour la préparation d'une révolution sociale, tous trois nécessaires et indissociables: l'abolition de la propriété privée, fléau ultime du système capitaliste; la prise des moyens de production par les travailleurs, comme garantie d'égalité économique; et enfin la mise en question de l'État comme moyen de contrôle politique et économique pour la bourgeoisie. Pour l'instant, aucun de ces trois piliers fondamentaux du système

capitaliste n'a été remis en cause par les travailleurs argentins... Ou pas à un niveau suffisamment important. Par ailleurs, beaucoup d'Argentins se rendent bien compte que la nourriture ne manque pas mais que les produits sont aux mains des propriétaires. De fait, l'excédent de production ainsi que l'indice des exportations sont un des plus élevés de toute l'Amérique du Sud.

Certes, quelques voix en faveur du socialisme s'élèvent, parfois libertaires, en majeure partie autoritaire. Mais les organisations en majorité demeurent minuscules comparées au nombre de travailleurs; de plus, leurs propositions et leur sincérité inspirent quelques doutes. Pourtant, je ne crois pas me tromper en affirmant que les socialistes révolutionnaires (dans le sens le plus large du terme) du monde entier ont déposé leur cœur auprès du peuple argentin.



« L'Argentine a vu se former une dualité de pouvoir, devenue palpable: d'un côté le pouvoir officiel, celui de l'État, de l'autre celui des masses, spontané et sans dirigeant. »

« Le cas argentin nous donne une autre leçon : sans organisation révolutionnaire, il n'y a pas de révolution. »



Les leçons d'une lutte

La révolte argentine n'est rien moins que la preuve courageuse qu'un peuple – une classe – peut se lever contre le Pouvoir pratiquement du jour au lendemain. Les travailleurs argentins ont offert un magnifique exemple à leurs frères du monde entier, démontrant que rien n'est perdu quand bien même on déclare que tout l'est. Leurs assemblées de quartier, d'usine, et les marchés de troc prouvent la valeur de l'organisation libre, en marge des institutions officielles, apportant des solutions qui ne seraient venues de nulle part ailleurs.

Cependant, le cas argentin nous donne une autre grande leçon : sans organisation révolutionnaire, il n'y a pas de révolution. Les idées dominantes du capitalisme n'ont pas été abolies dans la conscience des travailleurs, ils n'en ont pas fini avec lui. Durant la lutte, les idées changent : ce que l'on acceptait comme blanc auparavant est considéré comme noir aujourd'hui. Mais s'il n'y a pas réellement une conscience, une vision claire de l'objectif, on court le risque de finir dans la grisaille. Alexandre Berkman l'écrit dans son *ABC du communisme libertaire* : « La révolution, c'est la rébellion qui se transforme et prend conscience de ses objectifs. La révolution est sociale quand elle œuvre pour un changement fondamental. » Peut-être est-il trop tôt pour entrevoir le dénouement argentin mais jusqu'à présent la vision est envoûtante. Que cela serve de leçon au monde !

Carlus Jové

Traduit du journal de la Confédération Régionale du Travail de Catalogne (avril-mai 2002) par les relations internationales de la FA



Histoire de patrons...

Buenos Aires. Depuis décembre dernier, la fabrique « Les vêtements Bruckman » est occupée par ses ouvriers, Quoiqu'il serait plus pertinent d'utiliser le mot ouvrières, puisque même les hommes, en minorité, ont fini par parler d'eux-mêmes au féminin. Bruckman est donc l'histoire d'une lutte qui a connu les violences policières et le soutien des cacerolazos.

« **A** LLÔ, PAPA? Tu sais quoi? Y a des féministes françaises qui m'invitent à Paris! Bon, je te laisse, on en parle plus tard... » Celia racroche et s'assoit dans le fauteuil qu'occupait encore en décembre un des patrons de cette usine de confection. À présent sous contrôle ouvrier.

Celia, mère de cinq enfants, aurait difficilement pu se passer de la couture. Elle commence son apprentissage en décousant des vêtements d'enfants pour en tirer des clones parfaits. Dix ans plus tard, l'homme qu'elle appelle Papa abandonne son poste à l'atelier de tissage de la fabrique d'espadrilles, car une maladie peu commune pour le sexe masculin l'atteint : le cancer du sein. Alors, Celia, qui double des vestons à domicile pour Bruckman, entre dans l'entreprise. Aujourd'hui, elle est ouvrière qualifiée, travaille sur une machine spéciale, et fait partie des 54 travailleurs – en grande majorité de femmes – qui, depuis la fuite des patrons, le 18 décembre, ont repris l'usine et continuent d'assurer la production.

Dans les années 90, « Vêtements Bruckman » faisait la fierté de ses propriétaires qui rêvaient de la transformer en une gloire nationale. Même les ouvriers étaient

contents : payés tous les quinze jours, ils bénéficiaient de tickets-repas et de primes à l'assiduité et, comme dans les émissions de télé les plus populaires, un téléviseur était tiré au sort chaque mois. Don Jacobo, un des frères Bruckman, se promenait avec orgueil, les doigts dans les poches de son gilet, entre les rangées des machines, ressemblant à ces caricatures du patron bourgeois des dessinateurs de gauche sans imagination, même si nul ne se souvient l'avoir vu porter une montre gousset en or. Un robot taillait 6 000 costumes par jour. C'était une machine allemande et, pour l'installer dans l'usine, il avait fallu enlever toute la façade du quatrième étage et la monter à l'aide d'une grue. À l'époque, Juanita – qui résista aux assauts de la police en s'agrippant à la grille d'entrée, le samedi 16, lorsque le juge Enrique Velázquez ordonna la perquisition de la fabrique, – s'était promis : « Si je ne me fais pas virer, je reste ici jusqu'à la retraite. »

Avant la débâcle, il y eut à Bruckman des périodes de travail à la pièce où doubler 500 vestons rapportait 50 pesos, à la fin de la quinzaine. Celia émet aujourd'hui certaines hypothèses pour expliquer la dégringolade : des listes entières de commandes disparaissaient, et le bénéfice correspondant s'évaporait, tandis que les vendeurs livraient deux costumes sur le même cintre pour le prix d'un... et demi. Il y avait bien des discussions sur le montant des factures, mais, ces derniers temps, il ne tombait plus que 5 pesos dans la poche des travailleurs.

« Lorsqu'ils nous ont expulsés, je me suis souvenue de cette nuit du 19 décembre : Dire qu'on a supporté tout ça pour qu'ils nous virent si facilement ! Et ça m'a rendue plus forte »



Peut-être la colère a-t-elle éclaté lorsque Marcelo Rojas est mort d'une broncho-pneumonie? Ses parents, qui demandaient un peu d'aide à Gerardo Bruckman, se sont entendu répondre : « De l'argent? Pour quoi faire? Il va mourir. » À moins que la sauce ne soit montée peu à peu. Jusqu'au jour où les ouvrières se sont rendu compte qu'elles occupaient l'usine. À peu près au moment où les gens sont descendus dans la rue pour le grand cacerolazo du 19 décembre, celui qui s'est bien moqué de l'état de siège.

En tout cas, la révolte a commencé à l'atelier « pantalons ». C'est ce qu'on dit. Et pourtant Eva, la contremaîtresse, est évoquée comme un vrai despote, interdisant aux ouvrières de sa section d'avoir le moindre contact avec celles des autres étages (la narratrice s'autorise le féminin puisque Juri, un des délégués de Bruckman dit : « Nous autres, les ouvrières »). L'usine était organisée pour la commodité de la

production. Au sixième étage, le réfectoire, on alimentait la force de travail ; au cinquième, on fabriquait les pantalons et les costumes spéciaux ; au quatrième, on coupait ; du troisième sortaient les vestons ; au deuxième, on repassait et, au premier, on administrait.

À l'heure du maté, démarre la première grève du zèle

Les femmes ont commencé à marmonner leur colère à 6 heures du matin, lorsque les salaires furent remplacés par des bons hebdomadaires de 5 pesos. Puis, elles se sont réunies, deux ou trois fois sous le nez des patrons, avant d'entrer à l'usine. Une commande de Port-Saïd est arrivée, et là, l'atelier « pantalons » a entamé une grève du zèle, même si l'expression leur est inconnue. Leur premier acte de lutte fut d'appeler Cronica TV : « Ils avaient commencé à licencier, commente Juanita, histoire qu'on courbe l'échine et que l'on continue à bosser. Une semaine avant le début de l'occupation, les salaires étaient déjà baissés à 5 pesos, on avait téléphoné à Cronica TV. C'était un vendredi, on n'était plus que 15, les autres

avaient touché leur paye et étaient rentrés chez eux. On était là, avec notre billet de 5, devant les caméras. Le lendemain, ils nous ont menacés: " Qui a appelé la télé? " Le chef du personnel voulait récupérer la vidéo pour démasquer les participants. Je ne sais pas combien il était prêt à payer. En fin de compte, ils nous ont rajouté 2 pesos. »

Tout en prévenant qu'ils étaient en train de couler, les Bruckman annonçaient différentes mesures: qu'on ne vienne plus le lundi et le mardi, par exemple. Mais les ouvrières savaient bien que cela équivalait à un abandon du poste de travail. Durant l'occupation, lors d'une réunion organisée à la station-service YPF de la rue Mexico², les représentants patronaux ont offert 3 francs 6 sous à chacune! Puis, ce fut le choix entre 120 dollars ou l'arrivée du syndic des patrons... et direction la prison. Quand le syndicat a demandé le dépôt de bilan, les ouvrières de Bruckman lui ont tourné le dos. Ils ont envoyé du maté et des biscuits...

Un jour, Celia a viré elle-même la déléguée du personnel, qui leur avait obtenu les 5 pesos et qui informait les patrons, durant le conflit, du moindre mouvement de l'usine

que fois que j'entendais une sirène, je disais: " Oscar, Oscar, une patrouille! " Et c'était une ambulance. On n'a pas dormi de la nuit. Le vigile d'à côté faisait ses rondes et nous criait: " Allez-y, si vous voulez, passez-moi les clés, demain je vous ouvre. " C'est ça, cause toujours, et demain, on ne peut plus entrer. Lorsqu'ils nous ont expulsés, je me suis souvenue de cette nuit-là. Dire qu'on a supporté tout ça pour qu'ils nous virent si facilement! Et ça m'a rendue plus forte. »

Elisa est restée à Bruckman pour les mêmes raisons: « J'ai longtemps subi le chômage dans la province de Salta d'où je viens. Mon mari travaillait dans une usine de cire liquide, pour le sol. Quand on est arrivé à Buenos Aires, j'ai commencé à travailler et lui, peu de temps après, a perdu son travail. Dès mon arrivée à Bruckman, il y a quatre ans, j'ai entendu les camarades se plaindre: à la place d'un salaire pour une quinzaine, on recevait des bons, l'allocation scolaire n'était plus versée, ni le salaire familial ni les vacances. Depuis que je suis ici, j'ignore ce qu'est un 13^e mois.

— Vous aviez une expérience de lutte?

« C'est la mort d'un camarade qui m'a fait réfléchir. J'ai pensé: " Qu'est qui nous attend? Repartir dans la rue. Rechercher du travail et ne pas en trouver... " »

occupée. Elle lui a parlé avec plus de dureté encore qu'à la femme de Jacobo Bruckman qu'elle avait croisée ce même 18 décembre et qui lui avait confié: « Jacobo va très mal et j'ai peur. Il a des problèmes cardiaques. Aujourd'hui, c'est le 50^e anniversaire de l'ouverture de l'usine. Mon mari ne veut pas qu'elle soit perdue. Lui, il n'a pas d'argent, celui qui en possède est Enrique (l'autre Bruckman, ndt). » « Et elle m'a émue, avoue Celia, j'ignore pourquoi. Par bêtise, peut-être? »

Occuper l'usine fut une décision difficile à prendre. Aucune de ces filles n'était Norma Rae, en tout cas pas à ce moment-là. Mais elles avaient en elles une force. « Le 19 décembre, on a suivi tout ce qui se passait dehors, sur une petite télé, à l'atelier de repassage, raconte Juanita. À la radio, ils racontaient les pillages. On n'était pas plus de 15. Quand l'état de siège a été décrété, beaucoup sont parties. " Ah, non! Moi, je me tire! " " Ciao, ça sent trop le roussi! " C'est Carlitos qui avait la clef, et il ouvrait la porte sans arrêt. Alors je me suis levée et lui ai dit: " Donne-moi cette clef, plus personne ne sort d'ici! " Un avocat, appelé par Celia, nous a conseillé: " Si l'état de siège est décrété, cachez-vous dans un coin, enlevez toutes les banderoles, ne faites plus un bruit et éteignez les lumières. " C'est ce qu'on a tous fait. Oscar est resté à côté du téléphone. D'autres groupes sont venus se cacher à l'atelier repassage. Moi, je me suis couchée par terre et, cha-

— J'ai vécu dans un hôtel où l'on sous-louait à un monsieur qui gardait pour lui tout ce qu'on lui versait, au lieu de le reverser au propriétaire. C'était une arnaque, quoi! Ma seule expérience de lutte fut de demander un logement à la CMV³. C'est ainsi que j'ai appris comment se débrouiller quand on est mené en bateau. Et surtout à ne pas laisser tomber face à un problème de paperasse. Mais le logement, c'est une chose et le travail en est une autre. Ici, on était habitué à rester derrière nos machines et à coudre, c'est tout. À attendre qu'on nous donne des ordres. D'une certaine manière, c'était plus commode. C'est la mort d'un camarade qui m'a fait réfléchir. J'ai pensé: " Qu'est-ce qui nous attend? Repartir dans la rue, rechercher du travail et ne pas en trouver. " Depuis que je vis à Buenos Aires, mes parents sont morts, et je n'ai pas pu les revoir à Salta. Le confort de la capitale, c'est peu de chose face à l'éloignement. J'ai quitté Salta, car je n'avais rien. Et je voudrais m'en aller d'ici, mais je n'ai pas de quoi. Alors, je me suis demandé: " Jusqu'à quand je vais devoir cavalier? Je refuse le dépôt de bilan. Je veux



juste qu'ils maintiennent les 120 postes de travail." Voilà pourquoi je me bats. Et aussi parce que je ne veux pas voir mes enfants inscrits au chômage. »

Elisa, Carmen et les autres, ouvrières du textile

À l'usine, Elisa découd, met des crochets et réalise les finitions des pantalons. Depuis qu'elle lutte, au chapitre « travail », son vocabulaire a changé. Elle sait que l'action menée par ses camarades et elles n'est pas une usurpation, que le juge a déclaré que les compagnes et compagnons qui ont résisté à la police restent « libres de toute charge », qu'il s'agit là d'un conflit du travail et non d'un problème pénal. Elle ne dit jamais « Monsieur Jacobo » ni « les frères Bruckman », mais « les patrons ». Elisa a trois enfants, Raúl, onze ans, Fernando, cinq ans et Facundo, trois ans. L'aîné l'écoute et sans doute ignore-t-il qu'il est en train de se familiariser par la pratique avec une matière appelée « contrôle ouvrier ». Mais les travailleuses de Bruckman n'ont jamais pensé en ces termes (chers au philosophe Michel Onfray, auteur de la *Politique du rebelle, traité de la résistance et de la soumission*), et peut-être ignorent-elles que le 8 mars, Journée internationale de la femme, est un hommage aux ouvrières du textile en lutte qui avaient péri encerclées par les flammes en ayant résisté jusqu'au bout. Quand Elisa et ses camarades ont décidé de continuer la production de Port-Saïd et de la vendre, elles ont remboursé une dette d'électricité de 4800 pesos

contractée par les Bruckman (Edesur⁴ leur en a quasiment baisé les mains de gratitude) puis ont consulté le ministère du Travail. Évidemment, leur situation n'était guère légale, mais l'abandon de l'usine par les frères Bruckman ne l'était pas davantage. Si elles arrivaient à se faire payer, elles le pouvaient, à hauteur de ce qui leur était dû.

Derrière chaque décision de rester à l'usine, il y a l'histoire d'une vie devenue infernale. Telle celle de Carmen: « J'ai cousu à la main pendant vingt-huit ans. Coudre à la main signifie que le client ne doit pas s'en rendre compte! Maintenant, je travaille sur une machine. Quand tout a commencé, je ne travaillais plus car, tombée d'un bus, je suis restée quatorze mois en incapacité de travail, avec un bras cassé. Je touchais alors une indemnité d'assurance. Enfin, c'est une façon de parler car l'assurance envoyait l'argent à l'entreprise, mais tout ce que les Bruckman me renvoyaient, c'étaient des bons. Je venais les chercher depuis Caseros⁵: chaque voyage me coûtait 2,50. C'était ça la réalité. Au début, ils nous payaient 100 pesos le vendredi et l'on s'en contentait. Résultat: Bruckman nous devait de plus en plus d'argent. Mais pas une fois ils nous ont offert 110 pesos pour amortir la dette. Et nous, en quatre ans, on n'a jamais rien fait. On râlait. C'est comme ça! Le 14 janvier, ils me signifient la fin de mon congé. Je me suis alors interrogée: " Qu'est-ce que je fais? " À l'époque, ma situation était très délicate car mon mari, qui travaillait comme tourneur, s'était fait licencier ce même 18 décembre. Et voilà, pourquoi je suis ici. »



L'occupation de Bruckman a connu ses épisodes comiques. Comme l'histoire de la banderole que raconte Juanita: « Durant la nuit du 19, on a fabriqué une banderole " Cavallo dehors " et " De la Rúa dehors ". On a dû découper des lettres en tissu et les coller au fer à repasser car nous n'avions pas de feutres. Une journée, la banderole n'a duré qu'une seule journée, pas plus: dès le lendemain, ils se sont fait virer tous les deux! Je me souviens, on avait cuisiné un *guiso de arroz*⁶. Au début, nous étions vingt autour de la grande table. Vingt! Impossible à oublier. »

Lorsque les ouvrières ont commencé à plaisanter, elles ont perdu de l'argent. Un jour, un client est parti avec deux costumes après avoir mis 20 pesos dans la main d'une vendeuse. Un autre, une dame a tenté d'échanger un vieux costume contre un neuf. Une autre fois, ce fut un commissaire qui réclama deux costumes qu'il assurait avoir payés (même s'il ne retrouvait plus le ticket!). Les filles lui ont remis un paquet bien ficelé: il contenait un costume sans poignets ni ourlets, et décousu devant. Il était en retouche car le commissaire était de petite taille. « Après ça, il nous a envoyé la police pour avoir vu son nom inscrit sur l'envers de la ceinture », se souvient Celia qui dénonça cette intrusion, après la perquisition, un samedi, de la fabrique Bruckman par 70 policiers,

Les grilles de la liberté

Il est 8 heures du matin. Elles pensent d'abord à des clients matinaux devant l'usine. Mais ce sont des policiers en civil qui refusent d'entendre parler de pots-de-vin et qui possèdent un mandat de perquisition. Juanita jette un coup d'œil, avec un de ses fils. Elle leur a répondu qu'il est impossible d'entrer: trop d'enfants, et de familles en train de dormir à tous les étages. Elle ne donne pas de chiffre, et reste évasive, tout en soulignant le mot « enfants », que l'on emploie quand on veut attendrir les cœurs sous les insignes. Enfin, au moins dans les contes.

« Vous êtes combien? interroge le sous-commissaire de la 8^e.

— Entre 25 et 30 », répond Juanita.

Qui pourrait lui en tenir rigueur? Devant les forces de l'ordre, on peut ne plus trop savoir compter. Ou alors, c'est juste l'expression d'un souhait. En réalité, ils ne sont que quatre. Et bientôt trois: le fils de Juanita recopie sur un bout de papier quelques numéros de téléphone inscrits sur le mur, ouvre une fenêtre et saute sur le toit de la maison voisine. C'est tout juste s'il ne se fait pas tuer: le voisin sort avec un flingue. Le garçon lui explique la situation. L'homme doute. Alors le gamin fait le malin: « D'accord, puisque tu veux me dénoncer, t'as qu'à aller au coin de la rue, devant l'usine, t'as tous les flics que tu veux à ta disposition. »

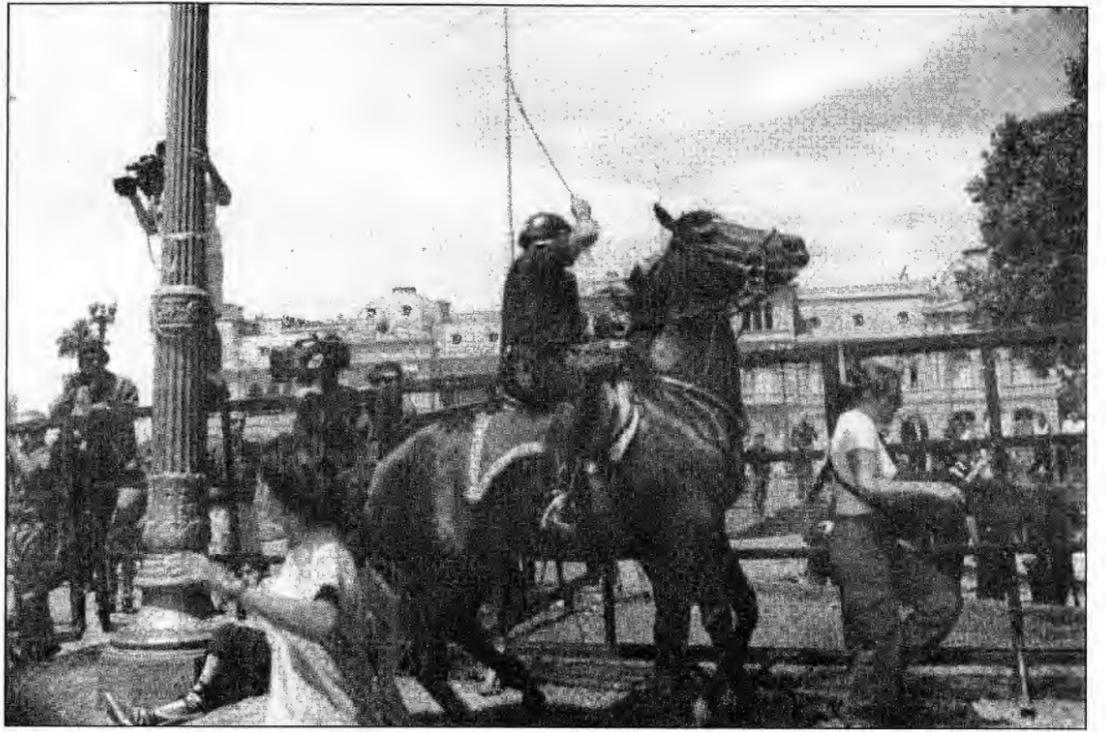
« Ils nous ont donné une heure pour avertir les familles qui étaient censées dormir dans l'usine, raconte Juanita... On est descendu au rez-de-chaussée, où se trouvent les bancs, et l'on s'est regardé, tous les quatre. " Et maintenant, qu'est-ce qu'on fait ? " Mon fils était parti donner l'alerte, mais il n'a joint personne : les copains ont des téléphones portables qu'ils éteignent en arrivant chez eux. Un peu plus tard, il a quand même réussi à les prévenir, quand le voisin l'a laissé sortir dans la rue pour demander de l'aide auprès de ceux qui habitent le coin. »

L'alarme est arrivée chez Celia à Claypole. Ses doigts de couturière l'ont bien aidée quand il s'est agi de passer des coups de téléphone à toute vitesse : un à Vilma Ripoll, un autre au PO⁷, un enfin à Miriam Bregman et Ivana Dal Bianco, les avocates du Centre de professionnels pour les droits humains, et qui, malgré leur titre, se feront passer à tabac comme les autres. Ensuite, elle a acheté sept mètres de chaîne et un cadenas, a sauté dans un taxi en enjoignant de mettre la gomme.

À l'usine, Juanita continue à gagner du temps. D'abord, elle demande un répit pour réunir une assemblée, puis pour laisser aux avocates le temps d'arriver. Par-dessus la tête des policiers, elle regarde les passants qui se sont rassemblés dans la rue. Depuis un petit moment, les voisins des assemblées de San Cristobal, Almagro et Balvanera commencent à se présenter. « Si tu n'ouvres pas, je m'en fous, c'est le serrurier qui le fera ! » « Alors, j'ai pensé, raconte Juanita, je t'ouvre avant que tu me pètes la porte. Il y avait environ cinq policiers en civil, deux assistants sociaux, deux femmes flics et, derrière, les uniformes. Quatorze ou quinze personnes. Quand ils sont entrés, le commissaire a ordonné : " Bon, montez chercher les familles. " Un policier se rend à l'étage et revient : " Y a personne ! " Le commissaire me demande : " Dites-moi la vérité, vous êtes combien ? - On est tous devant vous. - Il y a une autre sortie ? - Non. - Pourquoi vous m'avez menti ? En plus, vous nous avez fait attendre une heure dehors. " Le commissaire se tenait la tête entre les mains. Les policiers ressortaient

en même temps que les camarades. Pour gagner du temps (jusqu'à ce qu'il y ait plus de personnes rassemblées devant l'usine), j'annonce au flic qui me tient le bras : " Oh, j'ai oublié la bouilloire sur le feu ! " Dans la rue, il y avait déjà des copains et des voisins, mais en nombre encore insuffisant pour atteindre un rapport de force avantageux. Je monte au 6^e et je redescends. Tous les copains et les avocates avaient déjà quitté les lieux. " Vous aussi, il faut que vous sortiez. - Non, je ne sors pas, j'attends mon avocat ! - Prenez vos affaires et sortez immédiatement ! " Et là-dessus, le policier me serre le bras. " Je n'ai pas mes affaires ici avec moi. Elles sont au 3^e. - Bon, on y va. " Et le policier m'accompagne. Lentement, tout doucement, je ramasse tout ce que je trouve. De temps en temps, je regarde par la fenêtre pour vérifier si les gens continuent d'affluer. Je redescends : il n'y a plus rien à faire. Alors je m'adresse au policier : " Il faut que j'aille aux toilettes, ce ne sera pas long. " Et là, je sens dans ma poche la clef de la grille que je cache sous un cendrier. Le policier me traîne jusqu'à ce qu'on passe la porte en verre qui se ferme hermétiquement puis me réclame la clef. " Je ne l'ai pas, elle est restée à l'intérieur. " C'est à ce moment que Carlitos et moi, chacun à une extrémité, on s'est accroché à la grille. Les policiers n'arrivent pas à me faire lâcher prise, si bien que, furieux, ils balancent mes affaires dehors. Carlitos se fait frapper, mais se défend comme un lion. La police n'avait emporté ni menottes ni matraques, et ne pouvait plus fermer l'usine pour nous empêcher d'entrer. Alors, je suis restée accrochée à la grille d'entrée. Il y avait, à ce moment-là beaucoup plus de gens rassemblés, et qui semblait n'avoir peur de rien. Quand les chars d'assaut sont arrivés et que la flicaille en est sortie, avec casques et lacrymos, j'ai dit : " Il va y avoir des morts. " C'est là que j'ai vu Celia avec sa chaîne. »

« Quand je suis arrivée, Juanita était agrippée à la grille et ils essayaient de lui faire lâcher prise à coups de genoux, raconte Celia. Les flics voulaient poser des chaînes de moto à la porte, mais les copines ne se laissaient pas faire. Ils ont fini par



« Nous sommes une entreprise sous contrôle ouvrier. Nous ne pensons pas créer une coopérative car nous refusons d'être les nouveaux monstres de l'économie »

poser des scellées. Alors, moi aussi, je me suis accrochée à la grille et j'ai annoncé : " Les filles, je m'enchaîne. Mais pas au milieu parce que, s'ils arrivent à ouvrir la porte, ils vont me tuer en la claquant. " Certaines pleuraient. Alba, par exemple, chialait comme une madeleine. Et moi, je les engueulais : " Arrêtez de chialer, bande de lâches, ce n'est pas le moment de pleurer, pas le moment de leur montrer qu'on est faible, s'ils voient ça, c'est la pire des choses qui puisse nous arriver ! " (À ce moment précis, montrer de la faiblesse, ça ne le faisait pas du tout). Après, quand on a vu qu'ils commençaient à partir, le contre-ordre du juge avait dû arriver, on a ouvert la grille d'entrée. J'ai couru déverrouiller la porte en verre, et tout le monde s'est précipité à l'intérieur. Alors, oui, je ne leur ai plus interdit de pleurer et je me le suis permis à moi aussi. »

Aujourd'hui, à Bruckman, les choses ont un peu changé. Les activités de la fabrique se concentrent au 3^e étage, pour économiser la lumière. Les enfants de Zulma, alias les « piqueteuses », ont inauguré la garderie à côté de la cuisine. La femme de ménage travaille désormais à la section Vente : depuis le 18 décembre, elle s'est découvert un enthousiasme et des qualités de persuasion dignes d'un vendeur d'automobiles nord-américaines. Le fils de Juanita, auparavant au chômage, étrenne son nouveau métier de tailleur. Et un des neveux de Celia est déjà rompu au maniement du balai utilisé pour recueillir plus rapidement et en plus grandes quantités les chutes d'alpaga et de gabardine tombées des machines. On compte, au local, désormais cinquante personnes, des ouvrières qualifiées ayant été réembauchées. L'une d'elles d'ailleurs, Ester, ne se fait jamais prier pour se plaindre car il y a une différence entre travailler sans patron et... avec. Même si les ouvrières de Bruckman refusent d'être patrons, elles le sont de facto et se répartissent les 150 pesos supplémentaires chaque semaine.

Les photographes s'étonnent et s'inquiètent, lors de chaque prises de vue : au 3^e étage, on entend des éclats de rire. « C'est une occupation, pas un pique-nique », objecte une des travailleuses, épuisée après avoir assumé son tour de garde, participé à une assemblée, et cousu des manches en série. Et voilà que maintenant, il faut encore poser pour une photo. Mais ça ne fait rien, elles sont toutes mortes de rire. Elles s'alignent pour former un grand ruban bleu ciel avec leurs tabliers. Le « piquetero » assis, qui n'est pas encore en âge de marcher, ne lâche pas des yeux l'objectif de l'appareil photo qui semble lui être aussi familier que les couches sous ses fesses.

« Celle-là, c'est pour que ceux de la 8^e nous repèrent plus facilement ! Allez, un sourire pour montrer à Jacobo qui commande, ici ! » Chacun est prêt à en découdre. Marta, dont c'est le tour aujourd'hui de répondre au téléphone, nous confie que cela fait trois jours qu'elle n'est pas rentrée chez elle. La dureté du sol, elle y fait face avec un matelas en mousse que sa fille lui a offert. Samedi, elle, si timide, a parlé pour la première fois à la radio. Comme les quelque cinquante ouvrières de Bruckman, Juanita ne parle pas de coopérative, mais d'entreprise sous contrôle ouvrier. L'hôpital Ramos Mejía serait prêt à leur acheter des draps et des tabliers, il suffirait pour cela de

modifier la production. Celia a déjà acheté des broderies pour les petits draps de la maternité, car l'État doit être conscient de ce qu'elles représentent. « Nous ne pensons pas créer une coopérative, affirme-t-elle, car nous refusons d'être les nouveaux monstres de l'économie. Une coopérative peut être intégrée par onze personnes maximum qui dirigeraient le reste des camarades, et qui devrait se montrer rentable. Mais les autres ateliers pourraient nous mettre des bâtons dans les roues au point de ne plus rien vendre. Parfois, on parle de coopérative pour rire, et certains lancent " Moi, je ferais ci ", ou " Moi, je ferais ça ", mais personne ne dit " Moi, je serais derrière la machine, à la production. " »

María Moreno

Traduction :

Klérôn (groupe Emma-Goldman), avec l'aide précieuse de Sylvie Gómez, Jorge Nadur et Alicia Zarate.

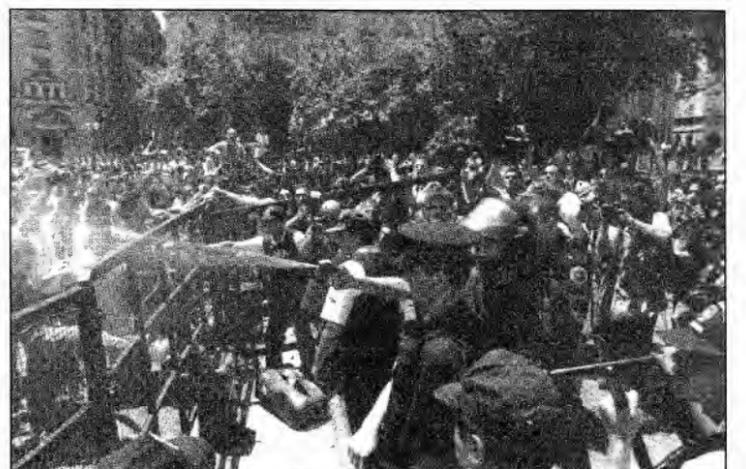
À L'HEURE où nous bouclons la traduction, les ouvrières de Bruckman pensent cesser l'occupation. Par découragement ! La répression s'intensifie d'une part, et, selon une compagne de la Federación Libertaria Argentina qui les soutient activement, les trotskistes, d'autre part, font tout pour les dissuader de continuer...

Ajoutons, ici, que les expériences comme celle de Bruckman sont autant d'actions à soutenir et que c'est en les rendant publiques qu'on leur offre une chance de perdurer.

D'autres occupations, durement réprimées elles aussi, ont vu le jour en Argentine, la plus célèbre étant celle de Zanón, une fabrique de céramique de Neuquén. La contagion s'étend jusqu'à l'Uruguay où plusieurs usines sont aujourd'hui sous contrôle ouvrier. Pour contacter les compagnes et compagnons en lutte et leur témoigner votre soutien :

Bruckman / Jujuy 554 / CAP FED / Argentina.

Téléphone : 00 54 11 - 4308 1448), Zanón : acunac2@hotmail.com.



Apparu il y a trois ans, le COMLUT (Comité pro-lutte populaire) est né de la volonté de militants du mouvement libertaire et populaire brésilien d'ancrer leur lutte dans la réalité concrète. Il a choisi d'être présent dans les favelas plutôt que dans les grands forums alternatifs, d'agir en créant des coopératives plutôt qu'en intégrant les structures institutionnelles capitalistes, de prôner l'action directe et l'autogestion plutôt que la participation aux structures de l'État. Il souhaite faire connaître son travail au mouvement anarchiste mondial et appelle à une mutualisation des expériences libertaires sur le terrain social.

AL'HEURE où les plus vengés participaient aux grands rassemblements populaires de Porto Alegre et revenaient gonflés de grands, de nouveaux idéaux démocratiques, les Relations internationales de la Fédération anarchiste recevaient un dossier d'une nouvelle organisation libertaire brésilienne le COMLUT. Fidèle à des principes de coopérativisme et d'autogestion, la petite organisation brésilienne poursuit un double objectif: organisationnel – fédérer des luttes, des expériences de démocratie directe, organiser des communautés autour d'une activité économique – et éducatif – reconstruire l'identité et redonner confiance à des groupes communautaires minés par des années de chômage, de misère et d'oppression. Ses terrains de lutte se situent dans les périphéries des grandes villes, les quartiers pauvres et les favelas. Ses militants sont des travailleurs de base qui ont pour objectif la confrontation sociale, et des habitants des quartiers dévalorisés.

Le comité est encore petit. Il existe pour l'instant dans trois villes du Brésil: Feira de Santana (Bahia) dans le Nordeste – Florianópolis (Santa Catarina) dans le Sudeste, et Campinas (São Paulo). Petit mais déterminé, son plan d'action inclut l'élargissement de son champ d'activités à tout le pays, la constitution d'un front de chômeurs (déjà créé dans plusieurs endroits), et la mise en place d'un



incubateur d'entreprises. Petit mais actif, il commence à intéresser la gauche institutionnelle brésilienne qui ne le regarde guère d'un œil bienveillant.

Ce qui suit est une synthèse de leur dossier, à la lecture duquel on peut être surpris, voire agacé, par... Allez, j'ose le dire, une touche de sectarisme. Précisément par une orientation presque exclusivement « lutte des classes » assumée claire-

« Les Brésiliens connaissent un régime qui ne vise qu'à résoudre certains dysfonctionnements du système capitaliste, qui rend difficile les innovations et qui évite de pousser les communautés à se diriger vers un coopérativisme autogestionnaire, participatif et démocratique. »

ment par Le COMLUT. Il n'en demeure pas moins que l'organisation est née d'une réalité bien différente de notre contexte européen, et qu'elle constitue une tentative d'application des principes autogestionnaires.

Le Brésil et la globalisation

Après la Seconde Guerre mondiale, et plus particulièrement à partir des années 70, la politique économique mondiale s'est engagée dans un processus de réorganisation des systèmes de production nationaux, ce qui a affecté entre autres les conditions et les relations de travail. L'instabilité économique internationale, qui s'articule sur les lois d'un marché sans limites, implique l'hégémonie économique de certains pays et donc de leur fonctionnement social. L'adoption de cette politique économique par les autres pays exige

« Élaborer une banque de données sur les pépinières et les parcs technologiques d'entreprises et de coopératives existants, et viabiliser les initiatives des travailleurs organisés en unités de production de biens et de services autogestionnaires. »

tiques industrielles agricoles. Alors que les privatisations devaient générer des solutions pour la réduction de la dette publique, on a pu observer une tout autre réalité avec l'abandon du secteur public (environ 75 %), des taux élevés de la dette « liquide » dans le secteur public et une faible croissance, les États et les municipalités ne bénéficiant plus de l'aide fédérale.

Les travailleurs et les syndicats ont été profondément affectés par la hausse du chômage et l'augmentation de l'économie informelle, ainsi que par l'accroissement du pouvoir des entreprises dans les relations contractuelles: politique des bas salaires, contrats courts, individuels... Le chômage est aujourd'hui flagrant, les conditions de travail se sont détériorées, et le décalage entre les emplois plus accessibles, dans le reste de la société, est devenu patent. De plus, dans les entreprises importantes, la force de travail s'est morcelée avec l'évolution des profils de postes, ce qui entraîne le risque d'une fragmentation des intérêts des salariés. On assiste d'ailleurs, à l'intérieur des sociétés, à une augmentation des conflits internes pour l'accès aux nouveaux postes. Dans le cadre des nouvelles méthodes de gestion de la main-d'œuvre, on propose

les nouveaux postes aux travailleurs non qualifiés: les salariés reçoivent alors une formation conçue exclusivement en direction de postes créés selon les besoins immédiats du marché du travail. Si bien que le niveau des formations gagne en qualité à travers l'acquisition de nouvelles connaissances techniques, mais crée une concurrence – et donc des inégalités – entre travailleurs. Le problème n'est pas tant lié à la complexité du marché qu'à l'abandon du processus productif et des demandes sociales, questions qui



la coopérative comme une association autonome de personnes unies volontairement pour répondre à leurs besoins et aspirations économiques, sociaux et culturels, par le moyen d'une entreprise de propriété conjointe et contrôlée démocratiquement, fondée sur des valeurs telles que l'entraide, la responsabilité, l'égalité, l'équité, l'éthique et la solidarité. En corollaire de cette définition, une longue liste inclut des principes de transparence, d'autonomie et d'indépendance, de contrôle, d'organisation et de gestion démocratique, d'adhésion volontaire et de libre accès, d'intégration des nouveaux membres, d'éducation, de qualification et d'information.

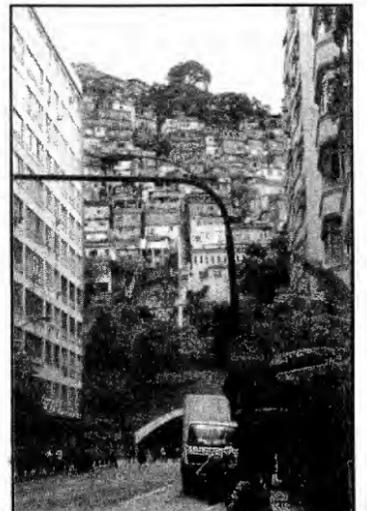
Si le coopérativisme s'est nettement développé dans les pays du nord de l'Europe, notamment dans le secteur de l'agriculture (les produits agricoles provenant de coopératives représentent aujourd'hui 60 %), il connaît en revanche au Brésil, des difficultés à se développer: selon les chiffres publiés en 1998 par l'Organisation des coopératives brésiliennes (OCB, directement liée à l'oligarchie rurale), le nombre d'associés ne dépasse pas 3 % de la population. Ces difficultés, selon le COMLUT, sont essentiellement dues à une prédominance des coopératives de type « concurrence commerciale entre entreprises ». Les groupes de droite et les réformistes se sont approprié le mouvement et il est donc impossible pour beaucoup de considérer le coopérativisme comme un processus d'émancipation populaire. Les Brésiliens connaissent un système qui ne vise qu'à résoudre certains dysfonctionnements du système capitaliste, qui rend difficile les

vont au-delà de la logique du marché et des structures bureaucratiques et institutionnelles. Le résultat est de toute façon simple: dans les villes, c'est l'exclusion sociale pure et simple et, dans les campagnes, l'apparition de stratégies de survie – travail informel, occupations non rémunérées.

Tous ces éléments contribuent à la culture de l'individualisme, à la concurrence au sein même de la classe laborieuse. Mais pour les militants du COMLUT, ce sont autant de raisons de se battre en prenant l'individualisme à contre-pied.

Le coopérativisme comme forme de lutte organisée

Dans son programme minimum, le COMLUT se propose de parvenir à l'émancipation économique et sociale des groupes opprimés, émancipation qui passe par la garantie du travail, l'organisation sociale populaire et la satisfaction prioritaire des nécessités de base. Les moyens préconisés sont le travail coopératif sans interférence du pouvoir, public ou privé. La force de travail est en effet entendue comme une force émancipatrice, qui fera avancer la lutte populaire. Le COMLUT définit

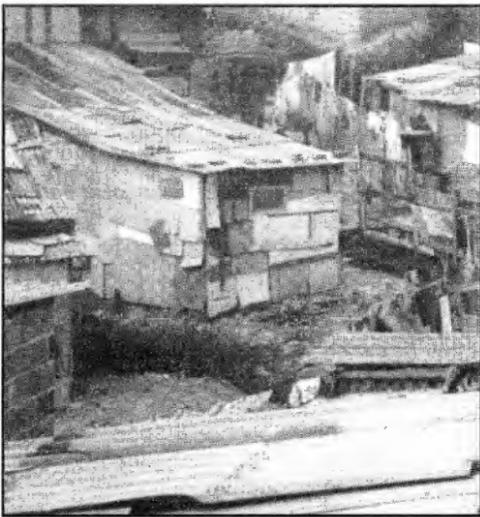


dans les favelas

innovations et qui évite de pousser les communautés à se diriger vers un coopérativisme autogestionnaire, participatif et démocratique. Pour le COMLUT, le coopérativisme possède pourtant des caractéristiques de rééducation sociale. C'est un instrument qui peut servir les intérêts des opprimés en faisant de l'associé et sa production les principaux outils pour éliminer la subordination du travail au contrat. Le comité a donc décidé de tenter l'expérience.

Du concret

Le comité s'est tout d'abord proposé de construire un Frente de Mobilização de Desempregados (FMD, Front de mobilisation des chômeurs) afin de revendiquer le droit au travail et à l'organisation sociale à travers des coopératives autogérées et des associations de travail et de production. Le FMD, qui a déjà été créé dans plusieurs villes brésiliennes, est une entité fédéraliste qui intervient sur le



front politique, social et économique via l'action directe et la démocratie directe.

Parallèlement, est prévue la constitution de coopératives de travail et de production, ce qui implique l'organisation des habitants des quartiers populaires, la réunion des chômeurs par secteurs de travail, et suppose la liberté d'organisation sur les lieux de travail, dans les villes et à la campagne. Le programme minimum inclut une coordination politique des actions, c'est-à-dire, entre autres, le maintien de l'autonomie des coopératives, la construction d'associations et de syndicats avec les membres des coopératives,

« Le Frente de Mobilização de Desempregados intervient sur le front politique, social et économique via l'action directe et la démocratie directe. »

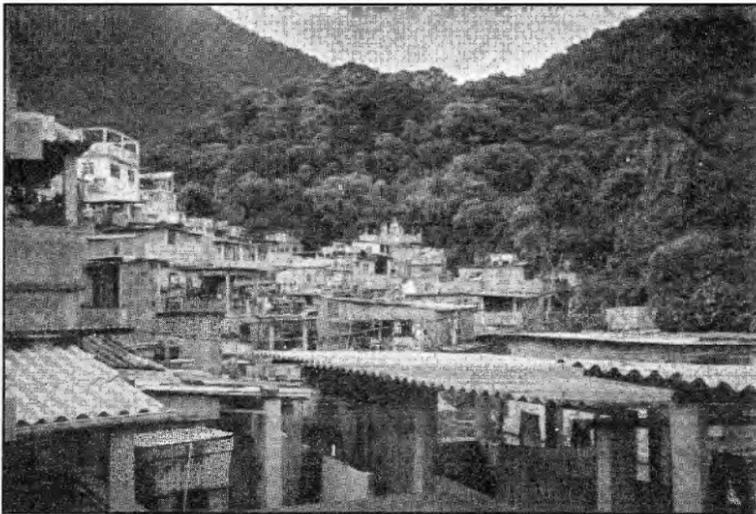
l'articulation des coopératives en fédérations et en confédération, l'aide au développement de coopératives dans les régions marginalisées économiquement, la rotation des tâches au sein des coopératives, la formation des membres, la répartition égalitaire des bénéfices, la création d'un fonds de solidarité, etc.

Le COMLUT préconise enfin des actions concrètes sur la conjoncture : dans la construction civile, la confection, l'alimentation et la santé, l'éducation (avec une priorité aux actions dans le domaine de la santé).

Les réalisations

À travers ses activités d'insertion communautaire et en collaboration avec la Casa Lampião¹, le COMLUT a pu travailler avec des chômeurs des favelas autour de Campinas pour construire le Front de mobilisation des chômeurs, qui regroupe des sans-emplois et des précaires. Réunis en groupes de travail, les chômeurs du FMD créent des associations, des coopératives populaires autogérées et, en parallèle, organisent des sessions de formation. Des cours sont également proposés aux enfants (selon les principes de l'éducation intégrale), aux jeunes gens et aux adultes. Un projet,

enfin, est en cours d'élaboration : il s'agit d'organiser des groupes pour l'occupation d'usines. Les résultats obtenus se montrent encourageants puisque la participation des habitants est réelle, les discussions faites en fonction de la réalité concrète (capacité de production, etc.) et que plusieurs associations ont été fondées (telle une association de couturières dans un quartier périphérique de Campinas). Des journaux ont également été créés dans les communautés. Enfin, début 2001, à l'initiative du comité, une rencontre d'organisations de lutte a eu lieu à Campinas, près de São Paulo. L'objectif étant de rapprocher les groupes libertaires au niveau de l'État de São Paulo, afin, éventuellement, de réaliser une unité d'action politique et socio-économique à travers un « Forum populaire permanent ». Une seconde rencontre doit être organisée courant 2002.



En coopération avec le centre Luigi Damiani – un département de l'université de Campinas dont le domaine de spécialité est... l'anarchisme – le COMLUT étudie la possibilité d'offrir une formation à des groupes à l'université et de créer une pépinière de coopératives populaires à caractère libertaire (PITCAPAs : ensemble technologique de coopératives populaires autogérées). Il s'agirait premièrement « d'élaborer une banque de données sur les pépinières et les parcs technologiques d'entreprises et de coopératives existants [...] afin de viabiliser les initiatives des travailleurs organisés en unités de production de biens et de services autogestionnaires ». Il existe actuellement au Brésil des programmes institutionnels (essentiellement dans les universités) pour appuyer ces pépinières, mais ils visent principalement à l'intégration des travailleurs sur le marché du travail. Ici, il s'agit plutôt d'une démarche visant la qualification des opprimés, leur autonomie, et un espace collectif de lutte.

Échanger les expériences

Si le travail du COMLUT commence à porter ses fruits et à inquiéter certaines personnes – le PT a par exemple fait appel à la Casa Lampião pour assurer une formation à des chômeurs dans les zones où il est implanté – il reste encore au comité à articuler son travail, à gagner en formation politique et à s'organiser de façon plus solide. Il dépend pour tout cela du recours de ses militants, exclusivement, et ne possède



actuellement que 50 dollars en caisse. Le centre Luigi-Damiani, quant à lui, dépend du financement des institutions académiques, donc de l'État, ce qui n'est évidemment pas satisfaisant et rend son avenir plutôt précaire. La Casa Lampião se voit déjà critiquée, notamment par le PT, pour l'orientation anarchiste qu'elle prendrait. Les militants du COMLUT appellent donc le mouvement libertaire international à les soutenir (et pas nécessairement sous la forme financière), et souhaitent recevoir des informations sur des travaux similaires, établir un contact, et initier des échanges de savoir et d'expériences.

Klérôn

groupe Emma-Goldman

1. La Casa Lampião est un groupe qui travaille dans les domaines de l'éducation et de la culture et fonde ce travail sur l'Éducation intégrale de Paul Robin. Il ne se définit pas comme libertaire.

Pour les contacter :
comlut_cps@yahoo.com.br
ou
caixa postal 768 CEP :
13001-970 CAMPINAS,
SP Brésil.

Les principes de base du COMLUT

– **Base d'accord :** le COMLUT est une organisation politique et sociale, fédéraliste, ouverte, sans lien avec la démocratie bourgeoise, qu'elle soit représentative ou participative. Elle vise à avancer vers la démocratie directe en s'intégrant dans les luttes de la population. Elle se laisse la possibilité de faire des alliances ponctuelles avec des organisations révolutionnaires si celles-ci sont effectivement liées à la population. Pour adhérer au COMLUT, il faut être en accord avec ses principes de base, son programme politique, sa base d'accord, et être accepté par l'ensemble des membres.

– **Lutte populaire :** selon le COMLUT, celle-ci commence lorsque, dans le processus de résistance, le peuple se constitue en entité politique et s'organise pour répondre à l'oppression. Les tactiques et stratégies doivent tenter de répondre aux objectifs définis par ces groupes organisés. Les moyens utilisés et les fins visées resteront en constante interrelation, et ne seront jamais autoritaires, car les membres du comité sont conscients qu'un moyen autoritaire ne mènerait qu'à l'autoritarisme.

– **Entraide :** dans les régimes autoritaires, à la place de cette coopération, c'est la hiérarchie et le centralisme qui priment et gèrent l'inégalité engendrée par les velléités individualistes. La lutte contre les inégalités doit converger vers l'entraide pour développer les expériences intellectuelles, les expériences sociales et les conceptions éthiques.

– **Solidarité révolutionnaire :** il s'agit d'une solidarité économique, politique, morale et humaine

– **Action directe.**

– **Anti-autoritarisme.**

– **Lutte des classes :** lutte de tous les groupes opprimés (travailleurs et précaires) contre les manifestations diverses du système capitaliste ; combat pour l'abolition des classes.

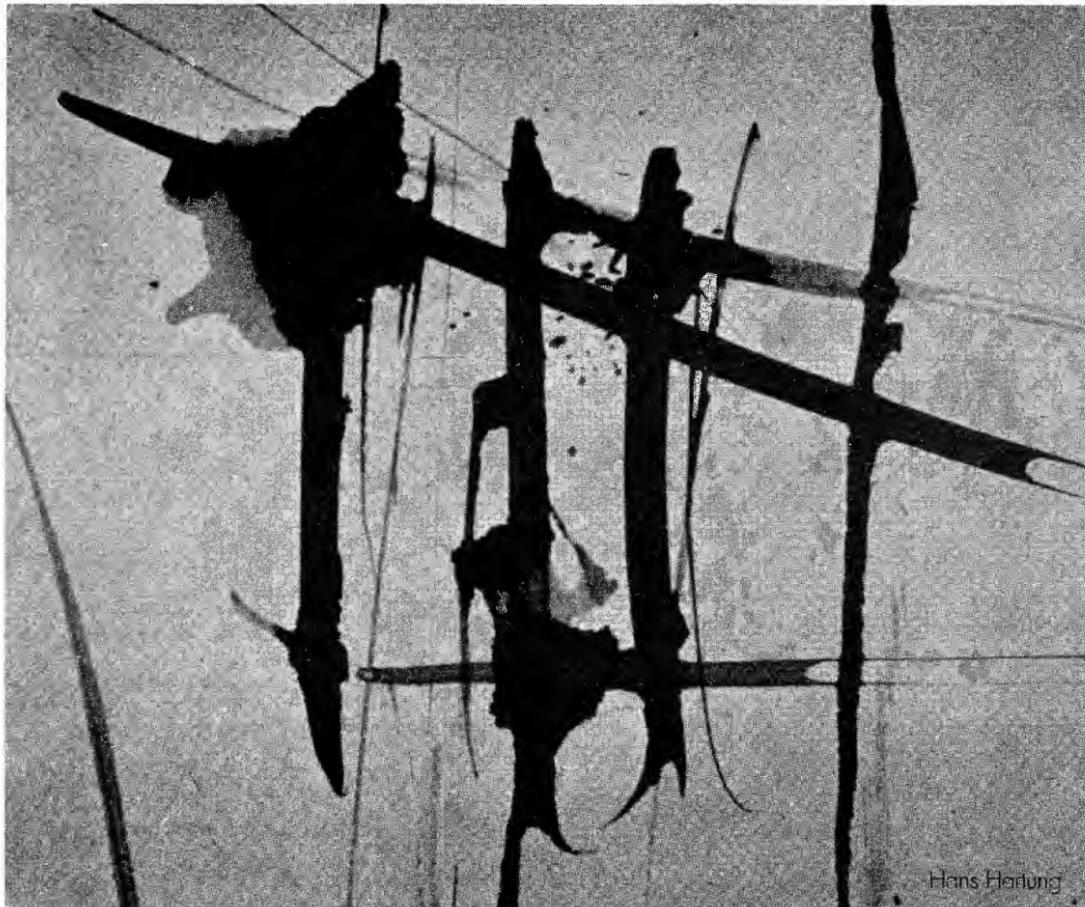
– **Autogestion :** ne peut être effective qu'accompagnée de l'action directe, du fédéralisme et de l'aide mutuelle.

– **Démocratie directe.**

– **Pouvoir populaire :** il s'agit de rendre au peuple le pouvoir de décision qui lui a été confisqué par le modèle représentatif.

– **Fédéralisme.**

– **Internationalisme.**



DE LA THÉORIE DES ENSEMBLES À LA PRATIQUE COMMUNAUTAIRE

Ce que l'on appelle en France les « événements de Mai 68 » connut une résonance particulière en Allemagne. Les antécédents historiques, notamment la période du III^e Reich, ont généré une contestation spécifique d'une jeunesse outre-Rhin toujours très remuante. À la fin des années 60, le conflit des générations atteint son paroxysme. Du vieux monde, faisons table rase ! Alors, en avant pour les alternatives.

LORSQUE les mouvements tels que l'APO (Ausser Parlementarische Opposition : opposition extraparlamentaire) ou SDS (Sozialistischer Deutscher Studentenbund : fédérations des Étudiants socialistes allemands), pour ne citer que les plus connus, apparaissent, il n'est pas question pour eux de se présenter ni aux élections ni de rentrer dans le jeu parlementaire. Le mouvement protestataire allemand de l'époque fait alors de la propagande, et mène des actions pour la paix au Vietnam, ou contre le monopole du magnat de la presse, Springer. Parallèlement se constituent à Berlin la « Kommune 1 » puis la « Kommune 2 ». Des regroupements citadins se propagent dans toute l'Allemagne. Creuset de l'homme nouveau pour les uns, ou simples centres d'agitation et de propagande pour les autres, Berlin et Francfort seront les bastions de résistance au système.

Ce mouvement, en majorité d'origine estudiantine, s'interroge plus particulièrement sur la libération sexuelle et l'émancipation de la femme. Des discussions menées à Berlin en 1969 sur l'éducation des enfants débouchent sur la pratique avec la création des premiers jardins d'enfants antiautoritaires, les « Kinderläden » (crèches alternatives).

Dans les années 70, le mouvement antiautoritaire se fond progressivement dans le mouvement antinucléaire. En 1977, les manifestations contre l'implantation de la centrale de Brokdorf rassemblent 80 000 personnes. Les Verts, un parti politique comme les autres à l'heure actuelle, naissent de l'évolution de cette nébuleuse antiautoritaire. Tant que le mouvement contestataire allemand est marginal – création de communes citadines ou rurales, de crèches sauvages, etc. –, il ne représente pas un danger réel pour le système. Quand il s'associe aux campagnes contre le nucléaire, il prend alors un caractère de masse. Un glissement s'opère pour certains « extraparlamentaires » qui se dirigent vers une sorte d'« écologisme politique ». Daniel Cohn-Bendit, Peter Brandt (le fils de Willy) sont partisans d'une « real politik », pragmatique et opportuniste. On connaît depuis le parcours des Verts : ayant respecté à l'époque (naïvement ?) le jeu parlementaire, ils sont aujourd'hui associés au gouvernement fédéral.

La participation des Verts au gouvernement aura démontré (mais fallait-il en passer par là ?) que ce n'est ni au Parlement, à Paris, ni au Bundestag, à Berlin, que se prépare une humanité meilleure où l'exploitation de l'homme par l'homme aura disparu.

Le bus des KommunardInnen

Faut-il pour autant en déduire que les alternatives sont systématiquement vouées à l'échec ? Aujourd'hui, quelques incorruptibles, quelques « basistes » ou fondamentalistes, continuent de propager des « positions utopiques irréalistes » même si l'Allemagne semble avoir réussi à canaliser le mouvement antinucléaire. L'année dernière, un bus a circulé dans toute l'Allemagne, affrété par des « KommunardInnen » de la première heure. Toujours à la recherche d'alternatives plausibles et viables, tant sur les formes d'organisation économique que sociale, ils appuient leurs analyses sur les expériences qu'ils ont menées dans leurs regroupements (communes rurales, communautés, etc.), partageant le même logement, créant des coopératives de production ou de consommation. Ils ne pensent pas avoir raison, ou réponse à tout, mais ils déclarent : « Aspirer à construire et maintenir un monde juste en favorisant des relations plus chaleureuses entre les hommes et les femmes, en instaurant l'équité dans les relations au travail, en supprimant le sexisme et le racisme, en remettant en cause notre rapport quotidien à la société de consommation. » Les « KommunardInnen » de Niederkaufungen, de

Finkenburg près de Brême, de Buchhagen, de Feuerland, d'Olgashof, près de la mer Baltique, de Reinighof dans le Palatinat, les participants au projet sur l'habitat « Zorow » de Berlin, se sont associés pour cette tournée « Der Utopie dicht auf den Fersen ? Gemeinsam leben. Kollektiv arbeiten. Politisch handeln » (Aux trousses de l'Utopie ? Vivre, travailler, agir ensemble).

« Trafik »

trad. Martine-Lina Rieselfeld
Relations internationales FA

« L'éclatement de la vie sociale en multiples endroits prédéterminés et voués à une fonction exclusive fait le jeu de la hiérarchisation de plus en plus grande de l'appareil économique. La parcellisation de la vie perpétue une organisation sociale qui ne tient pas compte des individus. »



« Aspirer à construire et maintenir un monde juste en favorisant des relations plus chaleureuses entre les hommes et les femmes, en instaurant l'équité dans les relations au travail, en supprimant le sexisme et le racisme, en remettant en cause notre rapport quotidien à la société de consommation. »

Le principe de réalité

De KommunarInnen en comunidad: trois témoignages d'expériences alternatives où difficultés, doutes et échecs n'ont en rien entamé les convictions politiques des uns et l'attachement à vivre autrement des autres.

La Comunidad del Sur:

l'aspect relationnel.

« **N**OTRE expérimentation sociale trouve ses racines dans la Comunidad del Sur fondée en 1955 en Uruguay, à Montevideo et poursuivie en 1977 en Suède par des exilés uruguayens. J'y ai grandi et j'y vis depuis toujours. D'autres réfugiés d'Amérique latine, puis des Suédois nous ont rejoints. L'objectif poursuivi par la communauté vise à changer les relations traditionnelles – sexuelles, politiques, professionnelles et économiques – en proposant de nouvelles formes d'organisation libertaire et communautaire, alliant la théorie à la pratique. Loin de nous l'idée de faire admettre notre communauté comme modèle patenté ou dénué de toutes contradictions! Il s'agit plutôt d'une tentative permanente – largement caractérisée par ses échecs! – d'élaboration d'alternatives créatives. [...]

« Il est important de signaler que la participation à la commune relève de la décision personnelle, dans le sens d'un acte réfléchi et volontaire. Ce qui implique que d'autres paramètres comme les liens familiaux, les relations amicales ou sexuelles, ne peuvent en aucun cas se substituer à cette volonté individuelle et faire en sorte que quelqu'un devienne membre de facto de la commune. [...]

L'éducatif

« Nous appliquons le principe de la rotation des tâches dans la répartition des activités liées à la commune et nous essayons d'associer tout le monde aux processus de la production et de la typographie. Cela ne se passe pas de la même façon pour l'éducation. La rotation y est limitée car nous estimons que chacun est libre de transmettre ses valeurs, d'appliquer sa propre méthode éducative. Nous nous efforçons de laisser une amplitude assez large aux compagnes et compagnons impliqués. [...]

« Il n'y a pas de supériorité du travail intellectuel sur le travail manuel. Nous participons à toutes sortes de travaux, ce qui contribue à un renversement des valeurs, à une prise de conscience et ce qui permet aussi la polyvalence. Les activités ne relèvent pas plus d'un sexe que d'un autre. [...]

« En matière d'éducation, nous distinguons trois "parentés": la parenté biologique régie par les lois naturelles; la parenté psycholo-



La Comunidad del Sur en 1955.

gique, rassemblant autour de l'enfant un groupe de personnes influentes et responsables de lui. Ce groupe a une fonction culturelle. Il n'est plus lié exclusivement par la filiation biologique mais uni à l'enfant par toute une série de liens affectifs et/ou éducatifs; et enfin, la parenté culturelle qui intervient dans la vie courante, imprégnant ses relations des principes d'organisation de la commune, appliquant ces mêmes principes à la résolution des problèmes de la vie quotidienne. Elle est en outre chargée de la transmission de ces principes.

[...] « Notre expérimentation consiste à changer les relations parents/enfants en montrant qu'il existe d'autres formes de socialisation en dehors du schéma traditionnel de la famille et de la hiérarchie. Il est clair que notre groupe ne parviendra pas à lui seul à transformer les mentalités, bien que nous y travaillions sans relâche. Il est important de confronter des expériences, des événements historiques. Cette confrontation entraînera une modification en profondeur des comportements.

[...] « Nous sommes amenés à avoir des occupations diverses dans notre commune. Néanmoins, pendant ce temps, les enfants restent avec leurs parents biologiques et sont placés sous leur responsabilité.

[...] « La "maison des enfants" est la pierre angulaire du projet "écologique et social" que nous tentons de mettre sur pied depuis des années. Les enfants disposent de

« Toute tentative de briser les règles sociales qui régissent le quotidien actuel oscille entre l'échec et la réussite et ces tentatives ne se consolideront définitivement que lorsque des bouleversements auront eu lieu à l'échelle de la planète. »

leur lieu propre, ils y évoluent à leur guise, sous l'œil attentif de deux adultes, un homme et une femme. Ceci les aide dans leurs activités à raison de trente heures par semaine chacun, appliquant le principe de la rotation des tâches, tout comme les autres membres dans la commune. Cette règle favorise l'autonomie et plus de liberté dans les relations tant entre adultes et enfants ou adultes et adultes qu'entre enfants et enfants. C'est une manière efficace d'enrayer les crises d'autorité des parents sur leurs enfants, une façon dynamique d'unir les enfants contre l'arbitraire parental et de les encourager à gérer eux-mêmes leur propre local.

[...] « L'autre aspect intéressant et fondamental de ce projet social est d'avoir réussi à regrouper en un lieu géographique unique diverses fonctions: le logement, la maison des enfants, une partie des ateliers, un lieu de repos, d'approvisionnement. Nous voulons démontrer par là que l'éclatement de la vie sociale en de multiples endroits prédéterminés et voués à une fonction exclusive fait le jeu de la hiérarchisation de plus en plus grande de l'appareil économique, que la parcellisation de la vie perpétue une organisation sociale qui ne tient pas compte des individus.

[...] « La grossesse jouit d'un statut particulier dans la commune. On aménage le poste de travail, on réduit la durée du travail, on modifie l'alimentation. On compose une chanson à l'attention de l'enfant, chant que l'on reprendra en maintes occasions après la naissance. Ce chant célèbre le nouvel arrivant et son caractère unique. C'est aussi un lien entre les diverses parentés reconnues par la commune. La mère reste libre du choix de l'endroit où elle accouchera: chez elle, avec l'aide d'une sage-femme ou à la maternité.

[...] « Nous encourageons aussi les adolescents à être présents à un accouchement car c'est une

manière de démystifier le corps des femmes et de les amener à réfléchir sur une paternité ou une maternité ultérieure.

[...] « Toute tentative de briser les règles sociales qui régissent le quotidien actuel oscille entre l'échec et la réussite et ces tentatives ne se consolideront définitivement que lorsque des bouleversements auront eu lieu à l'échelle de la planète.

Difficultés et conflits

« Il convient d'aborder aussi les difficultés que nous avons rencontrées. Malgré les efforts déployés, nous avons constaté que nos enfants avaient compris très vite ce que cela signifiait d'être homme ou femme dans cette société (surtout dans le choix vestimentaire, les couleurs, les jouets, etc.). Ils connaissaient des jeux réputés "masculins" ou "féminins" mais guère plus que le commun des autres enfants. Dans un jeu de rôles auquel participèrent des enfants scolarisés, on ne nota aucune différence flagrante dans le choix des rôles entre garçons et filles.

« Cependant, malgré une participation active et complète des femmes aux règles définies dans notre communauté, il en ressort qu'elles tentent toujours de s'attribuer des rôles "dominants" et de reproduire une espèce de structure de pouvoir, dans laquelle elles seules exercent le pouvoir. Il n'existe dans notre communauté aucune structure coercitive – nous n'avons

pas recours au vote, ni à des sanctions économiques ou autres; cette situation débouche sur une série de conflits car elle entre en contradiction avec les revendications qui découlent des changements que nous souhaitons.

« Les hommes étaient d'accord pour renoncer à leur rôle traditionnel, mais, ce faisant, ils ont eu beaucoup de mal à endosser leur nouveau statut, et se sont retrouvés dans une situation ambiguë menant à la confusion et les paralysant. Les pièces de théâtre jouées dans l'"école des parents" expriment clairement cet état. À l'école des parents, ne participent pas que des parents de la commune, mais aussi des parents impliqués dans les activités de la maison des enfants.

« Bien sûr, les problèmes sont nombreux mais ce qui est décisif dans notre expérience, c'est d'essayer. Pour paraphraser Michel Foucault, nous dirions ceci: si le pouvoir n'est supportable que dans la mesure où il cache une partie importante de lui-même, alors toute tentative de démasquer ses mécanismes et de créer des situations dans lesquelles nous pouvons prendre en main notre vie est un pas de plus vers la liberté. »

Silvia Ribeiro

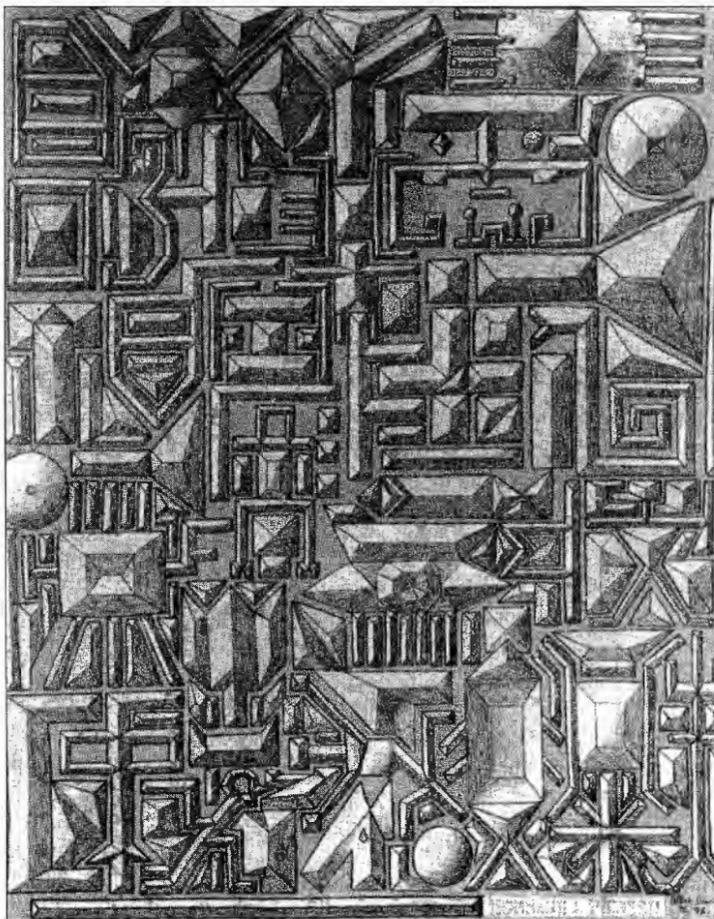
née en 1956,

membre de la Comunidad del Sur de Stockholm.

Congrès sur le féminisme,

« Anarchica » à Lyon,

du 30 octobre au 1^{er} novembre 1987



Albert Dupont, Hommage à Picasso, avril 1976.

Des structures autonomes

« **J**E VOUS parlerai ci-après d'expériences personnelles issues de la vie communautaire sans me référer à ce qui se passe dans telle ou telle communauté ou mouvement communautaire. Ce que certains tiendront pour essentiel ne sera pour moi que secondaire, voire paralysant, alors que ce qui a de l'importance à mes yeux sera senti comme folie douce et poussiéreuse d'un vieil architecte. Pour moi, il est avant tout indispensable de considérer la vie comme un tout. Cette notion touche à tous les domaines de la vie en communauté.

[...] « Mon expérience, mes observations de la société et de ses contradictions avaient forgé ma critique sociale et je voulais contribuer à construire un monde nouveau, empreint d'une éthique humaine, avec des rapports humains sur les lieux du travail, avec des relations humaines au plan social. Par humain, j'entendais : vivre selon les aspirations anarchistes quelles qu'elles soient. Il en fut de même pour certain(e)s de mes ami(e)s. Ce projet revêtait donc, dès le commencement, le caractère d'une expérimentation, quoique doublé d'une vocation missionnaire, car je voulais montrer autour de moi ce à quoi pourrait ressembler cette utopie qu'on nomme anarchie.

[...] « Il nous aura fallu pas moins de neuf années pour transformer le désordre du début en cette "Kommune" solide. Les autres "KommunardInnen" ont très certainement projeté des représentations de leur vie différentes des miennes ; en ce qui me concerne, je cherche toujours à créer un monde plus humain grâce aux idées anarchistes. Pour y parvenir, il faut se détacher des structures bourgeoises et créer un espace libre. Je vous raconterai à quelles difficultés nous nous sommes heurtés.

[...] « Des structures nouvelles ne sont possibles que dans des espaces nouveaux sur lesquels la mainmise de l'État et de la société recule. [...] Pour nous, l'histoire commença mal. Nous venions à peine d'étendre nos sacs de couchage à l'endroit le mieux protégé de la pluie dans la délicieuse ruine que nous avions déniché, et déjà on nous disait que ce terrain servirait aux manœuvres annuelles des troupes de l'OTAN. Que devions-nous faire ? Nous avons décidé de nous battre sur le terrain administratif, brandissant, à notre grande répugnance, notre titre de propriété. Ce titre nous fut d'ailleurs utile à maintes reprises pour protéger la communauté des assauts arbitraires de la municipalité voisine. Nous avons appris à vivre avec cette contradiction entre nos principes (refus de la propriété) et la réalité sociale (faire valoir ses droits).

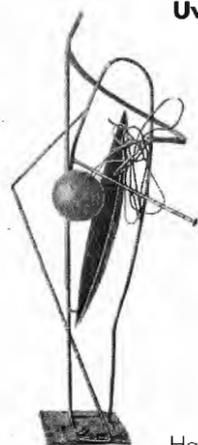
[...] « Nous voulions mettre en place des ateliers autogérés et pro-

duire collectivement les biens nécessaires à la vie de tous les jours. Nous avons ainsi créé une menuiserie, une boulangerie, un lieu de rencontre pour congrès et séminaires et mon petit bureau d'architecte. Les difficultés ont surgi avec la menuiserie : le premier marché obtenu, comment légaliser sa structure ? En outre le compagnon menuisier, titulaire du brevet de maîtrise, entendait se faire respecter en tant que tel, c'est-à-dire appliquer la hiérarchie professionnelle. Nous devions tenir un registre comptable, établir des bilans, des devis, faire valoir notre compétence, notre compétitivité, etc. Les services financiers nous sont tombés dessus. Une autre fois, à la suite d'une représentation théâtrale où un spectateur avait porté plainte, nous avons eu affaire à la police criminelle.

[...] « Ces quelques expériences m'ont fait comprendre qu'il nous était impossible de faire complètement abstraction de la réalité extérieure à la communauté. Je me demande d'ailleurs si on peut prendre la distance nécessaire par rapport à tout cela, tout en restant néanmoins optimiste car je me dis que dans certains domaines il est tout à fait possible de couper le cordon ombilical qui nous relie à cette forme de société. [...] On peut inverser la tendance, remplacer des structures existantes injustes par des formes anarchisantes : instaurer la propriété collective contre la propriété privée des moyens de production, de distribution ; mettre en place un système d'échange non fondé sur l'argent ; créer des fonds communs. Ailleurs, il faudra partir de zéro et inventer.

[...] « Vivre dans une structure alternative exige beaucoup d'efforts, de remise en cause, tant au niveau économique qu'au plan relationnel. Nous sommes constamment sous la férule de notre éducation, nous avons des projets différents mais nous y calquons, inconsciemment ou non, le monde d'où nous venons. Dans les discussions communes, toutes sortes de malaises apparaissent. C'est en abordant toutes ces contradictions que nous progressons car nous voulons avant tout vivre, et vivre bien dans cette structure. Créer un espace libre est un projet de longue haleine. J'ignore si j'aurai toujours la force de me remettre en cause. Je ne suis certain que d'une chose : j'aspire à une société libertaire. Nos petits-enfants diront peut-être un jour que ça valait le coup ! »

Uwe Kurzbein
né en 1942
architecte



Hans Hartung

À propos d'unanimité

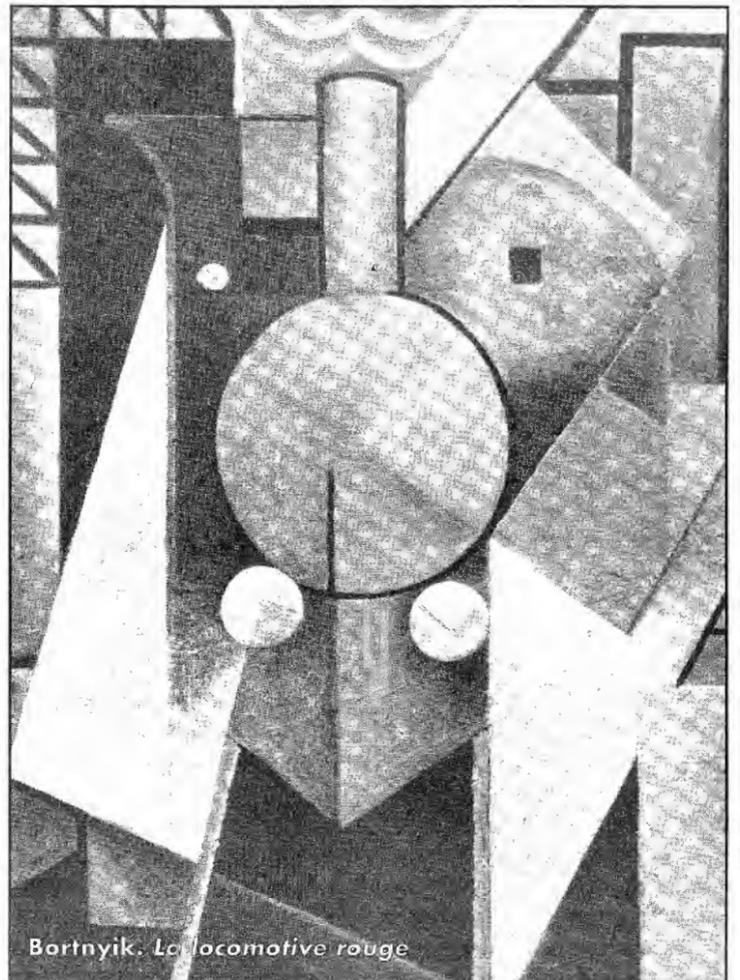
« **A**U DÉBUT des années 90, trente adultes et dix enfants vivent dans cette communauté près de Kassel (Allemagne) cherchant à mettre en pratique des principes anarchistes. "Nos décisions se prennent à l'unanimité, c'est-à-dire si l'un d'entre nous n'est pas d'accord, nous reprenons la discussion aussi longtemps que nécessaire". On se rencontre dans des séances plénières hebdomadaires. Au départ, le débat restait assez informel, seule une poignée y intervenait dans un climat chargé d'émotivité et pour des résultats peu probants. Si bien que cette séance finit par devenir une torture hebdomadaire, malgré les améliorations successives de tenue : ordre du jour, délai de réflexion d'une semaine entre la discussion et la prise de décision, tour de table. Mais tout cela ne donnait toujours pas satisfaction.

[...] « Alors nous avons décidé de créer des commissions qui font connaître les résultats de leurs travaux en séance plénière. Chacun reste libre d'exercer son droit de veto. Au bout de quelque temps, j'ai constaté différentes choses. Le principe d'unanimité ne revêt pas la même signification parmi les KommunardInnen. Pour les uns, le droit de veto marque une fin de non-recevoir après de multiples tentatives de conciliation, alors que pour certains il ouvre au contraire la voie à la discussion. D'autres encore se demandent comment s'opposer à ce principe. Et comment réagir face à deux opinions en contradiction flagrante ?

[...] « Qu'en est-il par ailleurs de ce droit d'opposition pour les nouveaux arrivants dans la Kommune ? Peut-on refuser par ce biais l'acceptation dans le groupe ? Suffit-il de dire non ? Des décisions sont prises en séance plénière auxquelles je ne me suis pas opposé mais avec lesquelles je suis en désaccord. Quelle est ma part de responsabilité dans ces décisions ? Quel rapport établir entre unanimité et responsabilité ?

[...] « Le principe d'unanimité paraît extrêmement conservateur et décourage beaucoup d'entre nous. Si bien que l'on finit par rejeter, avant même d'en avoir discuté, certains projets nouveaux. Bref, on ne débat plus.

Dans notre communauté l'unanimité est le plus petit dénominateur commun. Je suis heureux que certains thèmes ne soient pas abordés en séance plénière car l'expérience montre que le champ de manœuvres des individus est de plus en plus restreint. Je crois que nous sommes en proie à une peur morbide de voir quelqu'un se démarquer. "Chacun ferait ce qu'il voudrait", voilà ce qu'on peut entendre... Les tentatives nouvelles sont toujours vues d'un mauvais œil, peu importe qu'il s'agisse de



Bortnyik. La locomotive rouge

« Finalement, la prise de décision à l'unanimité s'apparente fort à une prise de décision à la majorité : dans la vie courante comment s'opposer si cette décision risque de vous mettre en péril ? »

une prise de décision à la majorité : dans la vie courante comment s'opposer si cette décision risque de vous mettre en péril ? "J'aimerais m'y opposer, mais je ne le fais pas, parce que je n'ose pas". Si une personne est sûre de son affaire, elle la défendra même face à vingt autres d'un avis différent.

[...] « Nous sommes tous très sollicités, beaucoup paraissent insatisfaits, il est difficile d'appliquer l'unanimité. La vie quotidienne, la gestion de la caisse commune, les revendications nous concernent tous mais – c'est une opinion tout à fait subjective – on a l'impression de ne rien maîtriser.

[...] « Nous voulions monter une Kommune de cent habitants. Difficile dans un tel contexte. Et, je vois venir le moment où nous devrons renoncer à des principes fondamentaux : l'unanimité, la caisse commune, le partage des tâches quotidiennes, etc. Comme d'autres communautés l'ont déjà fait.

[...] « Il n'en reste pas moins que l'apprentissage de la pratique de l'unanimité est profondément anarchiste. Quand nous serons en mesure, un jour, de prendre en compte la volonté individuelle dans toutes ses aspérités et ses profondeurs, quand nous saurons de mieux en mieux être à l'écoute de l'individu, alors tout cela s'apparentera un jour à la révolution. »

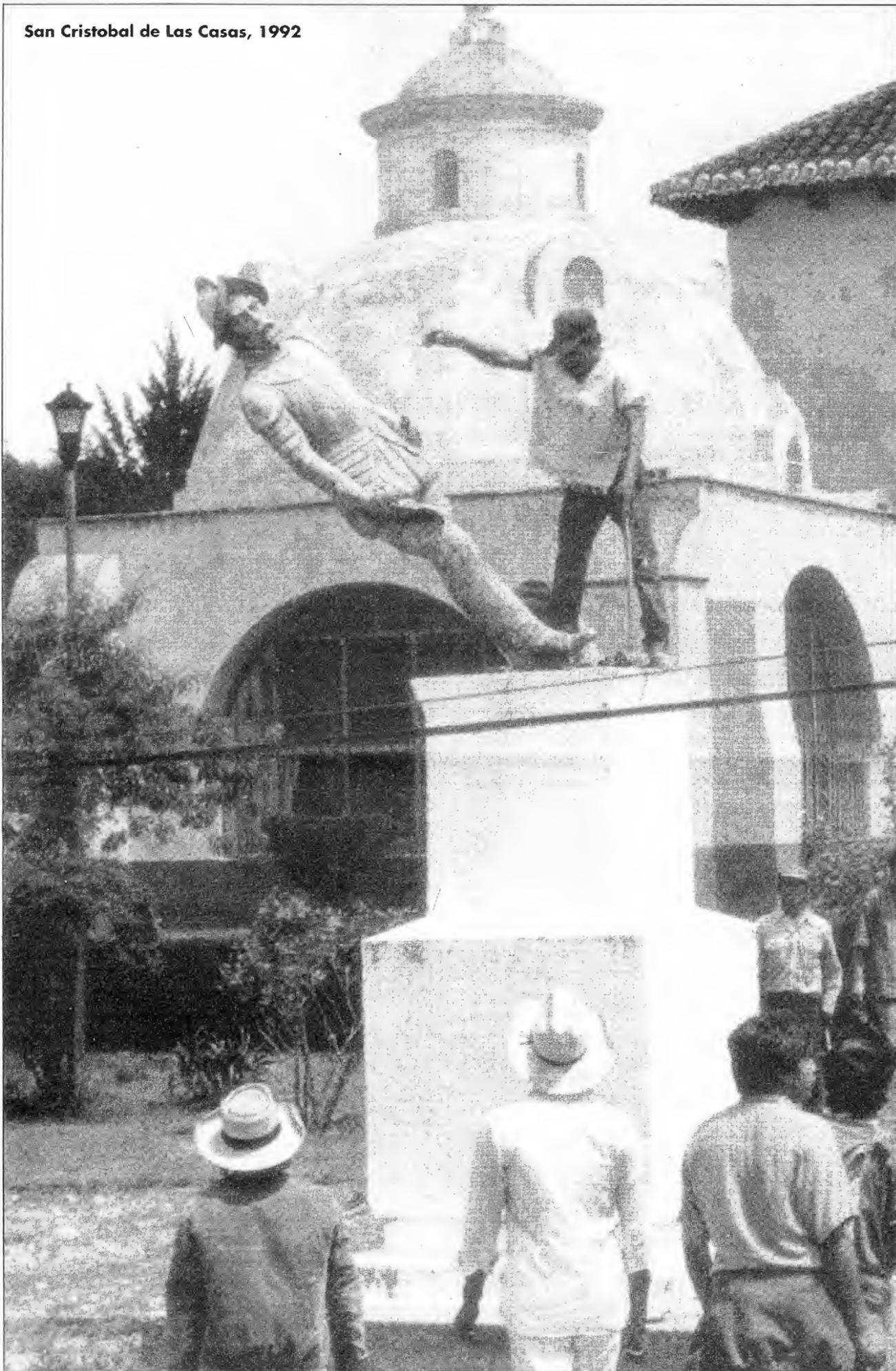
Burkhard Keimburg
Kommune de Niederkaufung

Ces textes sont extraits de la revue *Trafitk, Internationales Journal zur libertären Kultur und Politik*, 2^e semestre 1989.
Trad. Martine-Lina Rieselfeld
des Relations internationales FA

Un mundo donde quepan muchos mundos*

Luttes indiennes: diversité et unité

San Cristobal de Las Casas, 1992



En déboulonnant le conquistador, les Indiens retrouvent les chemins de la révolution mexicaine. Magoniste à Oaxaca, zapatiste au Chiapas, le mouvement indigène affirme sa vitalité en s'appuyant sur sa pratique sociale et son expérience communautaire, loin des classifications idéologiques. Par la parole ou l'écrit, témoignages, réflexions et critiques invitent à nous interroger sur nos luttes et sur les rencontres à créer. Pour que le mouvement social s'émancipe, se reconnaisse dans ses expressions diverses sur toute la planète sans perdre ses racines.

* Un monde qui contienne de nombreux mondes.

Le mouvement magoniste à Oaxaca



Ricardo Flores Magón, précurseur de la révolution mexicaine et militant anarchiste, est le fondateur de *Regeneración*, qui deviendra le journal de la Fédération anarchiste mexicaine. En 1910, il joue un rôle essentiel dans la lutte contre la dictature de Porfirio Díaz. Le slogan magoniste « Terre et Liberté » est repris par les paysans insurgés et par Emiliano Zapata. Aujourd'hui encore, au Mexique, dans la région d'Oaxaca, un mouvement social se réclame de Flores Magón. *Le Monde libertaire* et *Tribuna latino-américana*, de *Radio libertaire*, ont rencontré à Paris, en mai, Raúl Gatica, membre du Consejo indígena popular de Oaxaca Ricardo Flores Magón (CIPO-RFM). Entretien.

Quelle est l'origine du Conseil indigène populaire d'Oaxaca ?

Raúl Gatica : Les idées, les écrits, la pensée de Ricardo Flores Magón orientent nos actes, nos luttes. Il fut un précurseur de la révolution mexicaine, mais, pour nous, son combat est toujours vivant, et demeure une proposition d'organisation sociale pour les luttes d'aujourd'hui. Nous mettons l'accent sur la renonciation au pouvoir. Il suffit de se remémorer la droiture éthique et philosophique de Flores Magón pendant toute sa vie (qui sera assassiné en prison, aux États-Unis, en 1922) ! La proposition magoniste est la libre association des peuples dans le respect de la différence, de la diversité. C'est ce que nous défendons et pratiquons depuis des années. Les idées de Flores Magón contiennent avec beaucoup d'intelligence la spécificité indigène. Lui-même était indien et avait donc du respect pour tous les peuples du monde.

Comment fonctionne le CIPO ?

Notre organisation est fondée sur les communautés indigènes, où paysans et artisans luttent pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Tout le monde est impliqué : hommes, femmes et enfants. Nous sommes pour la libre association, pour la reconstitution de nos peuples. Notre organisation est composée de conseils de base qui prennent leurs décisions en assemblée. Nous n'avons ni dirigeants ni permanents, seulement des camarades désignés pour des travaux concrets, des tâches de l'organisation, mais qui n'ont aucun pouvoir sur elle. Ils sont chargés d'accomplir les décisions des assemblées.

À côté de groupes autoritaires, de mouvements animés par le courant marxiste, quel espace s'ouvre dans le mouvement social mexicain pour le courant magoniste ?

Nous ne nous déclarons pas anarchistes, plutôt magonistes, indiens libertaires ! Nous luttons contre la propriété privée, contre l'État, contre toute forme de domination. Nous sommes pour le travail collectif et l'entraide. Nous ne nous réclamons pas de l'anarchisme, car nous ne nous posons pas la question d'une désignation idéologique, mais nous nous définissons dans une pratique libertaire. Nous avons, en tant qu'indigènes, depuis des siècles, une pratique

« Il y a beaucoup d'autonomies, avec des conceptions différentes ! Et les autonomies se construisent dans des espaces concrets, des réalités quotidiennes spécifiques. »

communautaire : l'action directe, l'entraide, la démocratie directe, tous ces concepts idéologiques, nous les connaissons depuis longtemps. Ils sont, pour nous, le fruit d'une pratique. Quand nous avons connu et lu la pensée de Flores Magón, l'identification a été complète. Nous avons fait diverses expériences, différentes démarches, qui nécessitaient d'autres formes d'organisation... C'est pourquoi nous avons construit notre propre chemin. Maintenant, nous rencontrons beaucoup de gens qui nous affirment que ce chemin est libertaire... En tout cas, c'est le nôtre ! Avec

d'autres organisations, nous avons connu nombre de problèmes. Pour beaucoup, il est difficile d'admettre que la communauté indigène d'Oaxaca n'a aucun dirigeant avec qui dialoguer ; que tout se règle en commissions ! Et, de fait, les réponses tardent longtemps, car les propositions doivent être formulées dans les conseils de base. Nous avons pu bâtir notre organisation, car nous avons respecté nos règles communautaires. Nous n'avons pas perdu de temps à discuter avec d'autres organisations, que nous respectons : nous avons créé la nôtre. Avec les autres formes de lutte et d'organisation, nous tâchons de coordonner des pratiques, concrètement.

Quel sens donnez-vous à l'autonomie ? Est-ce le même qu'au Chiapas ? Y a-t-il des communes autonomes à Oaxaca ?

Lorsque nous parlons d'autonomie, il s'agit d'autonomies, au pluriel. Il n'y a pas de problème avec nos frères chiapanèques, mais plutôt avec ceux qui étudient le phénomène chiapanèque et parlent d'« autonomie du Chiapas ». C'est quoi, l'« autonomie du Chiapas » ? Il y a beaucoup d'autonomies, avec des conceptions différentes ! Et les autonomies se construisent dans des espaces concrets, des réalités quotidiennes, spécifiques. Oui, nous avons des commu-

nautés autonomes, possédant chacune leur conception de l'autonomie, avec des processus de fonctionnement et des niveaux d'autogestion distincts (comme à Yabiche, à San Isidro Reforma ou à Plan de Zaragoza...). Nous travaillons en ce sens.

Oaxaca est l'un des États mexicains au taux d'analphabétisme le plus élevé. Avez-vous entrepris un travail sur l'éducation ? Lequel et comment ?

Le processus éducatif est compliqué. Tout d'abord parce qu'il possède divers paramètres, et des espaces spécifiques. Le premier espace est la communauté, le deuxième est institutionnel et enfin le troisième est le champ politique. Nous essayons d'intervenir dans l'institutionnel : des compagnons professeurs se sont intégrés comme enseignants et tentent d'agir, dans leur cadre institutionnel, sur la modification concrète des plans et du programme d'études. Ils essaient d'intervenir sur l'éducation dans la communauté où ils travaillent, notamment au niveau des enfants. Au plan politique, nous travaillons sur le processus éducatif avec les femmes, qui subissent le plus grand taux d'analphabétisme. Nous n'avons pas élaboré de programme concret, car cela requiert un financement. Nous avons les idées, nous savons comment les réaliser, mais nous n'en avons pas encore les moyens. Enfin, pour ce qui concerne les communautés elles-mêmes, un groupe de camarades élaborent ensemble une proposition éducative pour la communauté, qui n'est pas encore entièrement développée. C'est un centre d'études constitué de compa-

gnons chercheurs en éducation. Il serait intéressant, pour celles et ceux qui travaillent en France sur l'éducation, de se mettre en relation avec eux!

La SEP (l'Education nationale) vous aide-t-elle?

Si nous passons par la SEP, cela ne fonctionnera pas. Les fonctionnaires affirmeront simplement: « Oh, quelle belle proposition! Très intéressante. » Et, il ne se passera rien. Non, notre projet est très simple: nous avons notre proposition, avec les compagnons enseignants, nous travaillons notre programme. Ça se fera! C'est cela l'autonomie pour nous, une pratique.

Donc vous refusez tout ce qui vient du gouvernement? Les programmes d'aide comme Procampo?

Non, nous ne refusons que certains programmes. Et pour d'autres, nous faisons en sorte qu'ils fonctionnent bien, mais sans le gouvernement. Procampo, Procedes, par exemple, sont des programmes que nous refusons complètement. Procedes, parce qu'il a comme fonction de privatiser la propriété communale. Par conséquent, non seulement il ne passe dans aucune de nos communautés mais en plus nous chassons ses promoteurs, pacifiquement. Ils ne reviennent pas, car ils ont peur d'être tondus ou dévêtus! Nous préférons donner une autre orientation aux programmes gouvernementaux. C'est le cas, par exemple, des programmes de Sedesol, qui concernent l'emploi. L'État ne les supervise jamais. On nous annonce: « Avec ces programmes d'emploi nous enseignons la fabrication des chaises, des tables, des fertilisants. » Nous répondons: « Parfait, nous allons apprendre à faire des chaises, cela nous intéresse. Mais sous deux conditions: nous choisissons nous-mêmes l'instructeur et le programme. » Et cela, ils ne l'acceptent jamais.

Donc nous créons une série de mobilisations pour les obliger à accepter. L'instructeur, qui est un compagnon, nous enseigne alors en effet la fabrication des chaises, mais aussi, les processus de résistance et de lutte. À travers certains thèmes du programme de Sedesol abordés, il nous apprend comment sauvegarder les forêts, utiliser le bois, ou conserver la biodiversité. Nous nous approprions donc ce programme tout en réutilisant ses contenus. C'est une des formes de construction de l'autonomie. L'autonomie, pour nous, n'a pas une conception creuse, ce n'est pas un concept uniforme. Elle prend diverses formes d'application, différentes nuances, qui ont à voir avec le développement de l'organisation dans la communauté, tout ce qui est en rapport avec la force que nous représentons dans chaque communauté. Nous ne possédons pas la même force à l'intérieur de chaque communauté: nous avons parfois une majorité absolue, ailleurs les forces sont équilibrées, alors que nous pouvons être en minorité autre part. Il nous faut donc nous montrer suffisamment créatifs pour développer un processus autonome de construction autogestionnaire, avec ses particularités.

Quels sont vos contacts avec les autres organisations? Quelles sont vos relations avec les zapatistes?

Nous sommes une organisation non violente, pacifique. Mais nous respectons les formes de lutte employées par d'autres organisations et, en particulier, celles de nos frères zapatistes, qui nous ont ouvert le chemin pour la défense et la dignité indigènes. Jusqu'à présent, nous avons orienté l'essentiel de notre lutte vers les autonomies concrètes et quotidiennes, sans lien avec d'autres projets nationaux, car, ne possédant aucune structure nationale, nous ne pensons pas en ces termes. Actuellement, la



« Le programme gouvernemental "Procedes" a comme fonction principale la privatisation de la propriété communale. Non seulement le programme ne passe dans aucune de nos communautés mais en plus nous chassons les promoteurs, pacifiquement. Ils ne reviennent pas, car ils ont peur de repartir tondus ou dévêtus! »

priorité est axée sur la coordination des efforts avec les autres organisations sociales indigènes. Principalement, celles qui se sont associées dans le Congrès national indigène.

Quelles sont les organisations qui en font partie?

Le Congrès national indigène est une maison très grande, où tout le monde est représenté. Nous discutons, nous analysons et nous parvenons à des accords. Des décisions sont prises et appliquées plus tard dans les régions.

Y a-t-il un programme défini?

En réalité, ce sont les accords eux-mêmes qui tiennent lieu de programme. Il y a plusieurs façons d'aborder la lutte et d'appliquer ces accords, c'est pourquoi, le respect demeure mutuel sur la ligne d'action, lorsqu'il y a désaccord.

Une coordination de solidarité internationale libertaire (née en Espagne) vous a invités en France. Quelles perspectives vous ouvre-t-elle?

Aujourd'hui, nous découvrons l'aspect international d'un réseau. L'espace international que nous ouvre le réseau libertaire est important, car il nous permet de nous rapprocher et de diffuser nos idées. Il faut redire que, au CIPO, nous nous sommes principalement consacrés à la lutte communautaire, celle de nos peuples, qu'il fallait bâtir là-bas, à ce moment-là. Et, de fait, nous avons omis la perspective internationale. Mais, lorsque nous avons découvert que différentes organisations avaient envoyé des subventions pour le Conseil indigène et que nous n'avions reçu aucun argent, nous nous sommes fait connaître sur la scène internationale. Nous avons entamé des recherches. Il en a résulté que plusieurs personnes, qui n'avaient jamais appartenu au conseil du CIPO, s'étaient présentées en Europe pour recevoir des financements au nom de l'organisation. Nous nous sommes donc vus obligés de parler nous-mêmes pour nous-mêmes. En nous limitant à nos territoires, nous nous sommes rendu compte que c'était mis à profit par d'autres, qui parlaient en notre nom. Nous avons donc décidé de nous ouvrir à l'espace international, mais nous-mêmes, et en tant qu'indigènes. On entend beaucoup parler du Chiapas, souvent par ceux qui ne possèdent pas de mouvement qui leur soit propre. Ils parlent d'une lutte qu'ils ont « empruntée ». Beaucoup écrivent ceci et cela, participent à des conférences et des discussions sur le Chiapas, mais ils sont incapables de débattre de leur propre mou-

vement, car ils n'en ont pas! Nous n'« empruntons » rien: nous parlons de notre mouvement, celui des communautés magonistes; de notre lutte, avec ses erreurs, ses failles, ses maladroites, ou ses limites... Tout ce qui fait notre mouvement. Mais c'est avec lui que nous triompherons, car nous n'en avons pas d'autre.

Quels sont les principaux objectifs de ta visite en Europe?

D'abord, dire que le gouvernement de Fox n'a rien changé pour les populations indigènes et paysannes. Ensuite, dénoncer les violations des droits de l'homme envers les populations indigènes et particulièrement envers notre organisation. Troisièmement, inviter les militants européens à nous rencontrer au Mexique pour comprendre nos luttes, aider à leur réalisation et, par leur présence, freiner les violences quotidiennes qui nous sont infligées par les paramilitaires comme par la police du gouvernement. Nous proposons de créer des groupes d'entraide et d'information, pour nous aider dans nos réalisations magonistes. À cet effet, nous voudrions présenter plusieurs projets à caractère social qui nécessitent des aides financières: un projet de radio communautaire, d'une part, et de réalisation de vidéos, d'autre part; la création d'un centre pour les femmes et les enfants, d'un autre centre pour la formation des jeunes aux tâches organisationnelles. Enfin, le dernier objectif est d'établir des réseaux de distribution pour nos productions: café, textile, huile de palme... Créer des réseaux d'appui, de relations permanentes en France, est le plus important, pour pouvoir organiser des activités diverses, pour aider aussi notre mouvement au Mexique par la réalisation de ses projets économiques.

Sur ces projets, as-tu des informations précises que tu pourrais envoyer à des groupes, à des syndicats?

La description détaillée des projets est disponible sur papier ou support informatique. Pour nous joindre :

CIPO, calle Emilio Carranza, 210
Santa Lucia del Camino. Oaxaca. Mexique
par mail: ciporf@ yahoo.com.mx
ou organisation des femmes
mujercipo@hotmail.com



À lire

Le peuple mexicain porte encore en lui la mémoire indéfectible de la période révolutionnaire, malgré sa récupération institutionnelle par l'État et le PRI. Les fantasmes populaires ont souvent trait au retour vengeur de leurs champions, Zapata, les frères Magón, Pancho Villa. Aussi, convient-il de signaler l'excellente revue *Itinéraire* qui a publié, voilà bientôt dix ans, un numéro entièrement consacré à Ricardo Flores Magón. Elle nous offre, en plus de sa biographie, une large présentation du problème paysan et des conditions de vie au Mexique. Elle met en évidence le mouvement anarchiste aux origines de la révolution, et ses différents protagonistes. Une lecture passionnante et instructive donc !



Zarabia, Magón, Niviera, Villarreal

Mais pour celles et ceux qui apprécient les polars en ambiance insurrectionnelle (et répressive !), n'oubliez pas *Ombre de l'ombre de l'inévitable Paco Ignacio Taibo II*. Veracruz, les parties de dominos, l'amitié, la tequila, l'humour et la révolution ridiculisent le pouvoir et ses VRP yankees. Bref, des bouquins qui donnent la pêche en musclant les neurones.

Tsinahpah

Ricardo Flores Magón, *Itinéraire, Une vie, une pensée*. 100 pages, numéro 9-10, 1^{er} semestre 1992, 9,15 euros. Ce numéro est toujours en vente et disponible à la librairie Publico.

Ombre de l'ombre, Paco Ignacio Taibo II, éditions Rivages, coll. Noir, 7,93 euros

L'expérience zapatiste du soulèvement des montagnes

EN CETTE ÉPOQUE inquiète qui ne cherche qu'à se rassurer, où dominent cynisme, confusion et certitudes simplistes, il est peu vraisemblable et vite nié que l'invention d'un monde nouveau puisse venir de la nuit des temps opprimés. Il faut d'autant plus saluer la publication d'un essai vif et aventureux sur les zapatistes du Chiapas, rebelles apparus au crépuscule du XX^e siècle. L'expérience, la conscience et l'élaboration d'une lutte d'émancipation indienne et paysanne étant classées d'avance et assimilées par les spécialistes et tenants divers de l'ordre social et du savoir établi aux idéologies et stratégies déjà connues.

Parmi ces classificateurs, on peut citer les auteurs d'une aigre brochure¹ antizapatiste (parue en 1995 et remaniée un an plus tard) : bardés de leur science marxiste et de leurs certitudes révolutionnaires, ils n'ont pas pris la peine de rencontrer celles et ceux qu'ils jugeaient comme de pauvres enfants manipulés par un groupe maoïste. Ces savants prolétariens ont été rejoints par le très néolibéral ex-correspondant du *Monde* au Mexique, dans un livre² dont les « informations » reposaient



essentiellement sur un montage des services secrets mexicains pour préparer le terrain médiatique à une opération militaire contre les insurgés qui a échoué en février 1995.

La réflexion de l'historien (médiéviste) Jérôme Baschet, qui vit et enseigne à San Cristobal de las Casas (Chiapas) depuis quatre ans, va réellement « au-delà des passe-montagnes du Sud-Est mexicain » par un tout autre chemin. *L'Étincelle zapatiste*³ est un essai, au style limpide et exempt de pesanteurs idéologiques, qui donne un sens concret et dynamique aux mots clés du mouvement indien zapatiste : l'autonomie, la dignité, la communauté et l'humanité. L'insurrection de 1994 dans les montagnes du Chiapas et l'organisation paysanne et rebelle qui se met en place depuis ont suscité de nombreux livres, quelques-uns écrits ou traduits en français, c'est cependant la première fois que la pensée collective de ce mouvement social indigène (et non indigéniste) est analysée dialectiquement et mise en perspective avec les stratégies révolutionnaires qui l'ont précédée. S'agissant d'un « processus constant de transformation », la tâche n'était pas aisée. Après avoir rappelé que le « zapatisme » ne se veut pas une idéologie, qu'il « n'existe pas », qu'il se contente de servir, comme servent les ponts, pour traverser d'un côté à l'autre », l'auteur y fait valoir « une critique en acte des révolutions passées », « dépassement du modèle politico-militaire guévariste au profit d'une articulation nouvelle de tous les moyens visant à la transformation sociale ». La création des communes autonomes « établit en toute évidence que les zapatistes sont soucieux de

construire de nouvelles structures de pouvoir politique ». « Il s'agit pour eux de construire ce nouveau pouvoir par en bas. » « Ils déplacent la question du contrôle de l'État vers celle de l'organisation de la société. » La critique du centralisme rejoint celle de l'avant-gardisme et conduit l'armée zapatiste (EZLN) à « privilégier la logique du mouvement social sur celle de l'organisation ». Jérôme Baschet, qui s'appuie entre autres sur l'œuvre de Karl Korsch⁴, montre cependant que leur critique du marxisme reste « inaboutie » et que « le visage propre du zapatisme ne pourra se construire que sur la base d'un travail explicite permettant une réappropriation critique, sélective et réfléchie du marxisme ».

La deuxième partie de l'étude porte sur « la lutte pour l'humanité et contre le néolibéralisme », sur le lien indissociable entre les deux combats. L'auteur y approfondit l'idée de dignité, une des fondations de cette rébellion, tout comme il y met en correspondance poésie et révolution. L'historien que reste Jérôme Baschet consacre la troisième partie du livre à « la révolte de la mémoire », à la relation essentielle

et subtile des zapatistes avec le passé comme avec le futur, en articulant « la jonction des deux éléments : regarder vers l'arrière et marcher vers l'avant ». Le quatrième et dernier acte de cette analyse est consacré à la question de l'autonomie, « Vers une nouvelle conception de la spatialité? », et donne lieu à une passionnante réflexion sur « individu, communauté et universalisme », sur « la perspective zapatiste », où, à travers l'expression de « communauté planétaire », le *comandante* David (Tzotzil des hautes terres du Chiapas) rejoint les philosophes Adorno et Horkheimer dans la recherche d'une conciliation « entre le particulier et l'universel, entre la force de l'expérience locale et le souci d'une humanité en quête de son accomplissement ».

Depuis 1967 et le *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*⁵, il ne nous avait pas été donné la chance de lire un essai où l'intelligence d'une réflexion sur le sujet révolutionnaire s'accorde aussi bien avec la sensibilité rebelle vécue aujourd'hui sur la planète entière, les mots qui sont ses outils et ses armes, et les rêves comme les interrogations qui l'accompagnent.

Bélic

1. Deneuve, Geoffroy et Reeve, *Au-delà des passe-montagnes du Sud-Est mexicain*, Ab irato, 1996, BP 328, 75525 Paris cedex 11.

2. De la Grange et Rico, *Sous-commandant Marcos. La géniale imposture*, Plon, 1998.

3. *L'Étincelle zapatiste. Insurrection paysanne et résistance planétaire*, (286 pages, 19 euros), Denoël, collection « Essais », 2002.

4. *Marxisme et philosophie*, éditions de Minuit.

5. Vaneigem, Gallimard, réédité en Folio, 1992.

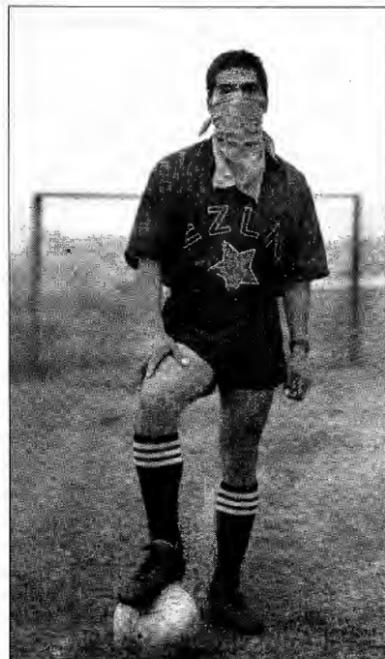


Par les sentiers de la création et de la rébellion

UN VOYAGEUR mexicain qui apercevrait, sur les murs du métro parisien, le visage d'une jeune femme indienne à moitié masqué par un *paliacate*, signe de reconnaissance des rebelles zapatistes, n'en croirait pas ses yeux. Et pourtant il s'agit bien d'une affiche annonçant l'exposition « Indiens : Chiapas, Mexico, Californie » à La Villette. Le projet de l'exposition remonte à plusieurs années, mais il a trouvé son fil conducteur, sa cohérence, dans le mouvement même de ces peuples : la marche de la dignité indienne de février-mars 2001, à travers douze États mexicains et jusqu'à la monstrueuse ville mangeuse d'hommes, Mexico. Mais l'ogresse n'a pas dévoré les zapatistes, qui sont repartis dans les hautes terres du Chiapas et la forêt Lacandone après avoir marqué pour longtemps la mémoire des exploités, indiens ou métis.

Invitation au voyage

L'espoir qui grandissait au fur et à mesure de leurs pas a été stoppé par la manœuvre de législateurs cyniques et racistes (voir *le Monde libertaire* n° 1256, 1^{er} au 7 novembre 2001), mais le silence des rebelles agit comme une brume protectrice et l'inquiétude est dans le camp des puissants. Les communautés indiennes savent, elles, à quoi s'en tenir et comptent sur leurs propres forces, sur l'organisation de l'autonomie par elles-mêmes. Les traces de la marche « de la couleur de la terre » sont mainte-



nant visibles à La Villette, où l'exposition suit une partie du chemin des insurgés venus porter la parole indienne à la plus haute tribune du pays. Elle commence au Chiapas, avec nombre de documents photographiques, avec des peintures murales comme la reproduction de la fresque de Taniperla, peinte pour l'inauguration de la commune autonome Ricardo Flores Magon et détruite par l'armée fédérale, ou celle d'Oventic, le deuxième des cinq Aguascalientes (centres de rencontres construits par les zapatistes).

« La montagne nous a dit de prendre les armes pour avoir une voix, de nous couvrir la face pour avoir un visage, d'oublier notre nom pour être nommés, de garder notre passé pour avoir un avenir. » L'exposition permet d'entendre ces voix, ici celle d'Ana Maria, insurgée tzotzile des hautes terres, de voir ces visages.

Avec Oaxaca, deuxième étape du voyage, l'œuvre de Francisco Toledo, peintre zapotèque de Juchitan, retrouve sa source et ouvre la voie à d'autres aventures créatrices comme celle de la belle Natividad Amador, qui mêle les techniques indiennes de broderie à son imaginaire subvertissant la tradition. Des documents vidéo permettent de faire des pauses dans ce parcours labyrinthique qui continue par le Guerrero, terre brûlante et peuples frondeurs. Les peintres sur papier *amate* y ont utilisé leur art comme une arme dans la lutte contre le projet de construction d'un barrage qui devait engloutir leurs terres et leurs communautés : dix ans de résistance qui ont eu raison du pouvoir. De la peinture, l'artiste nahua Nicolas de Jesus est passé à la gravure sur *amate* et l'on peut voir certaines de ses œuvres à La Villette. De ses années d'immigrant sans papiers à Chicago, il a rapporté des visions où les squelettes peuplent le métro et les rues américaines, dénonçant le « comierdalisme ». L'exposition serpente encore à travers Mexico, « la vallée où vit le pouvoir », avant de franchir, clandestinement, la frontière vers « Oaxacalifornia », où un mouvement indien transnational est en train de naître.

B.

Parc de La Villette
pavillon Paul-Delouvrier
M^o Porte-de-Pantin.
Du mercredi au dimanche.
Entrée gratuite.
Jusqu'au 17 novembre 2002

Commentaires sur la domination patriarcale



LE TEXTE qui suit est un article paru dans *Rupture*, la revue théorique de la Nefac (Fédération anarchiste communiste du Nord-Est), organisation qui regroupe des anarchistes communistes du Québec, de l'est du Canada et des États-Unis. Cette



structure est née il y a quelques années dans une volonté d'organisation et de développement du mouvement anarchiste, sur une base prolétarienne et anti-patriarcale, sur le continent nord-américain. Elle est à ce jour la seule organisation spécifique anarchiste de la région, à part des organisations anarchosyndicalistes et des organisations en construction. Il me semble que l'analyse développée par Michel Nestor s'applique tout à fait, de notre côté de l'Atlantique, à quelques rares nuances insignifiantes, tant le système patriarcal – et les rapports de domination qu'il induit – se retrouve au travers des frontières, selon des formes proches malgré les quelques différences.

Ce texte peut contribuer à alimenter le débat en France, par sa clarté, et parce qu'il aborde une question essentielle pour nous anarchistes : celle d'un système et de rapports de domination, qui traversent l'ensemble de la société et qui la structurent, l'organisent au même titre que le capitalisme, l'État, la religion, etc., qui façonnent cette société d'oppression qui est la nôtre.

Elle nous conduit à l'analyse de phénomènes sociaux, de rapports de domination au niveau économique, social et individuel, dont nous pouvons en tant qu'hommes être acteur par notre conditionnement social patriarcal, comme elle renvoie au caractère patriarcal autant que capitaliste des rapports sociaux.

C'est un enjeu pour les anarchistes de comprendre cette problématique, afin de structurer leur intervention sociale et afin d'essayer d'éviter de reproduire les rapports de pouvoir que nous dénonçons, ce qui évince bon nombre de femmes de nos combats. C'est à ce prix que nous pourrions développer efficacement nos luttes sociales et avancer vers la société libertaire en donnant une réalité au projet révolutionnaire anarchiste.

Sam
groupe Durruti, Lyon

PAR LES TEMPS qui courent, la lutte contre le patriarcat n'est pas très « populaire » parmi les révolutionnaires. Très peu de groupes, de coalitions ou de collectifs en font un aspect prioritaire de leur combat contre la domination. Bien sûr, on retrouve quelques phrases dans toute bonne plateforme politique pour rappeler brièvement en quoi telle ou telle organisation s'oppose au système patriarcal. Un ou deux paragraphes dans une longue liste d'épicerie : voilà souvent la seule référence à cette « question femme », comme si le patriarcat ne concernait qu'elles seules ! Pourtant, en étudiant un tant soit peu cette question, on se rend compte qu'elle touche chacun(e)s d'entre nous de façon directe. En effet, notre vie de tous les jours, notre propre identité et les gestes que nous posons dans nos rapports avec les autres se trouvent conditionnés par des relations de pouvoir et l'attribution de rôles sociaux intrinsèquement liés à l'idéologie patriarcale, laquelle se retrouve institutionnalisée par divers instruments de contrôle et de répression à l'intérieur d'un vaste système de domination. La réflexion que je me propose de

mener est somme toute assez modeste. Elle vise à explorer deux concepts, l'oppression et l'aliénation, en les situant dans une perspective antipatriarcale et libertaire. En les cernant un peu mieux, nous pourrions arriver à comprendre comment l'idéologie patriarcale aliène tant les hommes que les femmes, tandis que le système patriarcal opprime essentiellement les femmes (tout particulièrement celles provenant des milieux populaires) ainsi que certains hommes (victimes de l'homophobie).

Un égalitarisme de façade

D'un point de vue strictement légal, la situation des citoyennes canadiennes¹ a grandement évolué depuis la fin des années 1960. Plusieurs avancées importantes, parmi lesquelles on retrouve bien sûr les allocations familiales, le droit à l'avortement et les congés de maternité, ont été obtenus de haute lutte. À l'université, dans les médias de masse tout comme dans les autres lieux de production et de reproduction du pouvoir, on entend couramment que l'égalité des chances entre les hommes et les

femmes est maintenant chose faite, le tout sur un air de rectitude politique et de mesures d'insertion à l'emploi. Un certain discours féministe s'inscrit dans cette tendance en faisant presque exclusivement la promotion de l'accès des femmes aux plus hauts postes de direction dans le monde de la communication, des affaires et de la politique, derniers remparts de la domination masculine institutionnalisée dans notre société. Le reste (violence conjugale, harcèlement sexuel, etc.) est bien sûr regrettable, mais il y a des lois contre ça, qu'il faut faire appliquer, un point c'est tout.

Pouvons-nous réellement parler de libération des femmes (et de libération tout court !) lorsque des députées promulguent des lois permettant à des femmes d'affaires de mieux exploiter leurs travailleuses et de réprimer les revendications populaires avec l'appui des policières œuvrant dans la brigade anti-émeute ? La lutte antipatriarcale ne se résume donc pas à un

égalitarisme de façade, libéral et bourgeois, mais à une réelle remise en cause de l'ensemble des rapports de pouvoir dans notre société qui permettent l'exploitation des femmes, mais également celles des hommes (capitalisme, salariat, racisme, sexisme, homophobie, etc.). Car, comme le souligne Micheline de Sève, « la division sexuelle patriarcale est le modèle premier d'une série de distinctions de rang, d'âge, de race, de culture, de classe, de nation, etc., où toute différence est traitée comme une source d'inégalité. Le système patriarcal ne répartit pas seulement les femmes dans des positions

subalternes mais hiérarchise également les hommes entre eux, les séparant en jeunes ou vieux, robustes ou faibles, père ou fils, aînés ou cadets, parents ou étrangers, patrons ou employés, amis ou ennemis. Ce système a produit une série de hiérarchisations de plus en plus complexes, à mesure que se développait et se raffinait la distinction première entre les individus de l'un et l'autre sexe »². Le caractère libertaire de la lutte contre le patriarcat s'exprime par le refus de créer ou de maintenir des structures de domination hiérarchique (comme l'État) et de construire un monde débarrassé de l'oppression sous toutes ses formes³.

Une oppression millénaire

L'oppression patriarcale est avant tout un rapport de domination des hommes sur les femmes qui se manifeste aussi bien dans la sphère publique (le monde du travail) que dans la sphère privée (le couple et la famille). Une analyse sommaire des rapports de pouvoir dans notre société nous permet d'observer que ce type de subordination perdure malgré l'adoption



de lois condamnant certaines de ses manifestations les plus flagrantes. Tous les jours, des femmes sont aux prises avec des situations où elles sont marginalisées, discriminées, violentées et parfois même tuées par des hommes en tant que femmes pour diverses raisons. Depuis 1989, l'année de la tuerie à l'École polytechnique de Montréal, des centaines de femmes ont été tuées par des hommes au Québec. Ces meurtriers étaient leur mari, leur copain, leur souteneur, leur client, leur fils. Il s'agit de crimes sexistes dans la mesure où les meurtriers ont utilisé la violence comme moyen de domination absolue sur leurs victimes. Loin d'être le résultat d'une « perte de contrôle », ces meurtres sont plutôt l'aboutissement d'une prise de contrôle permanente sur la vie des femmes⁴.

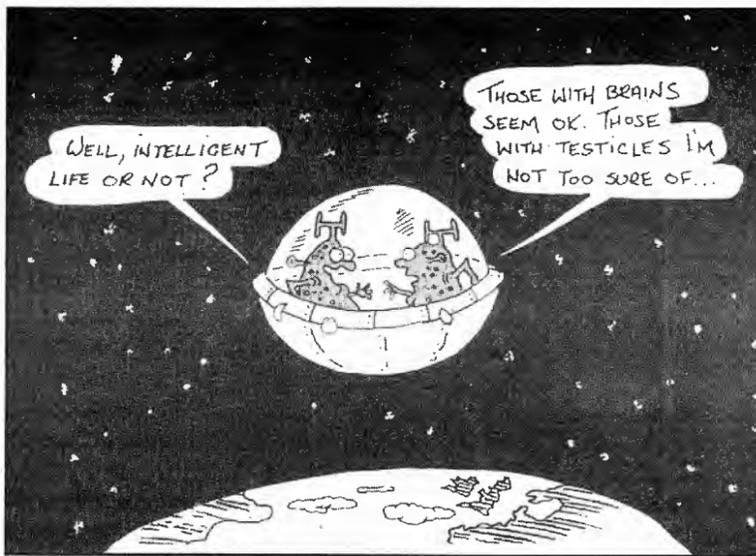
L'oppression patriarcale se manifeste de façon moins « brutale » dans bien d'autres situations de la vie courante. Dans l'imaginaire populaire, le travail des femmes n'a toujours pas la même valeur que celui des hommes : le travail domestique « gratuit » continue d'être l'apanage des femmes, de nouveaux ghettos d'emplois « féminins » se développent à un rythme accéléré (notamment grâce aux récents programmes d'économie sociale), les femmes continuent d'occuper la majorité des emplois au salaire minimum et des postes à temps partiel (respectivement 61 % et 68 % d'entre eux)⁵. Entre 1977 et 1996, les travailleuses (et les travailleurs) au salaire minimum ont perdu 80,8 % de leur pouvoir d'achat, ce qui s'est traduit par un appauvrissement important des femmes (et des hommes) de la classe ouvrière.

L'exploitation des femmes ne se limite pas au monde du travail. Dans ses représentations publiques comme dans les rapports privés, le corps des femmes est un objet de convoitise pour les hommes. Désir

et sexualité vont trop souvent de pair avec l'appropriation du corps des femmes par des hommes, que ce soit par le biais d'un rapport marchand, l'exclusivité à sens unique d'une relation de couple ou encore des deux à la fois (comme c'est encore souvent le cas avec l'institution du mariage). Lorsque des femmes refusent ces situations et qu'elles transgressent le pouvoir des hommes, celles-ci sont régulièrement soumises au harcèlement et à la violence masculine sous une forme ou sous une autre.

Doit-on rappeler que toutes les 45 secondes, un viol est commis aux États-Unis? Que le viol conjugal n'est considéré comme un crime que par dix-sept États sur cette planète? C'est donc dire que sur les cinq continents, des femmes se font violer en toute « légalité » par leur copain ou leur mari.

Si certaines formes d'oppressions peuvent être vécues par toutes



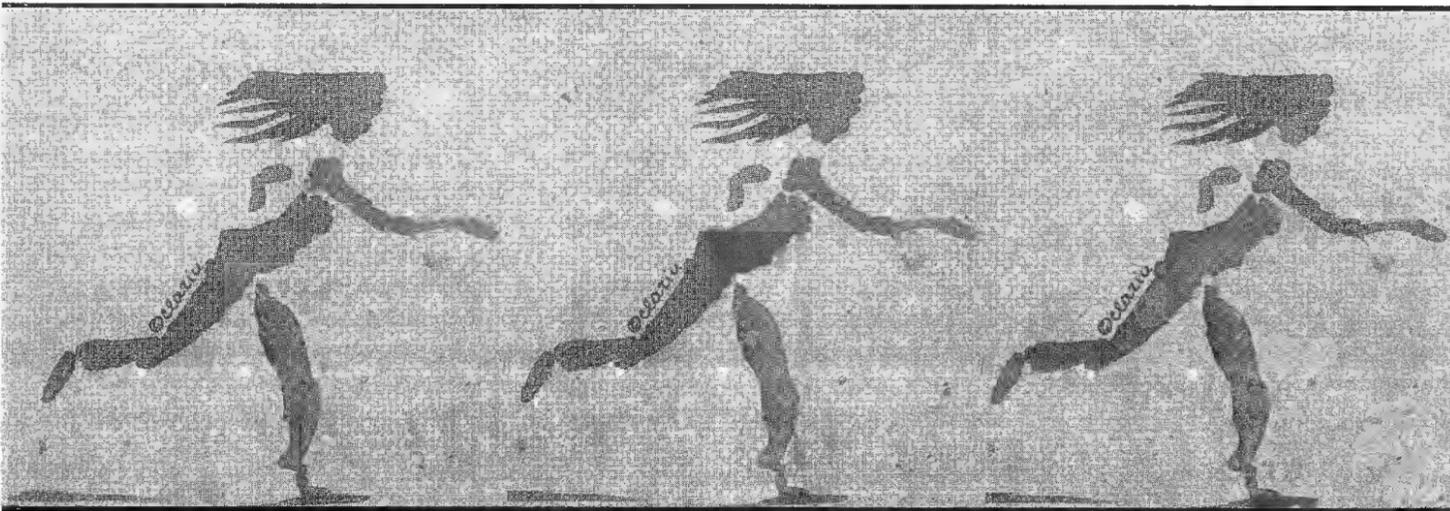
manœuvre au plan économique. Pour être complète, une analyse de l'oppression patriarcale doit donc prendre en compte la division de la société en classes sociales, mais également l'existence d'autres formes de discriminations fondées, notamment, sur l'origine ethnique ou l'orientation sexuelle. Il ne s'agit pas d'oppressions distinctes qui se superposent les unes aux autres par

L'aliénation patriarcale

Nous pourrions définir l'aliénation comme une séparation qui empêche une personne d'être le sujet à part entière de son existence en l'amenant à se conformer à des normes sur lesquelles elle n'a aucune emprise et qui vont à l'encontre de ses intérêts particuliers. Inutile de parler de libération com-

plète ou hétérosexualité) est réducteur et ridicule. Puisque l'homosexualité masculine est liée dès le plus jeune âge au mépris et à l'exclusion, les garçons apprennent rapidement quels types de comportements adopter pour ne pas y être associés, quitte à s'aliéner une partie d'eux-mêmes. La socialisation permettant la reproduction des stéréotypes masculins est sans aucun doute l'un des principaux vecteurs du patriarcat. Les comportements machos des jeunes garçons sont à l'image des comportements machos des adolescents et des adultes : ceux-ci trouvent leurs fondements dans la conformité avec l'idéal masculin de force et de virilité. Même au sein de la communauté gay, ce stéréotype a du vent dans les voiles. Comment expliquer cette surabondance de corps musclés sinon dans le désir de montrer qu'eux aussi sont des hommes, des vrais.

L'aliénation patriarcale se manifeste chez les femmes de façon encore plus aiguë. Malgré son évolution récente, la socialisation des

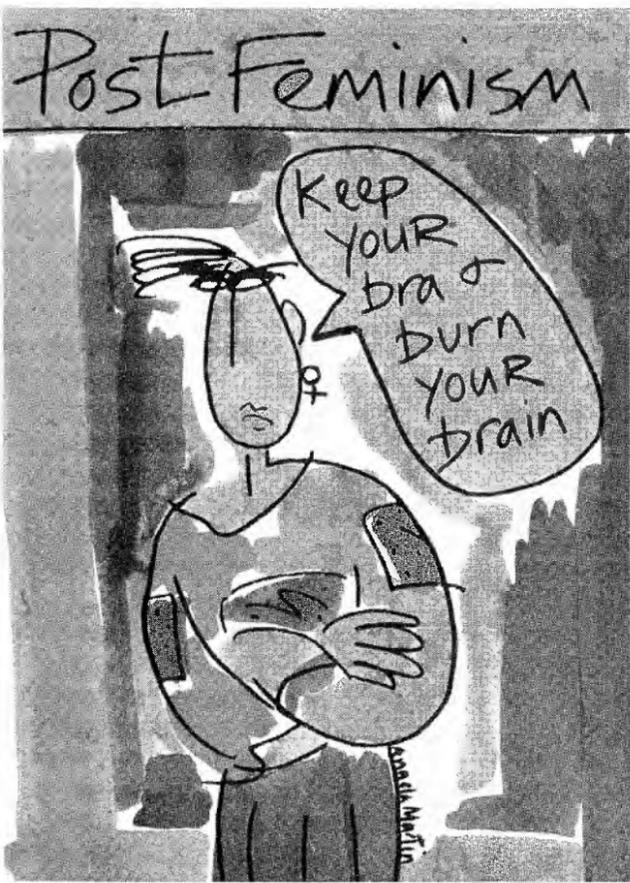


les femmes (la violence conjugale), les ressources dont elles disposent pour faire face à une situation de domination ne sont pas les mêmes. L'assistée sociale et la bourgeoise n'ont pas la même marge de

ordre de grandeur, mais d'une même forme de domination qui s'exprime de différentes façons. Le mépris de notre société pour la tapette est le même que pour le nègre, le pouilleux, le débile ou la salope... Nous devons être conscient(e)s de la multiplicité des manifestations de la domination et ne pas minimiser leur importance respective pour les personnes qui sont aux prises avec elles. Ainsi, l'oppression patriarcale vise directement certains hommes, considérés avec mépris par les « mâles » comme n'étant pas de « vrais » hommes puisque associés dans l'imaginaire collectif au sexe « faible », c'est-à-dire aux femmes. Les homosexuels font toujours l'objet de discrimination, d'intimidation et de violence dans notre société patriarcale. La pratique du « gay-bashing » continue d'être un rite de passage pour bon nombre de jeunes hommes qui prouvent ainsi leur virilité à leurs pairs. Cette dimension du système patriarcal nous permet de constater à quel point son idéologie peut avoir des ramifications profondes et conditionner bon nombre de nos rapports sociaux. L'aliénation qui en résulte touche aussi bien les hommes que les femmes, comme nous allons maintenant le vérifier.

plète et totale du genre humain si l'on ne remet pas en cause l'aliénation qui résulte de l'idéologie patriarcale et qui induit toute une série de comportements, d'attitudes et de représentations faussées de la réalité et des rapports sociaux. Tant l'aliénation du dominant que l'aliénation du (de la) dominé(e) dans cette relation de pouvoir permet la reproduction du système patriarcal. Chez les hommes, l'aliénation se traduit notamment par le refus d'explorer pleinement ses désirs en n'envisageant que deux formes d'orientations sexuelles s'excluant mutuellement : l'hétérosexualité et l'homosexualité. L'absence d'alternatives et la peur qui résulte d'une attirance associée à l'homosexualité devient une source d'angoisse et de frustration ressentie très difficilement par de nombreux hommes. Au Québec, 48 % des hommes de 12 à 25 ans qui se suicident le font à cause de leur orientation sexuelle⁶. Hors normes, point de salut? Et pourtant, la sexualité humaine offre une telle multiplicité de combinaisons, d'attirances et de possibilités que la réduire à un mode strictement binaire (homosexua-

jeunes filles continue à renforcer les stéréotypes de l'idéal féminin (beauté, dévouement, tendresse, douceur). Comme l'explique une auteure américaine, une pression sociale présente à tout moment permet de garder la femme dans le « droit chemin » par l'idéologie patriarcale : « Tout dans notre culture – les livres, la télé, les films, l'école, la mode – est présenté comme si cela avait été vu par une paire d'yeux, modelé par une paire d'oreilles. Même si l'on sait que l'on n'est pas une partie de cette créature imaginaire, [...] on est malgré tout façonné par ce modèle dominant »⁷. Les femmes se soumettent peu à peu aux rôles sociaux que la société patriarcale a imaginés pour elles. Devenues salariées, mères et/ou épouses dévouées, la majorité des femmes continue d'être au service d'un patron, d'une famille et/ou d'un conjoint en



accumulant les tâches et les responsabilités. Ce conformisme s'étend au rapport qu'entretiennent les femmes avec l'amour et leur sexualité. Tout comme c'est le cas pour les hommes, la seule forme de relation amoureuse ouvertement acceptée et encouragée se restreint à l'hétérosexualité, tout particulièrement les relations stables débouchant sur une vie de famille. Lorsque celle-ci connaît des ratés, le faux sentiment de sécurité se transforme rapidement en culpabilité. Apparaissent alors des situations où certaines femmes « choisissent » d'endurer les violences physiques ou psychologiques plutôt que de mettre un terme à une relation inégalitaire. L'aliénation patriarcale se traduit également par le rapport que les femmes entretiennent avec leur propre corps. Ce qui apparaît comme désirable dans les représentations du corps des femmes dissimule en fait les fantasmes masculins conditionnés par la société patriarcale. Ces fantasmes sont eux-mêmes créés ou récupérés par le capital qui les uti-

de son emprise et de ses valeurs. Les libertaires ont la possibilité de mettre au jour une bonne partie des manifestations du patriarcat, des plus évidentes aux plus pernicieuses, et de combattre par le fait même les différents discours masculinistes et réactionnaires qui recommencent à prendre forme dans notre société. En omettant de le faire, nous passons à côté d'un des piliers de la domination, sans remettre en question notre propre aliénation et nos comportements oppressifs. Si au contraire nous entreprenons un tel travail de terrain, celui-ci n'aura pas seulement un impact dans notre entourage ou dans notre communauté: nous en verrons également les effets tangibles dans notre propre rapport au monde.

Michel Nestor

1. Doit-on rappeler que toutes les femmes vivant au Canada ne sont pas citoyennes canadiennes et n'ont donc pas les mêmes droits. C'est particulièrement vrai pour le droit à l'avortement qu'un projet de loi à l'étude voudrait limiter aux seules résidentes permanentes.



lise en publicité comme stimulant pour la consommation de marchandises. Aux femmes, le marché propose tout un attirail de produits pour se sentir valorisées, « belles et bien dans leur peau ». En fait, l'usage de ces produits permet aux femmes de reconnaître dans le regard d'autrui (celui de l'homme) de l'attirance et du désir. « Arrange-toi, poupoune-toi: si tu es moche, quel homme voudra bien de toi? » Voilà le message relayé par les haut-parleurs de la culture de masse. Objet de désir sexuel mis en marché, le corps des femmes est non seulement soumis au jeu des projecteurs, mais également aux rasoirs et autres scalpels de la chirurgie plastique. Lorsque l'oppression capitaliste s'associe à l'oppression patriarcale, la domination qui en résulte est totale. Peut-on imaginer une séparation plus complète du genre humain?

Puisque nous sommes englué(e)s dans un cercle vicieux aux frontières mouvantes, la prise de conscience critique par rapport aux comportements, à l'idéologie et aux manifestations du système patriarcal demeure la première étape pour se libérer individuellement et collectivement



2. Micheline de Sève (1985), *Pour un féminisme libertaire*, Montréal, Boréal Express, p. 17.

3. C'est ce qui différencie le féminisme libertaire d'un féminisme léniniste ou bourgeois.

4. Voir à ce sujet l'article d'Andrée Côté, « Violence conjugale, excuses patriarcales et défense de provocation » dans la revue *Criminologie*, vol. XXIX, n° 2, 1996, pp. 89-113.

5. Norman Delisle in *le Soleil*, 7 mars 2000, p. A7.

6. Jean-Philippe Pleau, éditorial in *Vo! Espaces de la parole*, vol. VII, n° 81 et 82 (2001), pp 2-4.

7. Dorothy Allison (1994), *A Question of Class in Skin: Talking About Sex, Class and Literature*, Ithaca, Firebrand Books, pp. 13-37.

Les corps sous influence : un bénéfice particulier

MONDIALISATION, globalisation, marchandisation. Autant de termes simples, issus de notre quotidien, transformés en concepts. Cette métamorphose a lieu car de nouveaux mots sont nécessaires pour décrire des mouvements de fond qui marquent durablement les comportements des unes et des autres. Les corps et les sexualités (ensemble des phénomènes sexuels ou liés au sexe) sont considérés comme des produits qui se vendent ou s'achètent; et ce dans un contexte où la propriété des moyens de production et d'échange est privée, et où le but final est la recherche du profit. La société capitaliste ainsi décrite profite d'un système d'oppression sociale et juridique fondé sur la soumission des femmes: le patriarcat. Dans ce contexte, la marchandisation des corps et des sexualités recherche le profit inhérent à la logique du capitalisme. D'autre part, la sexualité des dominants, nourrie d'autoritarisme et présentée comme majoritaire, se trouve dotée d'une fonction sociale: l'apprentissage et l'habitude de la soumission. Il se dessine une morale philosophique

et sexuelle à géométrie variable dont la fonction est de légitimer et conforter un patriarcat « option capitalisme ». Cette morale « sur mesure » tient compte des diverses stratégies mises en œuvre et ignore leurs éventuelles contradictions internes.

Une logique capitaliste

Le capitalisme est régi par ces règles: tout se vend, tout s'achète. C'est la loi du marché, l'offre ne fait que répondre à la seule demande solvable. Les exemples ne manquent pas (voiture, ordinateur, etc.) pour illustrer la stratégie assez bien rodée d'obtention de profits maximaux. Un produit rare est vendu cher à la petite part de marché capable de l'acheter. Puis des méthodes de rationalisation de la production permettent de produire en série, pour un prix de revient moindre; de vendre, un peu moins cher mais à plus de monde, un produit de moins bonne qualité en général, histoire de ne pas tarir la demande.

Cette logique a réussi un tour de force stupéfiant: la mise à prix du plaisir en général et du plaisir sexuel en particulier. Toujours dans un contexte où n'existe que la population solvable et où 70 %

des pauvres du monde sont des femmes, cette mise à prix s'adresse aux hommes. Le tour de force réside dans la présentation de la satisfaction: rationalisation de la production oblige, cette satisfaction est réduite à un phénomène éjaculatoire et mécanique. Tout ce qui est du domaine de l'inquantifiable, du relationnel, ce qui demande un effort personnel et une mise en question de son mode de vie, tout ce qui fait la construction intellectuelle de la relation à l'autre est nié, déclassé. Le plaisir sexuel est simplifié vers une pratique mécanique: « entrer », « sortir », « recommencer si nécessaire ». De fait, les personnes prostituées proposent, dans un saisisant raccourci: « L'amour ou la pipe. »



Cette même logique de marché aboutit aussi à ce que la condamnation, pourtant très forte, des conduites homosexuelles s'incline devant les parts de marché auxquelles elles correspondent. Les homosexuels sont le plus souvent des hommes célibataires, sans charge de descendants, disposant de bonnes ressources: un marché considérable dont les demandes de consommation sont satisfaites sans états d'âme.

La majoration des profits appelle l'utilisation de la publicité. Une des constantes de la publicité est l'utilisation de corps « érotisés », féminin surtout, comme argument de vente. Cette utilisation ne serait pas aussi constante si elle n'était aussi efficace. Faut-il donc comprendre qu'un achat est obtenu contre une sollicitation sexuelle? En tout cas, la pulsion sexuelle est considérée comme à la base de l'achat, et les ressources majoritairement masculines. Notons également qu'en vertu du « plafond de verre » qui empêche la progression professionnelle des femmes, les publicitaires et leurs clients sont presque exclusivement des hommes.

En parallèle de l'uniformisation des modes de vie, se construit ainsi une uniformisation de l'érotisme bien pratique car plus propice à l'augmentation des profits dans une logique de production en série. Les corps présentés sont le plus souvent morcelés (les parties manquantes étant fréquemment la tête, les mains, les pieds), en position d'attente, frêle, leurs zones sexuelles primaires ou secondaires exposées parfois plus que le produit vendu. Ainsi est renforcée l'idée que le corps d'une femme peut être mis en jeu dans un acte d'achat ou de location. Dans la logique capitaliste, n'existe donc que le profit et sa recherche quels que soient les clients, les besoins et les produits.

Une solidarité patriarcale?

Dans notre contexte politique, l'une des classes sociales est composée d'une oligarchie définie par sa fortune. Cette fortune et le pouvoir d'achat qui en découle, lui permettent de constants arrangements avec la morale. Cette morale sert elle-même de base à un véritable arsenal législatif qui permet de réprimer la délinquance et la criminalité. Curieusement, certaines déviances qui ne sont pas liées à la classe sociale, sont moins durement réprimées. De fait, les qualifications des déviances sexuelles sont donc moins graves (délit plutôt que crime), les peines moins lourdes (amende et sursis plutôt que prison ferme) et la priorité donnée pour poursuivre très basse. Ceux qui sont en position de répression ferme les yeux. Le scandale du Crédit lyonnais a été résorbé par les deniers des contribuables, les victimes de viol continuent de voir leur vie privée mise en accusation.

Les déviances d'ordre sexuel (violences familiales, viols, mutilations, etc.) sont communes à toutes les classes. Les hommes des classes moyennes et populaires qui





les commettent sont rarement poursuivis par la police et réprimés par la justice: ils bénéficient donc des effets d'une certaine solidarité qui achètent leur silence et les pervertit. C'est un des effets du patriarcat qui accorde à un homme le devoir de conduire fermement sa famille, quitte à recourir à la violence pour se faire obéir. Ces déviations, qui sont autant de violences, ont pour enjeu le contrôle sur la vie des femmes et des enfants. Ainsi, par son regard et ses rapports avec les femmes de son entourage, en sa qualité de dominant, l'homme aux conduites patriarcales imprime dans la mentalité des femmes qu'il approche la hiérarchie entre sexes et entre genres (les homosexuels sont pour partie déçus de leur statut de dominant). Ces conduites diviseuses font échouer la construction d'une solidarité contre l'oppression économique au profit de l'oppression patriarcale: exemples historiques d'hommes s'élevant contre le recrutement de femmes au lieu de se mobiliser pour, au moins, une même échelle de salaires revalorisée.

Cette solidarité entre dominants s'inscrit dans une logique de redistribution des miettes du système. Ces miettes calment effectivement l'appétit en le détournant vers d'autres cibles et concèdent une certaine identité dans la consommation mais avec des « produits » dont la qualité se détériore au fur et à mesure qu'on « descend » dans la classe sociale (prostituées punies avec l'attribution de secteur à population pauvre). Il semble que la pratique rituelle d'initiation du fils emmené par son père « aux putes » se soit perdue. Reste qu'il s'agissait là d'une intégration sociale à part entière par une pratique de consommation. Cette pratique a une double signification: affirmer une identité en tant que consommateur et confirmer le statut d'objet sexuel des femmes. Difficile d'ignorer l'explosion du rap commercial et ses thèmes favoris: l'argent, la frime, les femmes. Si la classe naturelle du rappeur lui permet de séduire sans même y

prendre garde, certaines femmes lui sont encore refusées car réservées à d'autres. Dans cette situation, le viol ou la séduction des femmes de catégorie sociale élevée fait partie de la logique de reprise individuelle; de même que voler une voiture, de l'argent. En revanche, les mêmes sont prompts à sanctifier leur propre mère et à dénoncer les vio-

lences, y compris conjugales, qu'elle a dû affronter. Encore un effort...

La fonction sociale d'une sexualité autoritaire

La perspective de manipulation d'argent avec bénéfices à la clé prime sur toute autre considération, y compris celle de la morale dominante: fidélité (un homme puissant a, au moins, une maîtresse), respect de la vie (trafic d'organes volés sur des personnes vivantes mais incapables de se défendre), morale sexuelle (association des commerçants gays qui monopolise la fierté homosexuelle).

Le système patriarcal présente la sexualité masculine comme une pulsion impérative, non différable et non maîtrisable. Ainsi la fatalité est-elle opposée à la détresse des victimes et aux hommes qui voudraient mettre en cause ces comportements violents.

L'intensité de cette pulsion est fonction de la puissance générale de l'individu; l'expression publique de cette intensité (de même que l'abondante progéniture) est de nature à provoquer l'admiration, la considération, l'estime autour de soi. En situation de crise, l'assouvissement de cette pulsion amène à des actes que la morale propre de l'individu réprouve. Les relations homosexuelles entre

hommes déclenchent le mépris; or les caïds en prison ont fréquemment recours aux viols homosexuels. S'il fallait encore une preuve que l'enjeu de cette violence est le contrôle d'autrui: la crainte et le respect des autres détenus augmentent en fonction de cette fréquence. Grâce à une cécité curieuse (la méthode Coué?), le violeur ne « descend » pas au rang d'homosexuel, c'est le violé qui est devenu l'équivalent d'une femme. Ouf! Tout est stable dans le meilleur des mondes patriarcaux: les puissants renforcent leur domination à chaque acte de contrôle; à chaque attaque, les dominés baissent un peu plus la tête et les bras en se culpabilisant.

Faire accepter l'idée que la sexualité masculine est une pulsion à assouvir sans discernement est bien pratique à d'autres égards. Cette absence de réflexion sur la portée de ses propres actes, ce degré zéro de conscience de la violence sexuelle quotidienne est le même état d'esprit qui permet d'absorber sans broncher les discours démagogiques politiques ou commerciaux. La publicité a une double fonction: promouvoir l'achat de produit et promouvoir un système social. La majorité des publicités repose sur un argument sexuel auquel les hommes ont véritablement appris à réagir impulsivement: une fois encore, ne pas avancer d'arguments rationnellement construits, privilégier le « repos du guerrier », confirmer l'idée que le corps des femmes est dédié au délassement des hommes. Privilégier l'idée que certaines personnes sont plus humaines que d'autres, dès la plus tendre enfance et en faire la démonstration par l'exemple.

Morale à géométrie variable

Dans le cadre du mariage, un homme accepte que son épouse dépense son sperme en enfants, fiertés de leur père, et son argent à attirer la considération sociale (maison moderne et équipée, bonne présentation physique et vestimentaire, études des enfants). Cette considération se transforme parfois en véritable argument de vente dans le cas des dîners entre futurs associés. À cette occasion, ils donnent à voir leur vie familiale comme gage de leur fiabilité professionnelle. Ce même homme en situation de divorce conçoit comme évident de ne rien payer d'une pension alimentaire puisqu'il n'a plus

accès au corps de son épouse et très fréquemment le lien de paternité se dissout. Il y a donc une véritable tractation commerciale derrière les liens du mariage.

La vue de scènes à caractère sexuel doit provoquer une sensation de plaisir ou le rire. Le refus d'en prendre connaissance est vécue de manière négative et ferme la porte à tout un pan de la sociabilité, notamment dans l'espace professionnel. L'accès aux écrits ou aux images marquent aussi un rite initiatique de passage à l'âge adulte. Les histoires drôles véhiculent l'idéologie patriarcale: le pénétrant est vainqueur, la pénétrée est vaincue mais quand même satisfaite (!); ce sont les femmes qui propagent les MST; les lesbiennes n'attendent que l'homme qui saura les révéler à elles-mêmes. Les hommes sont seulement dans la séduction et assument les conséquences de leurs actes, en personne



grand confort et soulagement de ceux qui n'en sont pas.

La ficelle est ancienne et connue: on supporte mieux son oppression quand on a quelqu'un d'autre à opprimer. Une sexualité autoritaire sert d'instrument de contrôle permanent sur les autres et sur soi puisqu'elle ouvre une spirale de violence qui se nourrit elle-même et coupe court à toute



GIRLS JUST WANT TO HAVE FUN!



responsable. Le vieil antagonisme du don Juan et de la salope.

Face à ces pratiques profanes, les divers mythes religieux alimentent de concert la norme patriarcale. Les catholiques tiennent beaucoup à l'« immaculée conception » de Marie (seule femme née sans porter la faute de son aïeule Ève) et sa virginité maintenue même après l'accouchement. Prière juive masculine remerciant au réveil de ne pas être né femme. Statut d'objet bon à produire des fils dans l'islam. Condamnation à mort dans les différents pays asiatiques (« gynocide » en Inde et en Chine, séquestration des femmes dans la maternité et le soin du foyer, geisha mais interdites de théâtre au Japon).

Que ce soit dans la gauloiserie ou dans le sacré, les femmes sont irrémédiablement salies par le contact des hommes: matrices pour la reproduction, disponibles pour l'hygiène, béatifiées sur l'autel des couches-culottes et du soin des personnes âgées ou mortes. Autant de fonctions qui définissent une sous-caste de « touchable » universelle pour le plus

sociabilité. Cette position de supériorité permet de se défouler de ses frustrations, de les compenser à court terme. En effet, tous les indicateurs de développements, surtout ceux qui tiennent compte de la qualité de vie, montrent que la scolarisation des filles et la participation des femmes aux choix de société se conjuguent avec stabilité et développement durable. Dans quelle société voulons-nous vivre?

Elisa Jambon



Face à l'échec croissant de la politique à transformer la société dans le sens de l'égalité et de la liberté, vu les maigres forces réellement émancipatrices, créer une dynamique locale qui s'inscrive dans les luttes internationales est une priorité.

Penser localement, agir globalement

PLUS PERSONNE ne croit au moins nous l'espérons. Les grands discours ne font plus recette, sauf s'ils sont accompagnés d'une réelle implication sur le terrain. Encore faut-il que les luttes menées atteignent leur but: quand la réduction du temps de travail, par exemple, aboutit à la flexibilité et au cloisonnement individuel des travailleurs, c'est une régression sociale, même si de nombreuses personnes pensent y trouver leur compte.

L'évolution du capitalisme, dont les grands maîtres sont rarement sur le devant de la scène, tend à englober chacun (y compris les « exclus ») et à diluer les responsabilités: l'adversaire devient le système lui-même et on ne sait plus par où l'attaquer.

Les grandes mobilisations internationales ont eu le mérite de révéler un fort mouvement de contestation, mais les finalités et l'efficacité à terme de telles manifestations sont douteuses.

Car il ne s'agit pas de construire une opposition au pouvoir mais de le détruire.

Comment développer des luttes efficaces contre un pouvoir dilué, l'émancipation anarchiste face au capitalisme mondial? Sans prétendre à une réponse globale ni à la certitude de tenir une piste victorieuse, voici quelques éléments d'une démarche militante qui, sur le thème des déchets, cherche à concrétiser le combat

contre les multinationales qui contrôlent l'économie.

Faire connaître l'étendue de l'emprise financière

Quelques articles du *Monde libertaire* ont relaté les enjeux et arguments nous opposant aux usines d'incinération d'ordures ménagères et assimilés (déchets industriels et hospitaliers, voire radioactifs), en fonction ou en projet: économie de matière première, pollutions diverses...

Les filières de traitement sont choisies en fonction des bénéfices escomptés, au détriment de l'em-

communes, contrôles administratifs de l'État, sont tous imprégnés d'une odeur discrète mais nauséabonde, qui rappelle que l'argument principal pour l'emporter, c'est l'argent.

Les services publics, à condition d'en augmenter la productivité financière en éliminant les contraintes du service minimal et des prestations à caractère social (aides aux usagers en difficulté, etc.) sont une nouvelle niche de profits pour les capitaux privés, assurés de s'engraisser sur les fonds publics. Par le truchement de la délégation de service public, les élus cèdent au secteur marchand



ploi, des services au public, de l'environnement et de la santé. La réduction des déchets à la source, en quantité et en toxicité (consigne, diminution des emballages et des produits non recyclables ou toxiques, etc.), s'oppose directement au principe productiviste du capitalisme et est de l'ordre du symbolique (coup de pub).

Enfin, contrats de collecte et « traitement » des déchets, décisions des élus et des syndicats de

des pans entiers de l'activité et de la gestion communales.

L'expérience montre que ni la justice ni la préfecture, garants de la légalité des actes publics, ne font du zèle pour contrôler les agissements des multinationales qui font main basse sur les communes.

L'action municipale est pourtant profondément modifiée par cette emprise:

- La puissance de communication de ces machines de guerre économique ne fait qu'une bouchée des élus, qui signent des contrats verrouillés aux avantages unilatéraux;
- La « pensée unique » (peu de concurrence, concentration des moyens et standardisation des produits et services, recherche d'économies d'échelle) pousse à la « solution unique » de l'incinération;
- La paralysie politique est flagrante: élus pour six ans, les maires engagent leur commune sur plusieurs mandats (contrat de vingt ans



pour un incinérateur). C'est à peine s'ils peuvent entre-temps changer la couleur du papier peint, histoire de faire croire à leur utilité.

Tous ces éléments sont le paysage de notre quotidien: l'action militante consiste d'abord à faire

• Ainsi sur le Gard et l'Hérault la résistance consiste à démontrer la pollution des incinérateurs par des séries d'analyses. Les réactions sont vives: enquête de la DRIRE sur ordre du préfet du Gard pour tenter de démontrer que tout va bien (« mâchefers » et métaux lourds enfouis sous les routes), menace de l'inspecteur des installations classées (DDASS de l'Hérault) de poursuivre en diffamation l'association des médecins dénonçant la contamination des poissons et du lait maternel par les dioxines de l'incinérateur de Lunel-Viel.

C'est la preuve que ces actions dérangent et pourraient mettre en péril la rente pépère que la Lyonnaise des eaux et Vivendi se font avec ces usines à dioxines tous frais payés que sont les incinérateurs. Car une façon de casser le système, c'est de le ruiner économiquement.

Ce travail de gestion citoyenne, partant de l'entité locale, est la prémisse du fonctionnement d'une commune libre. En créant des liens avec les autres luttes et avec les

Fédérer les luttes et collectiviser les communes

Ce combat associatif s'enracine sur des luttes concrètes, immédiates. L'expérience, la connaissance du sujet et la réflexion sur les actions engagées permettent d'acquiescer une compétence qui fait autorité, donne du poids à notre combat et à nos idées, à condition de persévérer même quand la mobilisation laisse à désirer.

L'activité s'organise directement sur la base du volontariat de la population active, en pratiquant l'action directe: interpellation des entreprises et de leurs salariés pour qu'ils remettent en cause le sens de leur travail, recherche des informations sur le terrain (analyses et expertises à l'initiative des associations), élaboration d'alternatives à l'incinération proposées directement à la population.

En matière d'ordures ménagères, le principal déchet toxique, c'est l'argent.

autres communes, en fédérant ces forces alternatives au système hiérarchisé et partidaire de l'État et du gouvernement, il est possible, à condition de rester fidèle aux besoins réels exprimés par les individus librement associés et en développant radicalité et solidarité, de créer une solide base pour un mouvement social émancipateur.

Robert Latapy



Jean Vigo : version originale

Sur le tournage de *l'Atalante*



Ce réalisateur hors-norme revient sous les projecteurs grâce à la sortie d'un coffret DVD de l'intégrale de son œuvre et à la publication du livre de sa fille Luce. Retour en plans-séquences sur la vie de ce fils de militants anarchistes, filleul de Jeanne Humbert, dont les films portent l'empreinte d'une insoumission et d'une insolence toute libertaires. Flash back.



JEAN VIGO connu une enfance difficile. Il est le fils de deux militants anarchistes : Emily Cléro et Miguel Almeyda. Son père, après avoir été assistant photographe, devient journaliste au *Libertaire* en 1905. Par la suite, il contribue à la fondation de deux journaux : *la Guerre sociale* en 1906 et *le Bonnet rouge* en 1913, journal satirique en ses débuts, dont Almeyda prend la direction. Le père de Vigo est un grand antimilitariste dans les années 1905-1910. Mais par la suite, il ne fait plus guère campagne pour le pacifisme, et son journal *le Bonnet rouge*, nullement anarchiste, prend en 1914 un tournant nationaliste. Pourtant Almeyda sert, au même moment, de cible aux attaques de l'Action française et des extrémistes de droite contre l'antimilitarisme.

L'anarchiste

Clemenceau, qui voulait la démission du ministre Malvy – ce dernier connaissant intimement Almeyda –, l'attaque violemment à la tribune de la Chambre. L'arrestation de Miguel devient nécessaire pour la majorité au pouvoir. Perquisition est donc faite au *Bonnet rouge*. Des documents sont saisis, et la justification concrète de l'accusation de trahison étant trouvée (quelques renseignements insignifiants), Miguel Almeyda est enfermé à la prison de Fresnes. Quelques jours après son incarcération, il est retrouvé pendu, avec un lacet de chaussure, dans sa cellule, vraisemblablement assassiné. Jean Vigo ne s'en remettra jamais ; toute sa courte vie, il essaiera de réhabiliter son père. Enfant, il est entouré d'anarchistes, ses parents et tous leurs amis. Sa marraine laïque, Jeanne Humbert, et son parrain, Fernand Després sont d'actifs militants libertaires. Jeanne Humbert se souvient dans *Hommes d'hier : Jean Vigo cinéaste d'avant-garde*, (paru dans *les Cahiers de Contre-courant*, en novembre 1957) : « Sans aucun souci de troubler son sommeil, Emily me mit son poupon dans les bras. Je ressentis tout de suite une affection infinie pour ce petit être. J'avais pour ses parents une amitié admirative qui résista à bien des secousses, leur enfant ne pouvait que m'être cher. Sur le champ, on me nomma sa marraine, pendant que Fernand Després était nommé parrain, laïques bien entendu. Il ne pouvait être question de baptême pour ce fils d'anarchistes et qui fut, plus tard, plus purement anarchiste que ne le demeurèrent ses géniteurs. » Le jeune Vigo passe beaucoup de ses dimanches en visites à la prison de Fresnes ou de Clairvaux, où son père est un habitué (arrêté pour détention d'explosifs ou encore pour ses positions antimilitaristes qui lui

valent de nombreux procès). Jean, marqué par le milieu carcéral, a une piètre estime pour la police et les militaires. Un de ses camarades du lycée de Chartres, Jean Colin, écrira dans *Jean Vigo (Premier Plan, n° 19, 1961)* : « Nous le sentions alors raidi contre la société et déjà farouchement antimilitariste. » Dans le journal tenu par le jeune Vigo lorsqu'il était collégien pensionnaire en 1918, on peut lire ceci : « Je montais dans le train, je me trouvais au milieu de poilus et de deux ou trois civils. J'écoutais la conversation de mes voisins lorsque l'un d'entre eux se mit à raconter ses exploits d'avant la guerre (c'était un agent de la sûreté). Il expliquait les systèmes, le passage à tabac, et d'autres choses aussi lâches. Je ne sais pas si ça tient de famille, mais j'éprouvais un dégoût formidable pour ce vantard. » Jean Vigo grandit dans cette culture anarchiste qui ne le lâchera pas, puisqu'il reste très proche de sa marraine et des amis de son père, qui le soutiendront, lui et sa mère, à la fois moralement et financièrement après la mort d'Almeyda.

Le montage alterne plans de bourgeois et poubelles.

Ainsi le Vigo adulte fréquente-t-il les conférences de sa marraine sur la contraception et le néomalthusianisme et suit les événements tragiques qui marquent le mouvement anarchiste. « [...] Je me souviens de la dernière de nos rencontres. C'était au Père-Lachaise, le 13 octobre 1933, un an avant sa propre mort, à l'incinération de Victor Méric, le fondateur de *la Patrie humaine*, et qui fut des amis de Miguel Almeyda. [...] Il était seul, l'air triste et las, le dos voûté. [...] Je ne lui parlai pas de sa santé, sa mine m'avait renseignée. Il me rappela notre si brève entrevue, à Nice, où je donnais une conférence à laquelle il assistait. C'était en 1932. », se souvient Jeanne Humbert.

Contrairement à la plupart des ouvrages sur l'histoire du cinéma, qui font arrêter la période anarchiste de Vigo à son enfance, et l'estiment par la suite, proche du communisme à cause de la collaboration de Boris Kaufmann (frère du cinéaste soviétique Dziga Vertov) à ses œuvres, nous voyons ici que Vigo reste entouré d'anarchistes jusqu'à la fin de sa vie. Bien que n'ayant pas de discours clairs ou d'écrits sur ses

opinions politiques, ses films et ses projets de films sont suffisamment explicites pour ne faire aucun doute sur sa pensée. Ainsi, mentionnons un des amis du cinéaste, (en dehors de Pierre Merle, fils d'Eugène Merle, administrateur de *la Guerre sociale*, et grand militant anarchiste), Eugène Dieudonné, anarchiste et bagnard célèbre. Il est l'objet d'un projet de film voulu par le jeune Vigo. C'est ainsi qu'en 1933, ils rédigent ensemble le scénario de *l'Évadé du bagne*.

La rébellion en dialogues

Dieudonné, accusé comme anarchiste d'appartenir à la bande à Bonnot, avait été jugé avec elle et condamné à mort en février 1913. Mais, sa culpabilité n'ayant pas été formellement établie, cette peine avait été commuée en travaux forcés à perpétuité. Il avait séjourné longtemps à ce titre, au bagne de Cayenne d'où seule l'avait tiré une virulente campagne de presse du grand reporter Albert Londres. La réalisation du film est alors très sérieusement envisagée au cours du printemps et de l'été 1933, après l'achèvement puis l'interdiction de *Zéro de conduite*. Jacques Louis Nounez, producteur de ce dernier film, s'intéresse au projet, mais le repousse finalement à cause de son engagement politique trop important. En effet, si l'on en juge par le scénario, le film aurait dû dénoncer le fonctionnement de la justice française et ses déviations, ainsi que les conditions de détention des prisonniers. Le sujet se révèle trop périlleux pour le producteur qui a déjà essuyé la censure de *Zéro de conduite*. On peut lire dans *Jean Vigo, Œuvre de cinéma* (éd. Pierre Lherminier) à propos de *l'Évadé du bagne* : « Une grande aventure d'hommes, sous tendue par les thèmes majeurs du droit à la justice et de l'obsession de la liberté. Une telle conjonction pouvait très naturellement répondre, aux yeux de Vigo, à la fois aux exigences du spectacle cinématographique et à sa propre volonté d'exprimer, par ce moyen, les vérités qu'il avait à dire. Par surcroît, ce projet lui offrait l'occasion de retrouver, à travers Dieudonné, le monde des anarchistes de l'avant-guerre auquel tant de liens et de souvenirs attachaient : le monde d'Almeyda. Plus encore que de le retrouver, en porter, si peu que ce soit, témoignage. », témoigne Jacques Louis Nounez. Il propose à la place de *l'Évadé du bagne* le scénario anodin de Jean Guinée qui deviendra *l'Atalante*. Vigo laisse donc de côté son projet, qui lui tient pourtant à cœur, en espérant le réaliser par la suite. Hélas, il meurt avant, et c'est Jacques Bernard Brunius (autre

Michel Simon dans *L'Atalante*

anarchiste) et Cesare Silvagni qui, en 1934, reprennent le projet de *L'Évadé* et le tournent sous le titre *Autour d'une évasion*, avec Dieudonné dans son propre rôle.

Vigo dans *L'Atalante*, réussit malgré tout, à intégrer une petite partie du scénario de *L'Évadé* : ce sera la séquence se déroulant dans la guinguette, où les deux amants écoutent un bonimenteur chanter. Les personnages populaires, petits voyous des faubourgs, toujours présentés de manière sympathique par Vigo, représentent un Paris que le cinéaste connaît bien. D'autre part, le père Jules porte des éléments empruntés à Dieudonné, c'est le cas notamment des tatouages. Le père Jules exhibant devant Juliette ces écritures, on peut y lire, en faisant attention, l'abréviation *MV* de « Mort aux vaches ». Le personnage du père Jules est libertaire, sorte d'ermite autodidacte et grand voyageur, collectionneur d'objets insolites. *L'Atalante* démontre une autre possibilité de vie, extérieures aux lois sédentaires et sociales habituelles. Les personnages sont des nomades de l'eau, qui ne suivent aucune loi particulière, uniquement celles nécessaires pour faire avancer leur péniche et l'entretenir. Les jeunes mariés n'ont qu'un seul principe et qu'une unique manière de vivre : l'amour.

Un montage à la dynamite

Certes, Vigo ne fait passer aucun message politique clair, seule l'idée de liberté totale éclate. C'est l'exaltation d'un autre monde, celui du bateau, de la vie en dehors des cadres classiques. D'ailleurs, Vigo ouvre son film sur le mariage des deux amants qui fait plus office d'enterrement qu'autre chose. Une vieille femme se signe lorsque la péniche



Vigo avec Lyda en 1934

quitte le quai, et surtout, la mariée ressemble à un fantôme. Totalement immatérielle par rapport à la lourde structure du bateau, elle passe d'un monde à l'autre. C'est bien d'une mort dont il s'agit ici, c'est la mort de la vie sédentaire traditionnelle, et la renaissance vers un mode d'existence sans contraintes, où les valeurs premières sont l'amitié, la solidarité et la liberté. Des valeurs essentielles pour les anarchistes, là encore.

Vigo illustre d'une certaine manière ce que disait Bakounine : « La liberté, c'est le droit absolu de chaque être humain de ne point chercher d'autre sanction à ses actes que sa propre conscience, de ne les déterminer que par sa volonté propre et de n'en être, par conséquent, responsable que vis-à-vis de lui-même d'abord. » Ou encore : « La liberté de chaque individu majeur, homme et femme, doit être absolue et complète. Liberté d'aller et de venir, de professer hautement toutes les opinions possibles, d'être fainéants ou actifs, immoral ou moral, de disposer en un mot de sa propre personne et de son bien à sa guise, sans en rendre compte à personne. » La liberté chez Vigo s'inclut dans la poésie pure.

L'Atalante en est un bon exemple mais nous pourrions tout aussi bien parler d'*À propos de Nice* (1929). Ce premier film, documentaire social, emprunte les chemins du non-conformisme absolu, de l'irrévérence et donne une quantité d'images chocs. C'est un film dynamique où le montage fait alterner des plans de bourgeois avec ceux de poubelles ou d'ordures. Ce qui rend *À propos de Nice* réellement anarchiste, c'est au-delà du discours anti-bourgeois, sa liberté de ton, de provocation. Chaque image présentée, celle du carnaval de Nice et des casinos, s'effondre automatiquement à la vue de la suivante, en utilisant de sévères métaphores (derrière le carnaval dort la mort, le tombeau, derrière la procession des masques n'existe que la charogne des cadavres).

Citons un dernier exemple de l'anarchisme de Vigo dans sa carrière de cinéaste : la collaboration à de nombreux scénarios d'anarchistes comme ceux d'Henry Poulaille (*Anneaux de fiançailles* scénario non réalisé). Poulaille qui par ailleurs est l'auteur d'une des premières biographies consacrées à Charlie Chaplin en 1927.

Le vent libertaire se ressent dans ses films (sauf *la Natation*) à tous les niveaux. Une des dernières

séquences de *Zéro de conduite*, celle de la grande fête organisée par le directeur du collège pour accueillir les autorités (le préfet, le curé, etc.) de la région, est emblématique de l'antimilitarisme, l'antiautoritarisme, l'anticléricalisme de Vigo. Durant cette séquence, le collège est mis sans dessus dessous par les jeunes pensionnaires de l'école. S'engage alors une course poursuite des gendarmes et pompiers invités à la fête derrière les jeunes rebelles en culottes courtes. Un groupe d'une dizaine d'hommes en uniformes essayent sans y parvenir de rattraper les gamins afin de les corriger de leur insolence. Le cinéaste montre les agents de la sécurité comme des êtres maladroits, incapables malgré leur nombre de rattraper un seul des enfants, ces derniers qui entre temps s'enfuient gaiement sur le toit de l'école. Et bien avant cette scène, lors de la fête, les hommes en uniformes sont décrits comme ridicules, faisant la démonstration de leurs prouesses physiques en effectuant quelques exercices sportifs, mais avec de grandes difficultés. Ainsi un des pompiers en tenue d'apparat, pris en plan rapproché, semble fournir des efforts surhumains pour lever son fessier qui ne veut pas décrocher du cheval d'arçon où il est assis. Bref, tout est grotesque, la fête et les autorités qui y assistent. La musique elle aussi déraile, elle ralentit jusqu'à devenir morbide.



Tronchet

La caméra suit de loin les manœuvres et surtout les dirigeants, notamment le préfet et le directeur qui vont s'asseoir sur un des bancs dans la cour de l'école. Quelques élèves passent devant eux et leurs offrent des couronnes de fleurs qui ressemblent étrangement à des couronnes mortuaires. Les représentants de l'ordre placés au premier rang, se situent au même niveau que les marionnettes disposées derrière eux par les enfants. Tout est dit en un plan, marionnettes et autorités équivalent à la même chose, le directeur comme le préfet sont des pantins.

Le surveillant Huguet, quant à lui, se situe au bout du banc, en marge, à part. Il est marginal et mal considéré par sa hiérarchie. Il regarde avec sympathie les enfants rebelles qui s'amusent à lancer des projectiles sur le préfet, le directeur, le curé et les agents de l'ordre. Vigo place les enfants sur le toit de l'école, au-dessus du carnaval grotesque, mis en place par le directeur du collège pour congratuler les notables de la ville. Le surveillant Huguet est un tremplin pour les collégiens fron-

deurs, car par son comportement marginal il ouvre la voie de l'insoumission aux enfants. Au fond, c'est lui l'anarchiste dans ce film, bien plus que les enfants. Les petits frondeurs prennent leur drapeau noir (un drapeau de pirate, qui n'est pas sans rappeler celui de Nestor Makhno) et s'en vont à saute-mouton sur le faite du toit de l'école. Le symbole du jeu de saute-mouton n'est pas innocent de la part de Vigo. Certes se sont des enfants qui s'amusent, mais bien plus concrètement, ils sautent par-dessus l'école castratrice de pensée, par-dessus l'institution enseignante d'obéissance et de soumission, par-dessus l'école des lois et de la morale.

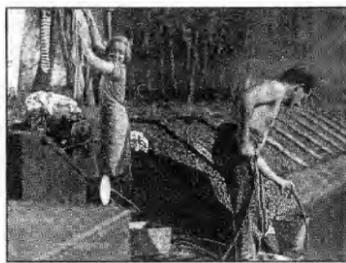
La liberté sur pellicule

La fin de *Zéro de conduite* place les jeunes agitateurs comme les vainqueurs de cette petite bataille contre les autorités. Cette œuvre, très optimiste, laisse entrevoir toute la force et la lutte qui pouvaient germer dans l'esprit de Jean Vigo.

Pour le cinéaste, l'école devrait être le contraire du pensionnat décrit dans *Zéro de conduite*. C'est-à-dire un centre de formation de personnalités libres et non le lieu de formation à la soumission face à l'État, à l'Église, à l'Armée, etc. En cela, il illustre tout à fait la pensée de théoriciens anarchistes, comme celle de Max Stirner par exemple : « Toute éducation – écrit-il – doit devenir personnelle. Ce n'est pas le savoir qui doit être inculqué, c'est la personnalité qui doit parvenir à son épanouissement. [...] Le point de départ de la pédagogie ne doit pas être de civiliser mais de former des personnalités libres, des caractères souverains. » Ou encore celle de Bakounine : « Les enfants ne sont la propriété de personne : ni de leur parent, ni de la société. Ils n'appartiennent qu'à leur liberté future. » Nous pourrions citer d'autres exemples chez Vigo pour illustrer toutes ses réflexions anarchistes, mais arrêtons-nous juste sur un dernier exemple : celui du jeune garçon qui face au professeur et au directeur leur répond : « Monsieur le professeur je vous dis : "Merde!" ». Vigo, grâce aux décors de l'école, fait en réalité exploser tous les mythes de l'autorité. Et nous ne pouvons pas nous empêcher de penser que si Max Stirner avait vu le film de Vigo, il aurait certainement pu lui appliquer sa réflexion : « On pousse les jeunes en troupeau à l'école afin qu'ils apprennent les vieilles ritournelles et quand ils savent par cœur le verbiage des vieux, on les déclare majeurs. Dieu, la conscience, les devoirs, les lois sont des bourdes dont on nous a bourré la cervelle et le cœur. »

Alors, pour tous les amoureux du cinéma, précipitez-vous sur les films de Vigo (et le documentaire de Rozier sur le cinéaste présenté dans le coffret DVD)! Et découvrez l'homme dans *Jean Vigo, une vie engagée dans le cinéma* (éditions des Cahiers du cinéma), l'essai de sa fille Luce Vigo.

Isabelle Marinone



MINISTÈRE DE LA PEUR – c'est le titre d'un film de Fritz Lang, grand maître des peurs au cinéma, tous genres entrecroisés – psychanalytique, psychiatrique, politique et western (le tueur d'enfants dans *M le Maudit*, le Moloch industriel et les travailleurs esclaves dans *Metropolis*, la foule haineuse avide de sang dans *Fury*, le tortueux affrontement entre nazisme et résistance dans *Les bourreaux meurent aussi*, et la série des *Mabuse*). Ce titre nous revient à point pour caractériser, en cette année électorale 2002, les circuits de la peur zigzaguant dans le corps crispé de la République, et débouchant sur un... ministère.

Fou-ouf!

« Fou », a-t-on dit, à l'issue du premier tour de l'élection présidentielle, lorsque le candidat d'extrême droite, contre toute attente, éjecta le Premier ministre socialiste, lequel, s'étant étalé, détala sans demander son reste (pension assurée). Mais, plus effarant encore: le second tour voit l'extrême droite rétamée, et Chirac plébiscité, reconduit pour cinq ans – ce qui arrache à un quotidien de gauche ex-mao régurgitant sa peur, et renversant « fou » en verlan, un gros « O! » de « soulagement » (mot du jour).

Fou qui crie « Ouf! » quand les rhizomes de la peur continuent de forer à ras-le-bol et de croître! Le jet médiatique du « ouf! », exclamant un renversement de situation, nous reconduit aux che-

République de la peur

minements d'une peur hystérisante qui a innervé ces derniers mois discours, positions, emportements affectifs, ainsi que claques, tarte et ketchup. Voyant le mot « sursaut » rebondir sur toutes les lèvres, il nous faut, écartant son contenu idéologique manifeste (républicain, civique, citoyen), le prendre à sa racine viscérale, à son niveau émotionnel élémentaire: sursaut de peur – peur fondamentale qui se lit, lissée, sur les visages, suscitant d'étranges et troubles reminiscences et postures.

« Insécurité », exploitée ressaisie par tous les candidats, déroule tout un spectre de peurs que les médias rapportent et gonflent en images, faisant leurs puants choux gras du moindre fait divers. Oui, elle est bien là, hard, la peur, fou et malheur à qui le nierait, tapie au coin des rues, dans les transports et lieux publics, sur les routes. Mais elle rôde encore plus dans les cœurs et dans les têtes, lesquelles, pavlovisées, se tournent vers les hâbleurs qui proposent d'alléchants contrats assurances tous risques. Pour avoir traité le problème cavalièrement, un Jospin chute. Pour en avoir fait son fonds

de commerce menaçantes: immigré, clandestin, délinquant, vagabond, étranger, le grenouillant Le Pen enfle – effet bœuf. Hurlé « au loup », et médias, friands de fable lycanthrope mâtinée de « concret », de lui servir langue farcie et caisse de résonance. Ainsi l'extrême droite, toujours vocifératrice de l'administration de la peur, se met-elle, pour les plus craintifs, démunis ou vindicatifs, à flamber en « vrai » rempart contre celle-ci. Histoire de fous, folie de l'histoire.

Quel antifascisme?

« Choc », disait-on encore, au vu des chiffres du premier tour. Et, du coup, la peur change de registre, passe de l'affectif au rationnel, du particulier franchouillard à la mémoire historique, de l'érucciation démagogique à l'exigence éthique et politique. Tandis que médias, politiciens et politologues traficotent leurs calembours pour évaluer « la faute à qui », un peuple juvénile descend dans la rue en déployant la seule bannière qui vaille en l'occurrence et que l'on croyait obsolète: l'antifascisme (surgissent des « no papaïne »). Peuple juvénile, comment dire autrement, quels que soient nombres et âges, qui annonce peut-être une forme neuve, rafraîchissante, mieux adaptée, d'antifascisme. Mais c'est

déjà beaucoup qu'un tel « peuple » s'avance et s'exprime « autrement » que le « peuple » des médias, les « gens-là » des politiciens – pipol télécommandé infantilisé ados-sénile qui salive et s'esclaffe, avale et se ravale dans la morose fascination des émissions lofteuses, à la morning live et à la mords-moi-le-nœud, à la Bravo ou à la Ruquier et tutti quanti – rigolardes, babilardes, égrillardes, poissardes... LA question politique, aujourd'hui: face aux télévisions à sécrétion fasciste décervelante – quelles pratiques antifascistes?

Les « détails » atroces de l'histoire récente, les exterminations, les ombres terrorisantes de l'horreur fasciste, nazie, stalinienne – tout cela, qu'on ne veut plus voir, remonte à la surface. Le nom de Le Pen gagnait à focaliser et cristalliser sur lui les peurs actuelles communes et diffuses – il se défait et se perd dès lors qu'il est rabattu sur son essence profonde, que réapparaît sa liaison structurelle avec une peur politique fondamentale naissant de sa réinscription dans un continuum historique et idéologique avéré sous l'appellation de « facho ». Terrible et presque folle appellation: « facho » s'entend, premier sursaut, comme slogan commode, vulgaire, peut-être abusif et trompeur – qui provoque les dénégations des notables d'extrême droite. Mais il nous appartient d'entendre autre chose, de plus radical, « une voix de mémoire » (Péguy), mémoire en tant qu'institution de l'humanité comme telle et qui, passant outre aux éclats d'une élection en dérobade, redon-

nant pleine présence aux millions de victimes doublement victimes d'être refoulées, rétablit les fondements nécessaires et références vitales de toute perception raisonnée et proprement humaine du monde contemporain.

Et gros bisous...

Au fond, ce qui caractérise un « peuple », c'est qu'il est subtilisé, récupéré et « sodomisé »¹ – à peine s'est-il exprimé. Les surprenantes manifestations de rue, qui rappellent la nécessaire résistance au fascisme et en appellent au changement, contribuant ainsi à réorienter les élections, sont, comme on dit, « rentrées dans l'ordre ». L'« ordre » un instant troublé (au vrai: troublant, révélant les fonds troubles de la chose politique) revient au galop. Galop d'essai, carrousel télé du nouveau gouvernement, chiraquien: on se reconnaît, se juge, se congratule et gros bisous – la pulpeuse Roselyne très demandée, Michèle au sourire mécanisé Barbie y allant de sa nuque raide, l'inattendu philo-ministre promenant une capillarité savamment programmée... Premiers mots du Premier ministre: travail, travailler – rassurante reprise du lexique des prédécesseurs, lesquels se retirent avec un bon sourire, qui s'éclaire lorsqu'on fait rimer retrait politique et confortable retraite ministérielle (cumulable), dont notre pudique télévision n'a pas encore donné le chiffre...

Roger Dadoun

1. Terme emprunté à l'excellente jeune revue *X-Alta*, en ses deux derniers numéros: « Social-sodomie », avril 2001; « Vers un discours de la nouvelle servitude volontaire », octobre 2001. (05 53 56 12 69).

LES CONGRÈS de l'Internationale des fédérations anarchistes (IFA) ont souvent été l'occasion d'analyser le monde contemporain et de poser (ou rappeler) les jalons pour la pensée et la lutte des anarchistes. De fait, les réflexions qui ont vu le jour sous formes de textes, ont-elles contribué à enrichir cette pensée en construction permanente qu'est la nôtre. Mais qui a assisté à ces congrès internationaux qui, de 1968 à 1997, ont marqué une partie de l'histoire des anarchistes organisés? Qui se souvient encore des thèmes débattus lors de ces rencontres internationales de Carrare, Paris, Valencia, Lyon? La publication de *Contributions de l'Internationale des fédérations anarchistes: pour un avenir libertaire* vient heureusement combler une lacune, et nous donne accès à une somme d'analyses et de connaissances qu'il convient de valoriser auprès du plus grand nombre.

L'un des apports les plus évidents de cette parution est celui de nous permettre d'avoir une approche claire sur des interrogations récurrentes. Exemple type, le marxisme. À la fois pour ceux qui s'interrogent sur les convergences idéologiques entre la pensée de Bakounine et celle de Marx et pour ceux qui se demandent quelles différences il y a entre ces deux mouvements, le texte issu du congrès de Carrare (1968), sans se prétendre exhaustif, est très clair.

Dans un monde en ébullition où les gauchistes toutes catégories confondues prétendent mener le monde à la révolution socialiste (on sait ce qu'il en advint), les anarchistes de l'IFA analysent, sans s'appesantir, divers aspects de ces deux pensées mais aussi

Contributions de l'Internationale des fédérations anarchistes

Pour un avenir libertaire

les réalités du monde communiste d'alors (Chine, Cuba, URSS, Yougoslavie); ils en viendront à la seule sanction qui s'impose: « Vouloir mélanger le marxisme et l'anarchisme est méconnaître profondément l'anarchisme. »

Autre contribution marquante de ce recueil, la déclaration de l'IFA (1978) sur le terrorisme et diverses formes d'actions « marginales » voire « folkloriques ». Dénonçant le recours à la violence « aveugle », il ressort que ce moyen d'action provient d'une incapacité à construire une stratégie offensive au sein du mouvement ouvrier. Mais que la violence première, celle de l'État qui trouve sa source dans une autre violence, patriarcale celle-là, aboutit à la militarisation croissante de la société.

Anticipant évidemment sur les événements de Gênes (2001) et les questionnements qui ont suivi, « la solidarité des anarchistes signifie avant tout défendre tous ceux qui combattent le Capital et l'État, en utilisant la critique constructive et non la calomnie [...] ». La

reconquête du terrain perdu par les anarchistes est la seule alternative à des stratégies qui creusent souvent un fossé entre activistes et populations.

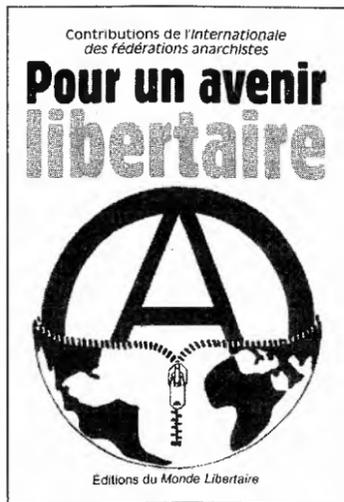
L'aspect constructif en faveur d'une société libertaire s'exprime dans cette brochure à travers « L'organisation de l'économie dans une société anarchiste » (p. 24). Il y est notamment souligné combien la société libertaire est ouverte à tout type de construction économique, cadrée par les principes libertaires d'autogestion, d'égalité économique et de fédéralisme. C'est ainsi que les coopératives, mutuelles, associations, collectivités, etc. doivent cohabiter et dynamiser une société où la commune libre restera un organe à fonction de coordination générale. Et si le syndicat reste l'outil le plus adapté à l'autogestion de la production, il faut se garder de lui donner tout le pouvoir.

Enfin, la lecture de la dernière motion (Lyon, 1997 – pour ne parler que de celle-là) de ce recueil est conseillée en cela qu'elle énonce avec clarté quelques principes

qui fondent l'économie capitaliste globalisée. La mondialisation et ses acteurs (organismes supranationaux, oligopoles, États) représentent un développement logique dans l'évolution du capitalisme: il s'agit de la concentration des pouvoirs, donc du profit. Pour le combattre, la lutte bien sûr, mais aussi le combat d'idées sont indispensables pour aboutir à des structures anarchistes à tous niveaux, loin du réformisme et de ses sirènes (élections communales, etc.). Conclusion logique pour cette somme de réflexions qui est l'œuvre de camarades de divers horizons géographiques, membres d'une internationale qui s'est toujours prononcée en faveur de l'organisation des anarchistes, afin de peser toujours plus dans la guerre sociale.

Cette brochure aide à comprendre les bases et le projet anarchistes. Elle contribue à analyser la mécanique capitaliste contemporaine et identifie clairement les aliénations. Elle aide à se situer face à la question de l'engagement social et libertaire. Tout cela parfois avec une clairvoyance qui laisse pantois et qui doit tout à la rigueur de l'analyse. Un outil indispensable à laisser entre toutes les mains, parce que ces textes sont à la portée des néophytes et intéresseront les plus expérimentés d'entre nous, tant ils allient le caractère pédagogique à la profondeur de la réflexion.

Daniel
groupe Gard-Vaucluse



Pour un avenir libertaire, éditions du Monde libertaire, 48 pages, 3 euros, en vente à Publico et auprès des militants de la FA.

De la parlance à l'insolence

QUI SÈME l'abstention récolte l'insolence. « Historique » – ce mot, comme il le fut pour la jupitérienne cuisse de Zidane, s'avéra incontournable pour qualifier le record d'abstentionnistes et blancs bulletins réalisé aux législatives de juin 2002. Sachant que beaucoup votent pour plaire aux parents, amis, tamponnements et qu'en dira-t-on, on peut dire qu'un citoyen sur deux, au moins, refuse d'accorder sa confiance au système républicain actuel. D'autant plus remarquable est le contraste avec la « spontanéité des masses » qui caractérisa l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle. Mais alors, où sont passées, où passent donc les dites « masses » ? Après les larges artères urbaines irriguées du sang rouge vif d'un « peuple » pris en flagrant délit d'éveil, voici le quasi-somnambulique pèlerinage aux bureaux de vote frappés de torpeur triste. « Peuple » relevant d'une définition toujours aléatoire (nous parlions, dans une autre chronique, de récupération ou plus brutalement de « social-sodomie » – et on vient d'en avoir, pour parler le raffarin nouveau, une « efficace » confirmation), on peut risquer cette enfantine métaphore : le « peuple » est comme le furet du jeu, il court, il court, passe par ici passe par là-bas, passe par-dessus

et par-dessous, mobile, insaisissable, incontrôlable – ou, à l'opposé et plus souvent qu'à son tour, il se tient coi, tapi, médusé, mutique, hibernant. Pareil au métallique « furet » – moins ludique et plus instrumental – il intervient et agit lorsque les abus de pouvoir, les étranglements économiques et les violences institutionnelles sont tels que, mis sous pression, il fait effraction et brèche dans les canalisations sociales pour produire les nécessaires dégoûtements, vidanges ou vidages (cf. illustrations récentes) – et ensuite, comme si de rien n'était, la plomberie sociale reprend son cours, avec ses plus ou moins pépères apparences.

Parlance

Le mot qui fit furet et fureur, expectoré par des millions de voix tout au long de ces mois électoraux, c'était « France ». « France » baigna dans le tricolore : estrades, stades, salons, places, costumes, visages, débats et gargarismes jusqu'à engorgements (d'où le « furet », Mister Freud?). Aux basques – si l'on ose dire – de la cavale « France » certains s'appendirent qui se retrouvent nez dans le crottin. « France » appelait quelques rimes riches : « souffrance », par exemple, pour dire ce qu'est, en sa sinistre et terne vérité, la vie quotidienne de tant de ces

fameuses « gens » mis sans vergogne sur le tapis pour y être maintenus ou envoyés ; ou, un peu moins riche, « carence », pour débusquer, sous les triomphalismes sans cesse déclamés, les cuisants échecs des mafias politiques, les pratiques meurtrières des mafias économiques, les misérables dévergondages des mafias culturelles... On s'en tint à des rimes rances, telle « appartenance », avec racines aux pieds, et surtout la galopante « délinquance » qui, éclairées au feu des voitures (ces voitures qui fauchent chaque année impunément près de dix mille vies humaines et brisent des centaines de milliers d'existences – mais « France » ici, rime magistralement avec « tolérance »), traitait les cités en forêts de Bondy au coin desquelles se tiennent prêts à bondir des sauvages plus ou moins « beurrés » et « illettrés » – faudra donc leur apprendre, à ceux-là, à lire, écrire et articuler les saines « valeurs de la République ».

Tout cela dégorgé par télévisions et médias harcelant le « peuple des télécommandés » de leurs hystéries, frénésies de paroles, jactances, « on va dire » maintenant parlance, aux effets d'hypnose, d'hallucination et de berlué. Parlance d'en bas, style radio-trottoir, avec micro enfoncé dans la gorge des « gens » caricaturés écho-

laliques ou aphasiques ; et parlance d'en haut, avec, concurrençant « dialogue », le mot « débat » si fort monté en graine qu'il fait entrer à l'Académie française un éditeur fort d'un double titre : titre donné à un recueil de textes historiques et titre donné à une revue qu'il fonde et dirige intitulée, trouvaille, *le Débat* – cependant que voici une ex-ministre (prononciation télé) communiste qui en appelle aux « débats » pour sauver son parti de la débâcle. Ô ère de battants et de débattants !

Footballance

Battants ils partaient – battus s'en reviennent. Excès de parlance : « France », tout avenir suspendu, n'avait d'yeux et de voix que pour son équipe de foot entrant en Coupe du monde. Coupée du monde, mais cordon ombilical médiatique super-irrigué, l'équipe vivait sa Corée comme une île d'Utopie. On allait voir ce qu'on allait voir, mais entre-temps les médias, sponsors et publicitaires à la clé, exigeaient leur dû. Avant même d'être jouée, la Coupe débordait de paroles : joueurs, entraîneurs, journalistes, philosophes, businessmen, diététiciens, sociologues, astrologues, comédiens, politiciens débatteurs, ainsi qu'épouses parents voisins, et jusqu'aux chiens dont on crut surprendre au micro un aboi de *Marseillaise* – c'est à qui mettait le plus d'ardeur à penser et parler avec ses pieds. Douze pieds et rime riche, voici notre néologisme alexandrin : vaillante et glorieuse, « France » entre en footballance. Terrain, il est vrai, de longue date préparé, ensemencé – mais miné aussi. Dans les têtes, les lob(c)s

cérébraux tournaient en rond de ballon – boule de cuir-cristal d'où rayonnaient des effluves d'union sacrée.

Gouvernance

Les buts, en dernier ressort, ce furent les politiques qui les marquèrent. L'Union pour la majorité présidentielle rafle tout le bleu aux joueurs. À défaut de trophée, « France » entre en « nouvelle gouvernance », selon une autre rime, un autre titre, tombant cette fois de la plume du Premier ministre nouveau. Il y a quelque chance que l'échec footballistique profite aux vainqueurs politiques – s'ils savent résister aux médias pour un peu moins de parlance et de suffisance, un peu plus de prudence. Du nouveau, on dit, chanson de Brassens, « c'est un modeste ». Les profils, à la télévision, se font presque bas, sinon « France d'en bas ». Mais déjà l'on pressent que c'est encore vieux vin dans outres rafistolées. Sécurité, civilité, rentabilité – c'est le triptyque d'une séculaire politique de droite, que la gauche avait tenté de « mettre en œuvre » avec une telle gaucherie. Tous se disaient à l'écoute des appels, messages, « signes forts » du pays – d'une oreille par trop distraite, si enchanteresses étaient les sirènes du pouvoir. Qui aujourd'hui saura entendre, sous la grande voix muette de l'abstention de masse, les insolences qui se cherchent et s'affûtent, promesse d'un éveil critique vif et pugnace dans les torpeurs, turbulences et turpitudes qui s'annoncent ?

Roger Dadoun

Radio libertaire 89.4 MHz

la voix sans dieu, sans maître et sans publicité de la Fédération anarchiste (grille à jour en juin 2002)

Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
8 h 30 : « Lundi matin », infos et revue de presse 10 h 30 : « Plage musicale » 12 h 30 : « Plage musicale » 13 h 30 : « Les partageux de la Commune », émission sur la Commune de Paris 15 h : « Ondes de choc », magazine culturel, poésie, chanson et littérature 18 h : « Les destinées de l'histoire », toute l'histoire rien que de l'histoire 20 h : « Progressions », rock progressif et musiques nouvelles 21 h : « Ça urge au bout de la scène », actualité de la chanson 22 h 30 : « De la pente du Carmel, la vue est magnifique », comme son nom l'indique	8 h 30 : « Plage musicale » 10 h 30 : « Plage musicale » 11 h 30 : « Plage musicale » 12 h 30 : « Wreck this mess », cocktail de musique radicale 14 h 30 : « L'idée anarchiste », textes historiques ou actuels sur l'anarchisme 16 h : « Plage musicale » 18 h : en alternance – « Idéaux et débats », émission littéraire – « Pas de quartier... », ça se passe près de chez vous 19 h 30 : « Paroles d'association », magazine de la vie associative et culturelle 20 h 30 : « Radio libertaria », émission de la CNT 22 h 30 : « Ça booste sous les pavés », musiques, reportages et actualité	7 h : « Plage musicale » 9 h 30 : « Plage musicale » 10 h 30 : « Blues en liberté » 12 h : « Sans toit ni loi », émission sur les mal-logés et la précarité 14 h : « Le manège », littérature, cinéma 16 h : « Léo 38 », reggae et autres 17 h : « Décalages horaires », sur les musiques du monde 18 h 30 : « Femmes libres », femmes qui luttent, femmes qui témoignent 20 h 30 : « Ras-les-murs », actualité des luttes de prisonniers 22 h 30 : « Traffic », rock actualité, interview 0 h 15 : « La contre face son », mix hip hop, soul et funk	8 h 30 : « Clin d'œil », la parole aux militants de base actifs dans les manifs et point sur la province 10 h : « Chronique hebdo », analyse libertaire de l'actualité 12 h : « Le présent têtù », actualité de la chanson et du spectacle 14 h : « Radio cartable », la radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine 15 h : « Bibliomanie », autour des livres... 16 h 30 : « Petites annonces d'entraide » 18 h : « Si vis pacem », émission antimilitariste de l'UPF 19 h 30 : « Les enfants de Stonewall », infos gays et lesbiennes 20 h 30 : « Réflex », émission du Scalp-Réflex 22 h : « Epsilonia », musique electro-acoustique et expérimentale	8 h 30 : « Plage musicale » 10 h : « Kombi », culture africaine et débats autour de l'immigration 12 h : « Plage musicale » 15 h : « Plage musicale » 16 h : « Gens du Sahel et d'ailleurs », informations juridiques 17 h 30 : « Radio espéranto », émission de l'association SAT-Amikaro 19 h : l'invité du vendredi, en alternance – « Des droits et des hommes », émission de la LDH – « Raison présente », émission de l'Union rationaliste de France – « L'antenne du social », émission réalisée par les travailleurs sociaux – « Trait d'union », le mouvement des idées 21 h : « La mémoire sociale », histoire du mouvement libertaire 22 h 30 : « Jazz en liberté », free jazz et musiques improvisées	8 h : « Réveil hip hop » 10 h : « La philanthropie de l'ouvrier charpentier », comme son nom ne l'indique pas 11 h 30 : « Chronique syndicale », luttes et actualités sociales 13 h 30 : « Chroniques rebelles », débats, dossiers et rencontres 15 h 30 : « Deux sous de scène », le magazine de la chanson vivante 17 h : « Bulles noires », bandes dessinées et polars 19 h : en alternance : – « Tribuna latino-américana », actualité politique de l'Amérique latine – « Longtemps, je me suis couché de bonne heure », magazine des livres et du cinéma 21 h : Les nuits libertaires, en alternance – « Orphéas Antissa, les jardins d'Orphée », chronique artistique, musique classique et contemporaines – « Tous les quinze jours on mange du poulpe », rock, ska et musique impro 23 h : en alternance – « Nuits off », topologies sonores, rock et chroniques – « Tormentor », dark, électro-industriel et autres	8 h : « Goloss Trouda, la Voix du travail », émission franco-russe 10 h : « Ni maître ni Dieu », émission de la Coordination nationale des libres-penseurs 12 h : « Folk à lier », le magazine des musiques traditionnelles 14 h : en alternance : – « Dissidences », réflexions sur le pouvoir – « Ni Dieu ni maître », émission anarcho-culinaire – « Tempête sur les planches », actualité du théâtre et de la danse 15 h 30 : en alternance : – « Des mots, une voix », des mots, des auteurs – « Le mélange », musique et actualité du spectacle – « Chants, contrechamps », ciné, musique 17 h : en alternance : – « Romano Lil », émission de l'association tzigane du même nom – « Gipsy mania », émission de l'ensemble des communautés gitanes 18 h 30 : en alternance : – « Ah Jaysis, it's sunday again! », émission de l'association franco-irlandaise – « Il y a de la fumée dans le poste », émission du CIRC 20 h 30 : en alternance : – « Ça rend sourd », punk, hardcore et mauvais goût... – « Jazz beat » 23 h : Les liaisons dangereuses en alternance : – « Obsession'elles », rock et libres propos – « Radio-activité », idem – « Seppuku », itou

Permanence le mardi de 18 h à 19 h au siège social : 145, rue Amelot, 75011 Paris
Tél. : 01 48 05 34 08. Fax : 01 49 29 98 59. Tél. studio : 01 43 71 89 40



L'HOMME EST LA NATURE
PRENANT CONSCIENCE D'ELLE-MÊME

KUPKA

un artiste engagé

LE MUSÉE D'ORSAY organise une exposition, du 25 juin au 6 octobre 2002, de l'œuvre de Frantisek Kupka. Cet artiste tchèque, né en 1871 et mort en 1957, collabora au début du siècle à illustrer par ses dessins *l'Assiette au beurre*, dès le premier numéro. Proche des milieux anarchistes, il dénonce avec virulence les injustices sociales. Une étape de son œuvre d'illustrateur s'achève avec l'immense travail pour *l'Homme et la Terre* d'Élisée Reclus, dont Kupka dira plus tard lui-même qu'il lui a permis de voir «les humanités passer mieux qu'on les voit dans les écoles». Kupka avait fait la connaissance de Reclus à Montmartre chez Aristide Bruant.

Le musée d'Art moderne de la ville de Paris avait déjà organisé, fin 1989, une exposition sur Frantisek Kupka et publié un livre à cette occasion. On pouvait y trouver de nombreuses informations sur son parcours; ainsi ce sont ses séries satirico-anarchistes qui lui valurent sa renommée d'illustrateur et le rendirent populaire en Bohême. Son pays natal devait même organiser à partir de 1905, et pendant quelques années, une exposition itinérante regroupant toutes ses illustrations. Pour cet été, l'occasion vous est donc donnée de découvrir ou redécouvrir Kupka, un artiste engagé.

Éric Jarry



Contre toute attente, ce portrait de Kupka est l'œuvre de Gaston Couët.